



Rapport d'analyse du VII^{ème} Recensement industriel et commercial



Ministère de l'économie, des
finances et du développement

Secrétariat général

Institut national de la statistique
et de la démographie

BURKINA FASO
Unité – Progrès - Justice



**Rapport d'analyse du VII^{ème}
Recensement industriel et commercial**

Novembre 2018

Avant-propos

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) a réalisé, au cours du premier semestre de 2016, le septième Recensement industriel et commercial (RIC VII).

Cette édition qui vient après le RIC VI réalisé en 2009, participe au renforcement du dispositif de suivi régulier de la dynamique des entreprises. Il permettra d'avoir une meilleure lisibilité sur la démographie des entreprises et contribue à mieux appréhender les principaux flux économiques et financiers émanant de leurs activités, toutes choses utiles pour le suivi du Plan national de développement économique et social (PNDES) et des Objectifs du développement durable (ODD).

Le RIC VII a couvert au total 49 pôles économiques du pays : les 45 chefs-lieux de provinces et 4 autres villes retenues au vu de l'importance des activités économiques qui y sont menées. Les données collectées contribueront certainement à une meilleure évaluation des plans et programmes de développement du Gouvernement, mais aussi à répondre aux besoins des autres utilisateurs que sont les partenaires techniques et financiers, les opérateurs économiques, les chercheurs, etc.

Le présent document, que l'INSD a le plaisir de mettre à votre disposition, présente, sans être exhaustif, la répartition et les principales caractéristiques des entreprises, le niveau et les caractéristiques de l'emploi, l'usage des technologies de l'information et de la communication par les entreprises. Aussi, il présente des innovations par rapport à la précédente édition avec notamment la prise en compte de l'entrepreneuriat féminin et la nouvelle classification des entreprises conformément aux dispositions législatives actuelles.

Je tiens à saluer l'accompagnement financier et matériel du Gouvernement burkinabè sans lequel la septième édition du RIC n'aurait pas eu lieu. Ma reconnaissance va aux plus hautes autorités de l'Etat, aux Gouverneurs des régions, aux Hauts Commissaires des provinces et aux Maires des communes et arrondissements qui ont accompagné les équipes de collecte notamment dans la sensibilisation.

Je témoigne toute ma gratitude aux Chefs d'entreprises et aux responsables d'associations professionnelles pour la bonne collaboration dont ils ont fait preuve depuis la conception des outils techniques du RIC VII jusqu'au dénombrement des unités économiques. Je tiens également à les remercier pour leur disponibilité à l'endroit des agents recenseurs à qui ils ont bien voulu fournir les informations sur leurs activités.

Enfin, je salue l'appréciable contribution du personnel de terrain et d'encadrement technique qui, malgré les conditions difficiles, a fait preuve d'engagement sans faille pour fournir un travail de qualité. J'adresse aussi mes félicitations à l'ensemble des cadres chargés du suivi, de la coordination et de la réalisation des activités entrant dans le cadre du recensement, pour leur détermination et leur dévouement qui ont été déterminants dans la réussite de ce projet.

L'INSD accueillerait, bien volontiers, toutes critiques et suggestions que vous voudriez bien lui formuler pour l'amélioration des éditions futures.

Boureima OUEDRAOGO

SOMMAIRE

SOMMAIRE	5
Liste des tableaux	7
Liste des graphiques	8
Liste des cartes	9
Liste des abréviations	11
Résumé exécutif	13
INTRODUCTION	15
CHAPITRE 1 : METHODOLOGIE	17
1.1 Travaux préliminaires	17
1.2 Collecte des données	18
1.3 Traitement des données	19
1.4 Difficultés rencontrées	19
1.5 Quelques concepts et définitions.....	19
CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES DES ENTREPRISES	21
2.1 Répartition spatiale des entreprises	21
2.2 Lieux d'exercice des activités	23
2.3 Branches d'activités	24
2.4 Forme et régime juridiques	25
2.5 Echanges avec l'extérieur	27
2.6 Actionnariat des entreprises	27
2.7 Sexe des entrepreneurs individuels	29
2.8 Age des entreprises.....	30
2.9 Dimension des entreprises	31
CHAPITRE 3 : SITUATION DES ENTREPRISES PAR RAPPORT A LA REGLEMENTATION...	35
3.1 Situation des entreprises par rapport à la réglementation	35
3.2 Immatriculation des entreprises selon les régions	36
3.3 Type de comptabilité	36
3.4 Formalité des entreprises selon les régions	37
3.5 Formalité des entreprises par branches d'activité.....	37
CHAPITRE 4 : POIDS ECONOMIQUE DES ENTREPRISES	39
4.1 Analyse du chiffre d'affaires	39
4.2 Classification des entreprises selon le chiffre d'affaires	39
4.3 Chiffre d'affaires selon la localité.....	40
4.4 Chiffre d'affaires et statut juridique	42
4.5 Chiffre d'affaires et formalité de l'entreprise	42
4.6 Capital social à la création de l'entreprise	43
4.7 Capital social et secteur d'activité	44

4.8	Capital social, statut juridique et formalité	44
4.9	Capital social et type d'actionnaire/associé	45
4.10	Masse salariale versée	46
CHAPITRE 5 : EMPLOI		47
5.1.	Analyse spatiale de l'emploi	47
5.2.	Caractéristiques des employés	48
5.3.	Emploi et localité.....	50
5.4.	Emplois, localité et genre	51
5.5.	Emplois, localité et stabilité	51
5.6.	Emplois, localité et nationalité	51
5.7.	Emploi et secteur d'activité	52
CHAPITRE 6 : USAGE DES TICS DANS LES ENTREPRISES.....		55
6.1	Usage du téléphone	55
6.2	Boîte postale.....	55
6.3	Moyens de communication électronique	56
6.4	Usage de l'informatique dans les entreprises	58
CONCLUSION.....		59
ANNEXE.....		61

Liste des tableaux

Tableau 2.1 : répartition des entreprises selon la région	21
Tableau 2.2: répartition des entreprises selon la branche d'activités	24
Tableau 2.3 : répartition des entreprises selon le régime juridique.....	26
Tableau 2.4 : répartition des entreprises suivant le type d'échange avec l'extérieur.....	27
Tableau 2.5 : répartition des entreprises suivant le type d'actionnaire principal.....	27
Tableau 2.6 : répartition des entreprises par type d'actionnaire selon la forme juridique (%)	28
Tableau 2.7 : répartition des entreprises selon la classe d'âge	30
Tableau 2.8 : répartition des entreprises selon la classe d'âge et la région	30
Tableau 2.9 : répartition par catégories d'entreprises selon la région	32
Tableau 4.1 : structure du chiffre d'affaires par rapport aux branches d'activités	39
Tableau 4.2 : répartition des chiffres d'affaires des entreprises selon la branche d'activité et la formalité	43
Tableau 4.3 : structure du capital social à la création selon le secteur d'activité.....	44
Tableau 4.4: structure du capital social à la création selon la forme juridique.....	44
Tableau 4.5 : répartition de la masse salariale versée par branche d'activités	46
Tableau 5.1: répartition des emplois dans les entreprises par région selon le genre.....	48
Tableau 5.2 : répartition des employés des entreprises selon la région et la nationalité.....	49
Tableau 5.3 : répartition des employés des entreprises selon la nationalité et le genre	49
Tableau 5.4 : répartition des emplois par région selon le degré de sécurité	50
Tableau 5.5: répartition des emplois par localité selon le genre	51
Tableau 5.6: répartition des emplois par localité selon le degré de sécurité	51
Tableau 5.7: répartition des emplois par localité selon la nationalité.....	51
Tableau 5.8 : répartition des emplois selon la branche d'activité et le genre	52
Tableau 6.1: proportion des entreprises disposant d'une boîte postale par localité	56
Tableau 6.2: taux de possession d'une adresse Email selon la localité	57

Liste des graphiques

Figure 2.1: répartition des entreprises selon la localité (%)	22
Figure 2.2 : répartition des entreprises par emplacement (%)	23
Figure 2.3 : répartition des entreprises par type de local (%)	23
Figure 2.4: répartition des entreprises par région selon la branche d'activités	24
Figure 2.5: répartition des entreprises selon la forme juridique (%).....	25
Figure 2.6 : répartition des entreprises par région selon la forme juridique (%)	25
Figure 2.7 : répartition des entreprises par région selon le régime juridique [en %].....	26
Figure 2.8: répartition des entreprises par type d'actionnaire principal selon la branche d'activités	28
Figure 2.9: répartition des entreprises individuelles suivant le sexe du propriétaire (%)	29
Figure 2.10: répartition des chefs d'entreprises individuelles par branche d'activité selon le sexe .	29
Figure 2.11 : répartition des entreprises selon la classe d'âge et la branche d'activité	31
Figure 2.12 : répartition des entreprises selon la taille.....	31
Figure 2.13 : répartition par catégorie d'entreprise selon la branche d'activité.....	32
Figure 2.14: répartition par catégorie d'entreprises selon le statut juridique	33
Figure 3.1 : effectif des entreprises suivant le type d'immatriculation	35
Figure 3.2: taux d'immatriculation des entreprises selon les régions (%).....	36
Figure 3.3 : répartition des entreprises selon le type de comptabilité	36
Figure 3.4: taux de formalité des entreprises par région (%)	37
Figure 3.5 : Répartition des entreprises formelles par branches (%).....	37
Figure 4.1 :répartition des entreprises par la classe du chiffre d'affaires (millions de FCFA).....	40
Figure 4.2 : répartition des entreprises selon la classe de chiffre d'affaires et branche d'activité (millions de FCFA)	40
Figure 4.3 : répartition du chiffre d'affaires des entreprises selon la localité	41
Figure 4.4 : répartition du chiffre d'affaires des entreprises selon le statut juridique	42
Figure 4.5 : répartition du chiffre d'affaires des entreprises selon la formalité.....	42
Figure 4.6: structure du capital social à la création selon la localité	43
Figure 4.7: représentation de la structure du capital social à la création selon la formalité.....	45
Figure 4.8: représentation de la structure du capital social à la création selon le type d'actionnaires (%)	45
Figure 4.9: contribution des villes à la masse salariale en 2014 (%)	46
Figure 5.1: répartition des emplois selon les régions	47
Figure 5.2 : répartition des emplois selon les localités (%)	50
Figure 5.3: répartition des emplois selon la permanence par branche	52
Figure 5.4 : répartition des entreprises selon la branche d'activité et la nationalité.....	53
Figure 6.1: répartition des entreprises selon la possession d'une boîte postale et la formalité.....	55
Figure 6.2: proportion des entreprises disposant d'une boîte postale selon le type d'échange avec l'extérieur	56
Figure 6.3: taux de possession de fax selon la localité (%)	57
Figure 6.4 : taux de possession selon l'ouverture à l'extérieur	58

Liste des cartes

Carte 2.1 : répartition spatiale des entreprises.....	22
Carte : 4.1: répartition spatiale du Chiffre d'Affaires.....	41
Carte 5.1: répartition des emplois selon les régions	48

Liste des abréviations

AFRISTAT	: Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne
BTP	: Bâtiments et travaux publics
CCI-BF	: Chambre de commerce et d'industrie du Burkina
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
CSLP	: Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
DSF	: Déclarations Statistiques et Fiscales
IFU	: Identifiant financier unique
INSD	: Institut national de la statistique et de la démographie
NAEMA	: Nomenclature d'activités des Etats membres d'AFRISTAT
ND	: Non déclaré/Non disponible
ODD	: Objectif de développement durable
OHADA	: Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique
PME/PMI	: Petite et moyenne entreprise / Petite et moyenne industrie
PNDES	: Plan national de développement économique et social
RCCM	: Registre du commerce et du crédit mobilier
RIC	: Recensement industriel et commercial
RSE	: Répertoire statistique des entreprises
SYSCOHADA en Afrique	: Système comptable de l'Organisation pour l'harmonisation des droits des affaires en Afrique
RTB	: Radiodiffusion Télévision du Burkina
ZC	: Zones commerciales
ZI	: Zones industrielles
ZH	: Zones d'habitation

Résumé exécutif

Le Burkina Faso a réalisé le septième Recensement industriel et commercial (RIC VII) au cours du premier semestre 2016. Ce recensement a couvert 49 villes (les 45 chefs-lieux de province et 4 autres villes du pays) retenues en raison de l'importance des activités économiques qui y sont menées. Il est intervenu 7 ans après le sixième recensement réalisé en 2009.

La collecte des données s'est déroulée en 45 jours et a consisté en un ratissage de toutes les villes retenues en vue de dénombrier toutes les entreprises et tous les établissements en activité ou non, disposant d'un local fixe. Les entreprises implantées dans les marchés ont été exclues pour des raisons de choix méthodologique.

Le RIC VII a permis de dénombrier 99 261 entreprises dans les villes couvertes par l'opération. Ces unités économiques, dans leur majorité, sont concentrées dans les villes de Ouagadougou et de Bobo avec respectivement 55,4% et 17,3% des entreprises dénombrées. Les zones d'habitation et les zones commerciales constituent les lieux de prédilection pour l'exercice de leurs activités.

La majorité des entreprises sont des personnes physiques (91,9%). Les personnes morales sont très peu nombreuses (4,4%) et sont essentiellement constituées de Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL) et de Sociétés Anonymes (SA). Cependant, les entreprises qui contribuent le plus à la formation du chiffre d'affaires sont par ordre, les SA (43,7%), les SARL (19,1%) et les entreprises individuelles (14,2%).

Le chiffre d'affaires global généré par les entreprises s'élève à sept mille trois cent quarante-sept (7 347) milliards de francs CFA en 2014. Les entreprises formelles contribuent à 93,0% au chiffre d'affaires global. Par ailleurs, la majorité des entreprises (68,9%) disposent d'un capital social en dessous de 1 million. Les entreprises déclarent avoir versé 375,5 milliards de FCFA à leurs employés en 2014.

On note une faible proportion d'entreprises formelles. Les taux d'immatriculations sont en effet de 13,3%, 12,3% et 9,9% respectivement pour le Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM), l'identifiant financier unique (IFU) et le numéro d'employeur de la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). De même, la proportion des entreprises produisant des documents comptables conformes aux normes du SYSCOHADA est de 9,6%. Ces taux sont en nette évolution par rapport à 2009 où le numéro de RCCM était détenu par 9,9% des entreprises ; le numéro IFU par 7,3% des promoteurs et numéro CNSS par 5,6% des entreprises. Seulement 4% des entreprises utilisaient une comptabilité moderne. Le faible enregistrement administratif et la gestion artisanale des entreprises burkinabè expliquent la forte prédominance (90,9%) du secteur informel.

Les entreprises exerçant au Burkina Faso sont majoritairement dans la branche « commerce ». Cette branche compte 52,6% de l'ensemble des entreprises recensées. Les entreprises des branches « services » et « fabrication, transformation et énergie » sont assez bien représentées avec des proportions respectives de 28,2% et 16,9%.

Le RIC VII a permis de dénombrier 255 908 personnes employées dans l'ensemble des unités économiques recensées. Les régions du Centre et des Hauts Bassins, qui abritent les deux plus grandes villes du pays, comptent le plus grand nombre d'employés, avec des proportions respectives de 64,8% et 16,0%. Les régions les moins pourvoyeuses d'emplois dans les entreprises sont celles du Plateau central, du Centre Sud et du Sahel. Dans l'ensemble, les emplois sont permanents à 85,5% et 74,6% des postes d'emplois offerts par les entreprises sont occupés par des hommes.

L'utilisation des TIC n'est pas encore bien intégrée par les entreprises exerçant au Burkina Faso. La proportion des entreprises utilisant un ordinateur est de 9,8% en 2016 et il s'agit essentiellement d'entreprises formelles. La boîte postale est aussi faiblement utilisée par les entreprises dans la mesure où seulement 10,9% en disposent. Quant au téléphone, notamment le téléphone portable, il est utilisé par la quasi-totalité des entreprises dans l'exercice de leurs activités.

INTRODUCTION

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) a réalisé en 2016 le septième Recensement industriel et commercial (RIC VII) du Burkina Faso.

En rappel, c'est à partir de 1986 que l'INSD a entrepris la réalisation du premier RIC, dans le but de constituer une base de données fiable sur les entreprises, pour répondre d'une part, à des besoins internes et d'autre part, aux différentes sollicitations externes. Le premier RIC a permis la mise en place d'un répertoire des entreprises que les éditions suivantes ont actualisé au fil des années. Le répertoire des entreprises a toujours été la base de sondage de référence pour le tirage des échantillons d'enquêtes économiques réalisées auprès des entreprises. La base des données du RIC et les Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) constituent une source majeure dans le processus d'élaboration des comptes nationaux du Burkina Faso.

Tout comme lors des éditions précédentes, le RIC VII s'est fixé comme objectif principal de disposer d'un répertoire exhaustif des entreprises installées au Burkina Faso.

La collecte des données a couvert 49 villes retenues pour l'importance des activités économiques qui y sont exercées. Elle a consisté en un ratissage de toutes les localités retenues pour dénombrer toutes les entreprises et tous les établissements en activité pendant la période de réalisation de l'opération et ayant un local fixe, sans restriction de forme juridique ou de secteur d'activité. Les entreprises implantées dans les marchés n'ont pas été prises en compte pour des raisons méthodologiques.

Les résultats du RIC VII permettent de mieux connaître la structure des entreprises et le dynamisme de leurs activités pour améliorer la prise de décisions notamment en faveur du secteur privé et accompagner ainsi la mise en œuvre du PNDES en son objectif spécifique relatif à la promotion de la bonne gouvernance économique. Ils permettent à l'INSD de mettre à jour le Répertoire statistique des entreprises (RSE), de disposer d'indicateurs pour l'élaboration des comptes nationaux et de renouveler les bases de sondage thématiques pour la réalisation d'enquêtes spécifiques sur les entreprises. L'exploitation des résultats du recensement par les opérateurs économiques favorisera une meilleure orientation de leurs actions. Aussi, des analyses approfondies permettant d'appréhender la structure de l'économie, son potentiel, pourraient être effectuées à partir des données du RIC.

Le présent document donne les principaux résultats du RIC VII. Il est structuré suivant six (6) chapitres. Le premier chapitre traite de la méthodologie utilisée. Le deuxième est consacré aux caractéristiques des entreprises. Le troisième traite de la situation des entreprises par rapport à la réglementation. Quant au quatrième, il évalue le poids économique des entreprises selon le capital social, le chiffre d'affaires et la masse salariale. Les cinquième et sixième chapitres traitent respectivement de l'emploi et de l'usage des TIC dans les entreprises.

CHAPITRE 1 : METHODOLOGIE

Cette partie est consacrée à la présentation des principales composantes de la méthodologie qui a guidé la réalisation du septième Recensement industriel et commercial (RIC VII). Elle aborde les différentes étapes de la préparation de l'opération à l'analyse des données en passant par le dénombrement et le traitement des informations collectées.

1.1 Travaux préliminaires

Un Comité de suivi et un sous-comité technique ont été mis en place respectivement pour coordonner, concevoir et exécuter les activités prévues pour la réalisation du RIC VII.

i. Conception des outils du recensement

Les documents techniques du recensement ont été conçus par les cadres du service en charge de l'opération. Les principaux outils sont : le questionnaire, le manuel de l'agent recenseur, le manuel du contrôleur et le guide du superviseur. D'autres documents tels que les fiches de suivi et les canevas de rapports de terrain ont été produits pour permettre de bien suivre le déroulement de l'opération.

Ces outils ont été validés lors d'un atelier qui a réuni des partenaires de l'administration et du monde des affaires (Centre de formalités des entreprises, Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso, Ministère du commerce et de l'industrie et autres structures œuvrant dans le monde des entreprises).

Les travaux préliminaires ont permis de définir l'unité d'observation et le champ du RIC VII.

Unité d'observation et champ

L'unité d'observation retenue lors du septième Recensement industriel et commercial (RICVII) est l'établissement. Cela se justifie par le fait que la mise en relation des entreprises avec leurs établissements est l'un des objectifs de l'opération. De ce fait, le recensement prend en compte tous les établissements de tous les secteurs d'activités ayant un local fixe, sans restriction de forme juridique ou de secteur d'activités.

Couverture

Le RIC VII a concerné les communes urbaines du Burkina Faso, c'est-à-dire, les 45 chefs-lieux de provinces et les communes de Bittou, Pouytenga, Garango et Niangoloko.

ii. Enquête pilote et finalisation de la méthodologie et des outils

Les outils conçus ont été testés sur le terrain au cours d'une enquête pilote. Les données ont été collectées durant six (6) jours dans quatre localités (Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Koudougou et Manga), puis saisies. Les enseignements tirés de ce test ont permis à l'équipe technique de réviser la méthodologie et d'améliorer les outils de collecte.

Après l'enquête pilote, les outils ont été revus et finalisés par le comité technique du recensement.

iii. Sensibilisation

La sensibilisation fait partie des piliers de la réussite du recensement. La sensibilisation du RIC VII a été faite en trois (3) volets :

- ateliers de sensibilisation ;
- conception et diffusion de spots publicitaires à la télévision et à la radio ;

- tournée de sensibilisation des Autorités locales.

Ateliers de sensibilisation

Deux ateliers de sensibilisation ont été organisés à l'intention des entreprises. Ils ont eu lieu à Bobo Dioulasso et à Ouagadougou respectivement, avant le début de l'opération. Ayant bénéficié de l'appui de la Chambre du Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF), ces rencontres ont permis à l'INSD de partager avec les responsables du monde d'entreprises les objectifs du recensement, le déroulement de l'opération, la couverture géographique, les produits attendus, etc. Par ailleurs, ces ateliers ont été une occasion de montrer aux entreprises que les résultats de ce recensement leur seront utiles pour leur positionnement et le pilotage de leurs activités en vue de susciter leur adhésion.

Conception et diffusion de spots publicitaires à la télévision et à la radio

Les cadres de l'INSD ont travaillé en étroite collaboration avec le personnel de la Radiodiffusion Télévision du Burkina (RTB) pour concevoir un message clair, concis, précis et résumant l'essentiel de l'information. D'une durée d'environ quarante-cinq (45) secondes, le message publicitaire fait ressortir entre autres les objectifs de l'opération, l'unité d'observation, le champ géographique, la période du recensement, ainsi que les précautions à prendre par les entreprises au moment du passage des agents recenseurs.

En plus du français, la publicité était diffusée dans les trois principales langues locales à savoir le mooré, le fulfuldé et le dioula à la fois à la Radio Nationale du Burkina (RNB) et à la Télévision Nationale du Burkina (TNB). La sensibilisation par ce canal a débuté quelques jours avant le début de l'opération et s'est poursuivie jusqu'à la fin de la collecte des données.

Tournée de sensibilisation des autorités locales

Quelques jours avant le démarrage de l'opération de collecte des données, l'équipe de supervision a effectué une sortie dans toutes les localités concernées pour rencontrer les autorités à tous les niveaux (Gouverneurs, Hauts commissaires, Présidents de délégations spéciales) afin de les sensibiliser sur l'importance de l'opération et solliciter leur accompagnement pendant la phase de la collecte des données dans leurs zones respectives.

1.2 Collecte des données

La collecte des données du septième Recensement Industriel et Commercial (RIC VII) s'est déroulée en deux phases :

- Phase 1 : Ouagadougou et Bobo Dioulasso ;
- Phase 2 : Autres communes urbaines.

Tous les secteurs de ces communes urbaines ont été concernés par l'opération. Mais, du fait des difficultés de ratissage dans les zones non loties, ces portions ont été exclues du champ du RIC VII.

Phase 1 : Ouagadougou et Bobo Dioulasso

La collecte a démarré officiellement le 12 février 2016 par la phase de Ouagadougou et Bobo Dioulasso. Quatorze (14) équipes ont été déployées à Ouagadougou et six (6) à Bobo Dioulasso. Le dénombrement dans ces deux localités était prévu pour durer trente (30) jours et a été fait en deux (2) étapes :

- Etape1 : les équipes ont travaillé dans ces deux localités pendant les quinze (15) premiers jours ;

- Etape2 : la collecte des données dans ces deux villes s'est poursuivie après la collecte des données dans les autres communes urbaines. Cette deuxième étape de la collecte a également duré quinze (15) jours.

Phase 2 : Autres communes urbaines

La collecte a débuté dans ces localités à la fin de la première étape de la phase1. Elle a concerné les quarante-sept (47) autres communes urbaines du Burkina Faso. Les équipes de Bobo-Dioulasso ont été déployées dans les quinze (15) communes urbaines les plus géographiquement proches. Quant aux équipes de Ouagadougou, elles ont travaillé dans les trente-deux (32) autres communes urbaines.

Cette stratégie qui consiste à alterner la collecte dans les autres communes urbaines entre les deux étapes de la phase 1, a permis aux entreprises formelles de disposer de temps pour renseigner les questionnaires et les mettre à la disposition des agents recenseurs au cours de la dernière quinzaine de l'enquête dans ces villes à statuts particuliers.

1.3 Traitement des données

Les questionnaires physiques contrôlés ont fait l'objet d'une codification particulière en ce qui concerne les activités déclarées par les entreprises conformément à la NAEMA rev1. Cette étape cruciale a permis de bien classer les entreprises dans les branches d'activités.

La saisie s'est déroulée sur deux (mois) et a été réalisée par des agents recrutés et formés. Le masque de saisie a été conçu sous CSPRO et des contrôles y ont été introduits afin de minimiser les erreurs. Etant donné que certaines grandes entreprises n'ont pas répondu aux questionnaires lors du passage des enquêteurs, les données ont été complétées par des informations d'autres sources administratives, notamment les déclarations statistiques et fiscales (DSF) au titre de l'année 2016. Une collecte complémentaire a également été réalisée pour compléter les informations manquantes de certaines grandes entreprises.

1.4 Difficultés rencontrées

La quête de l'exhaustivité des entreprises recensées est la principale difficulté rencontrée au cours de l'opération. En effet, le RIC VII n'a couvert que les 49 communes urbaines du Burkina Faso du fait de la contrainte financière. Certaines entreprises ne sont donc pas prises en compte.

De plus, malgré la sensibilisation effectuée, des refus de répondre, partiels et totaux, ont été enregistrés au niveau d'entreprises de grande taille. On note également que les délais de réaction des entrepreneurs ont été parfois longs en dépit des relances multiples effectuées.

En 2018, après la saisie de l'ensemble des liasses fiscales de 2016, la base des déclarations statistiques et fiscales a été mise à profit pour renforcer l'exhaustivité des données et cela a permis de pallier le manque d'informations des grandes et moyennes entreprises notamment. En outre, une collecte complémentaire a été réalisée auprès des grandes entreprises pour disposer des informations qualitatives.

1.5 Quelques concepts et définitions

Entreprise : L'entreprise est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché. Sur le plan légal, l'entreprise est une personne juridique de droit public ou privé. Cette personne juridique peut être une personne morale (entreprise sociétaire) ou une personne physique (entreprise individuelle).

Etablissement : Les établissements ou unités locales sont des unités de production géographiquement individualisées, mais juridiquement dépendantes de l'entreprise. Elles correspondent aux entreprises ou à des parties d'entreprises (ateliers, usines, magasins, bureaux, siège sociale, mines, entrepôts, etc.) où sont généralement exercées des activités économiques.

Branche d'activités : Une branche d'activités est un regroupement de toutes les entreprises (ou établissements) qui fabriquent le même produit, c'est-à-dire, ayant la même activité principale.

Forme et régime juridique : La forme et le régime juridique d'une entreprise constituent un des éléments de son statut. Le statut sert à définir la manière dont le chef d'entreprise, l'entreprise et les clients sont liés.

Les types d'entreprises reconnus au Burkina Faso sont régis par les actes uniformes du traité de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) en vigueur depuis le 1er janvier 1998. Ils sont caractérisés par deux (02) formes juridiques d'entreprises : les personnes physiques et les personnes morales.

Personne physique : l'entrepreneur exerce directement et en son nom propre une activité économique. Il bénéficie par conséquent de la totalité des résultats générés par l'exploitation de son activité et assume l'entière responsabilité vis-à-vis des tiers.

Personne morale : C'est une entité dotée de la personnalité juridique, ce qui lui permet d'être directement titulaire de droit et d'obligation en lieu et place des personnes physiques ou morales qui la composent ou qui l'ont créée.

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires est le montant total des recettes réalisées au cours d'une période donnée : quotidiennement, mensuellement, trimestriellement ou annuellement. Le plus couramment utilisé est le chiffre d'affaires annuel.

Classification des entreprises : Il s'agit de la répartition des entreprises en grandes entreprises et en PME en considérant les critères du chiffre d'affaires et du nombre d'employés de la loi N°015-2017/AN portant loi d'orientation de promotion des petites et moyennes entreprises au Burkina Faso. Ainsi, quatre catégories d'entreprises sont constituées :

Micro entreprises : Elles disposent d'un effectif permanent inférieur à dix employés et réalisent un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur ou égal à quinze millions (15 000 000) de francs CFA ;

Petites entreprises : Elles disposent d'un effectif permanent égal ou supérieur à dix et inférieur à trente employés et réalisent un chiffre d'affaires annuel hors taxe supérieur à quinze millions (15 000 000) de francs CFA et inférieur ou égal à cinquante millions (50 000 000) de francs CFA ;

Moyennes entreprises : Elles disposent d'un effectif permanent égal ou supérieur à trente et inférieur à cent employés et réalisent un chiffre d'affaires annuel hors taxe supérieur à cinquante millions (50 000 000) de francs CFA et inférieur à un milliard (1 000 000 000) de francs CFA ;

Grandes entreprises : Elles disposent d'un effectif permanent égal ou supérieur à cent employés et réalisent un chiffre d'affaires annuel hors taxe supérieur ou égal à un milliard (1 000 000 000) de francs CFA.

Entreprise formelle : une entreprise est dite formelle si, en plus de posséder un numéro d'immatriculation auprès des structures administratives compétentes (Numéros CNSS, IFU, numéro RCCM), elle utilise le SYSCOHADA comme type de comptabilité. Les autres entreprises sont considérées comme **informelles**.

CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES DES ENTREPRISES

Ce chapitre présente l'effectif des entreprises et leur répartition dans l'espace (régions) et selon les activités économiques exercées. Il renseigne sur les entreprises exerçant sur le territoire national et permet de les caractériser suivant les branches d'activités, le niveau de formalisation au plan administratif, les zones d'implantation des unités de production et le type d'actionnariat. L'opération a permis de recenser 99 261 entreprises. En prenant en compte les établissements des entreprises, on dénombre au total 99 805 unités de production.

2.1 Répartition spatiale des entreprises

Le septième Recensement industriel et commercial (RICVII) a permis de dénombrer 99 261 entreprises en 2016. Elles sont fortement concentrées dans les régions abritant les grandes villes du pays. Ainsi, la région du Centre regroupe plus de la moitié (55,4%) des entreprises et celle des Hauts Bassins compte 17 926 entreprises, soit 18,1% du total. Par contre, certaines régions ne comptent pas plus de 1 500 entreprises. Il s'agit des régions du Centre Sud (1 197), du Sahel (1 245) et du Plateau Central (1 438).

Tableau 2.1 : répartition des entreprises selon la région

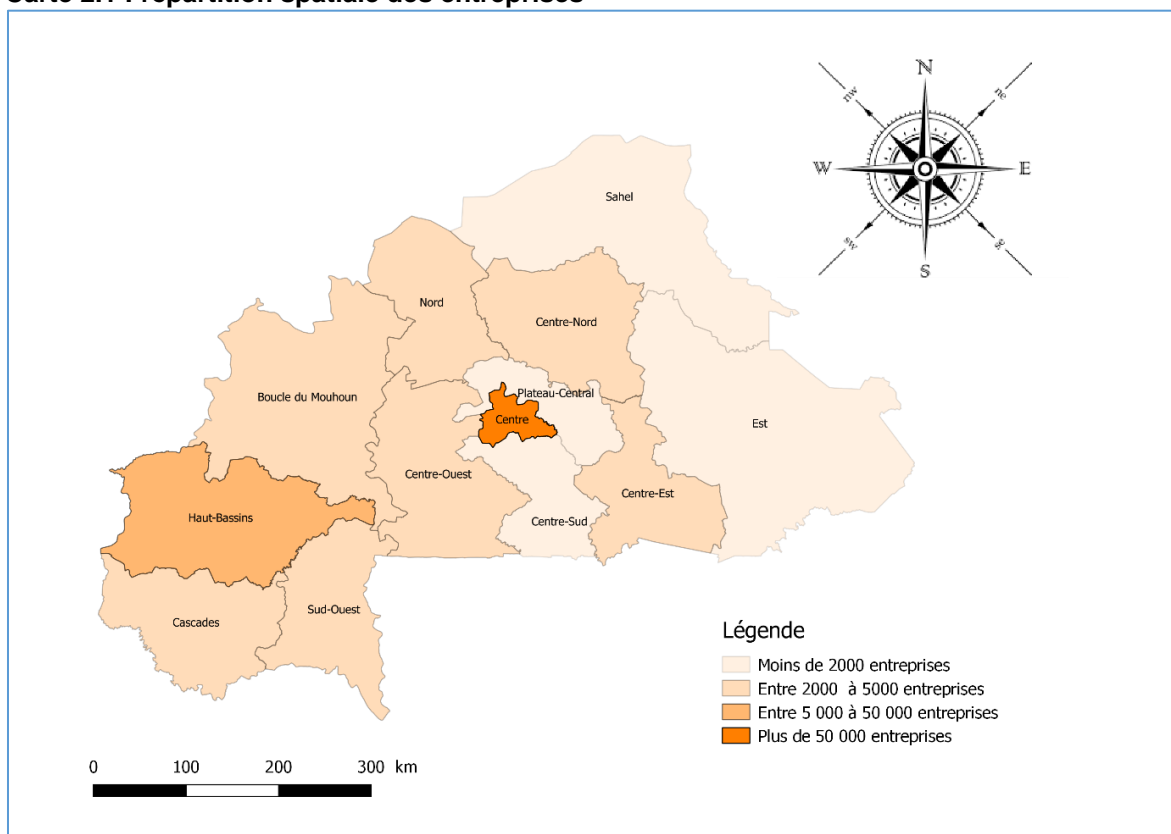
Régions	Effectifs	Pourcentage
Boucle du Mouhoun	3 057	3,1
Cascades	2 709	2,7
Centre	54 964	55,4
Centre-Est	3 317	3,3
Centre-Nord	2 125	2,1
Centre-Ouest	4 693	4,7
Centre-Sud	1 197	1,2
Est	1 952	2,0
Hauts-Bassins	17 920	18,1
Nord	2 417	2,4
Plateau-Central	1 438	1,4
Sahel	1 245	1,3
Sud-Ouest	2 227	2,2
Total	99 261	100

Source : INSD, RIC VII

La répartition spatiale des entreprises permet de distinguer quatre groupes de régions en fonction du nombre d'entreprises en activité :

- le Centre dont le nombre d'entreprises est supérieur à 50 000 ;
- les Hauts Bassins où le nombre d'entreprises des trois villes de la région est compris entre 5 000 et 20 000 ;
- les régions du Centre-Ouest, de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-Est, du Centre-Nord, du Nord et du Sud-Ouest où le nombre d'entreprises est compris entre 2 000 et 5 000 ;
- les régions de l'Est, du Centre-Sud, du Plateau-Central et du Sahel qui enregistrent moins de 2 000 entreprises.

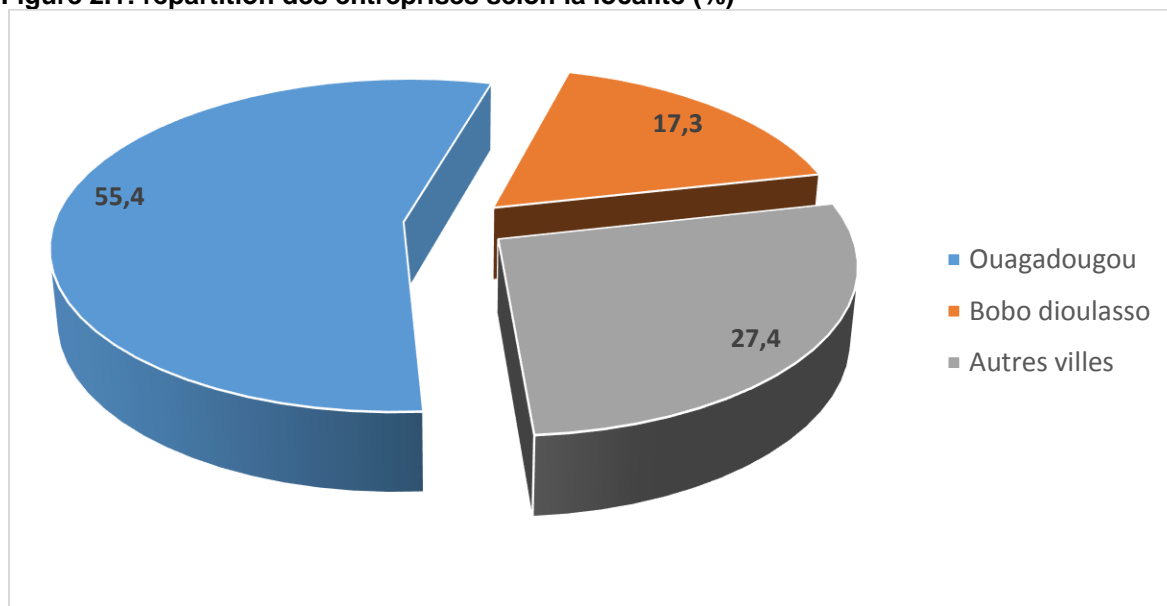
Carte 2.1 : répartition spatiale des entreprises



Source : INSD, RIC VII

Les régions du Centre et des Hauts Bassins concentrent le plus d'entreprises du fait qu'elles abritent respectivement les capitales politique et économique du Burkina Faso. En effet, ces deux villes à statuts particuliers abritent plus de trois quarts (82,8%) des entreprises recensées dans le pays.

Figure 2.1: répartition des entreprises selon la localité (%)

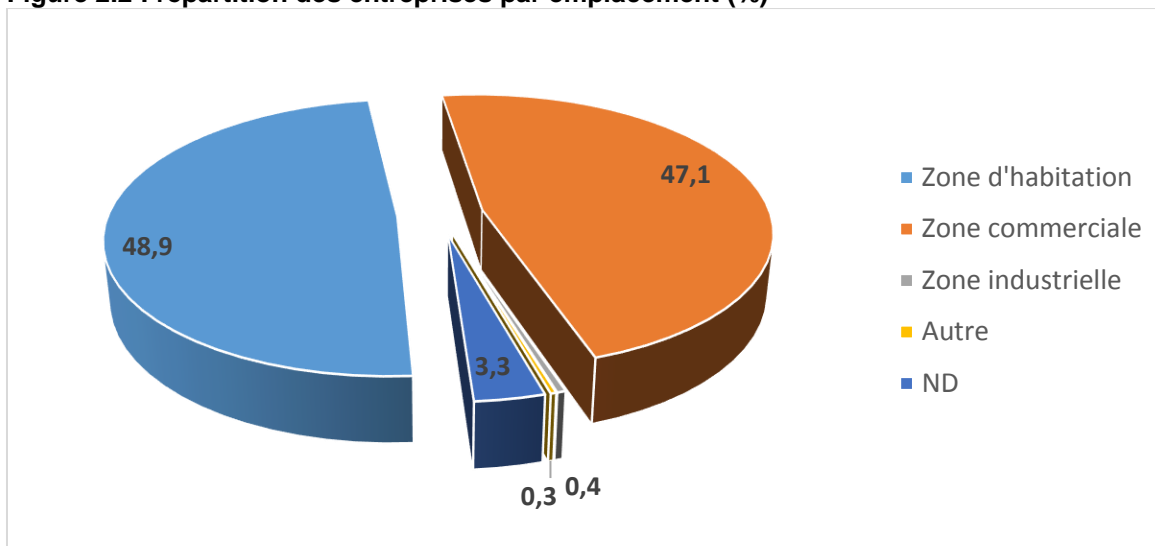


Source : INSD, RIC VII

2.2 Lieux d'exercice des activités

Les activités des entreprises sont exercées dans les Zones commerciales (ZC), les Zones industrielles (ZI), mais aussi dans les Zones d'habitation (ZH) où les unités de production se retrouvent proches des consommateurs. Les entreprises dénombrées sont pour la plupart situées en zone commerciale (47,1%) et en zone d'habitation (48,9%). Une proportion encore marginale des entreprises est située dans les zones industrielles, aménagées pour la transformation des biens.

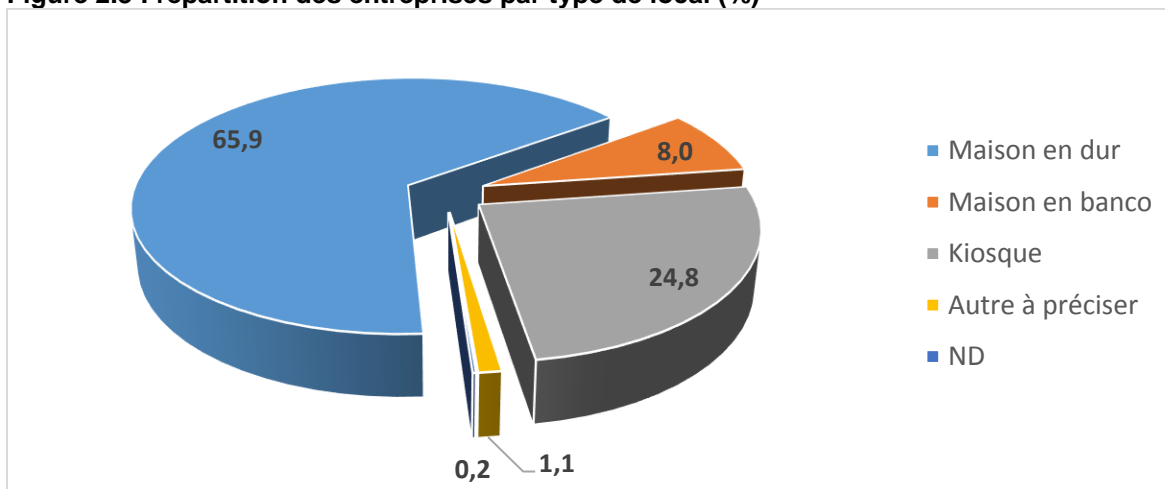
Figure 2.2 : répartition des entreprises par emplacement (%)



Source : INSD, RIC VII

Si dans les Zones industrielles et commerciales, les cahiers de charges des promoteurs exigent la construction de bâtiments en matériaux définitifs, les conditions d'exercice des activités dans les Zones d'habitation sont encore moins strictes. La répartition selon le type de local révèle que plus de la moitié des entreprises (65,9%) sont logées dans des bâtiments construits en dur. Elles sont situées principalement dans les Zones commerciales et industrielles. Une part toujours élevée des entreprises (24,8%) exerce dans des kiosques ou autres locaux de taille modeste. Cela pourrait s'expliquer par l'importance numérique du secteur informel dans l'économie.

Figure 2.3 : répartition des entreprises par type de local (%)



Source : INSD, RIC VII

2.3 Branches d'activités

Les entreprises burkinabè sont essentiellement commerciales. En effet, la branche d'activités « commerce » regroupe plus de la moitié (52,6%) des entreprises recensées. Les entreprises des branches « services » et « fabrication, transformation et énergie » sont assez bien représentées avec respectivement 28,2% et 16,9%. Cependant, certaines branches d'activités comptent peu d'entreprises, soit du fait de l'importance des investissements à réaliser, soit de la définition du champ du RIC VII. Il s'agit des branches « Bâtiment et des travaux publics » (1,9%), « Extraction et activités de soutien à l'extraction » (0,2%) et « Agriculture, élevage, sylviculture, pêche et chasse » (moins de 0,1%).

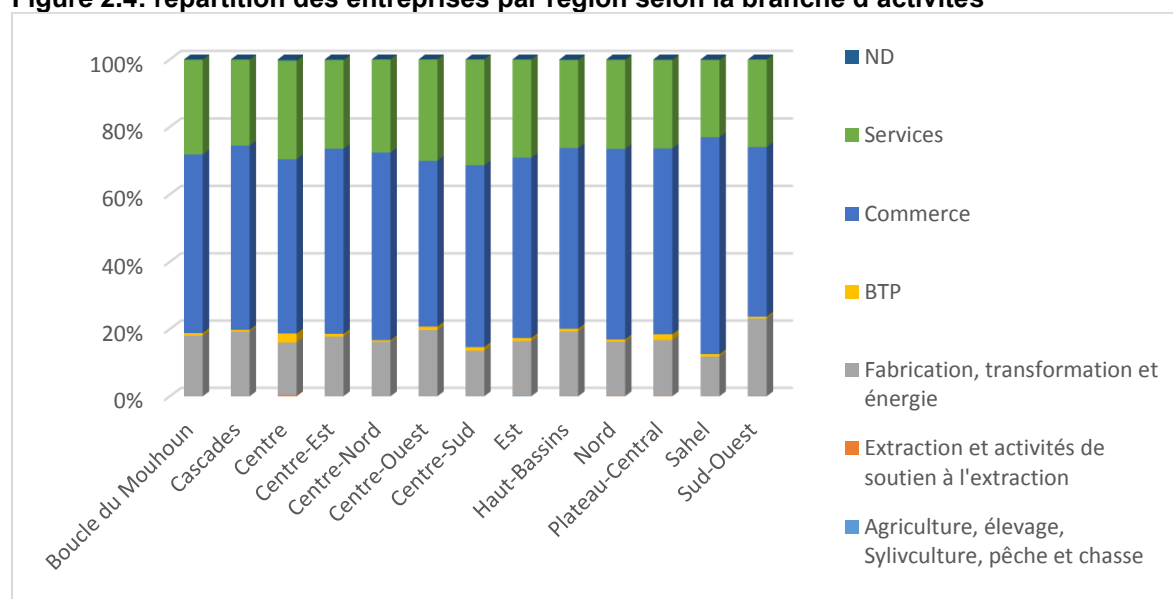
Tableau 2.2: répartition des entreprises selon la branche d'activités

Branches d'activité	Effectifs	Pourcentage
Agriculture, élevage, Sylviculture, pêche et chasse	23	0,0
Extraction et activités de soutien à l'extraction	173	0,2
Fabrication, transformation et énergie	16 732	16,9
BTP	1 865	1,9
Commerce	52 236	52,6
Services	27 981	28,2
ND	251	0,3
Total	99 261	100

Source : INSD, RIC VII

Au niveau régional, la structure des entreprises selon les branches d'activités est similaire au niveau national. Ainsi, la branche d'activités du commerce demeure prépondérante dans toutes les régions et surtout dans la région du Sahel. Par contre, les entreprises du Bâtiment et des travaux publics sont plus représentées dans la région du Centre. De même, les entreprises extractives et celles de soutien aux activités extractives sont presque toutes situées dans la région du Centre. En effet, le siège social des entreprises minières est implanté à Ouagadougou tandis que l'activité d'extraction de minerais métallique (Or, Zinc) se déroule sur les sites d'exploitations situés en dehors de la région du Centre.

Figure 2.4: répartition des entreprises par région selon la branche d'activités

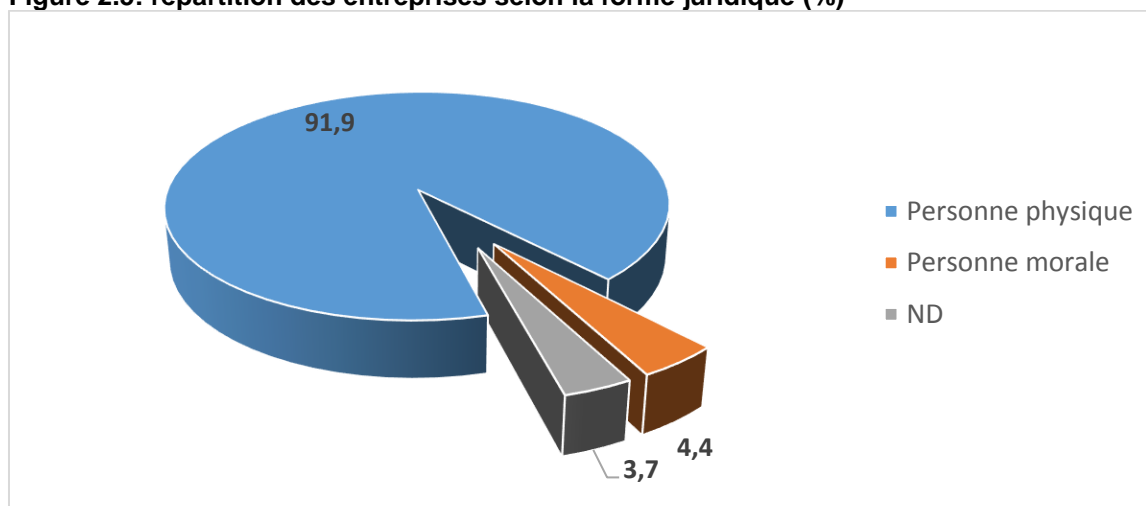


Source : INSD, RIC VII

2.4 Forme et régime juridiques

Les entreprises sont pour la plupart des entreprises individuelles, c'est-à-dire qu'elles sont la propriété exclusive d'une personne physique. Plus de 9 entreprises sur 10 sont en effet des personnes physiques tandis que seulement 4,4% des entreprises sont des personnes morales (Société anonyme et société anonyme à responsabilité limitée notamment).

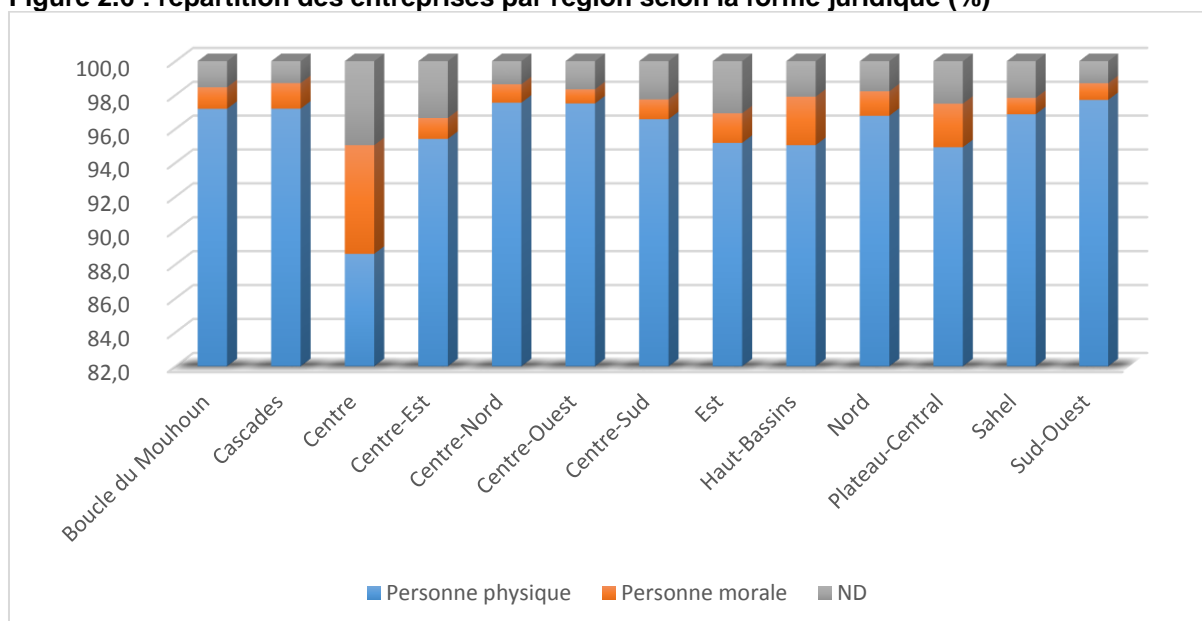
Figure 2.5: répartition des entreprises selon la forme juridique (%)



Source : INSD, RIC VII

La plupart des entreprises sont de type personne physique dans toutes les régions. A l'exception des régions du Centre, des Hauts Bassins et du Plateau Central, la proportion des entreprises personnes morales n'atteint pas 2%.

Figure 2.6 : répartition des entreprises par région selon la forme juridique (%)



Source : INSD, RIC VII

Relativement au régime juridique, les entreprises individuelles représentent plus de 91,9% des entreprises recensées. Les « Associations de Personnes » viennent en deuxième position et représentent 3,3% des entreprises. Les entreprises plus structurées, notamment les SARL (0,6%) et les SA (0,2%) sont très faiblement représentées.

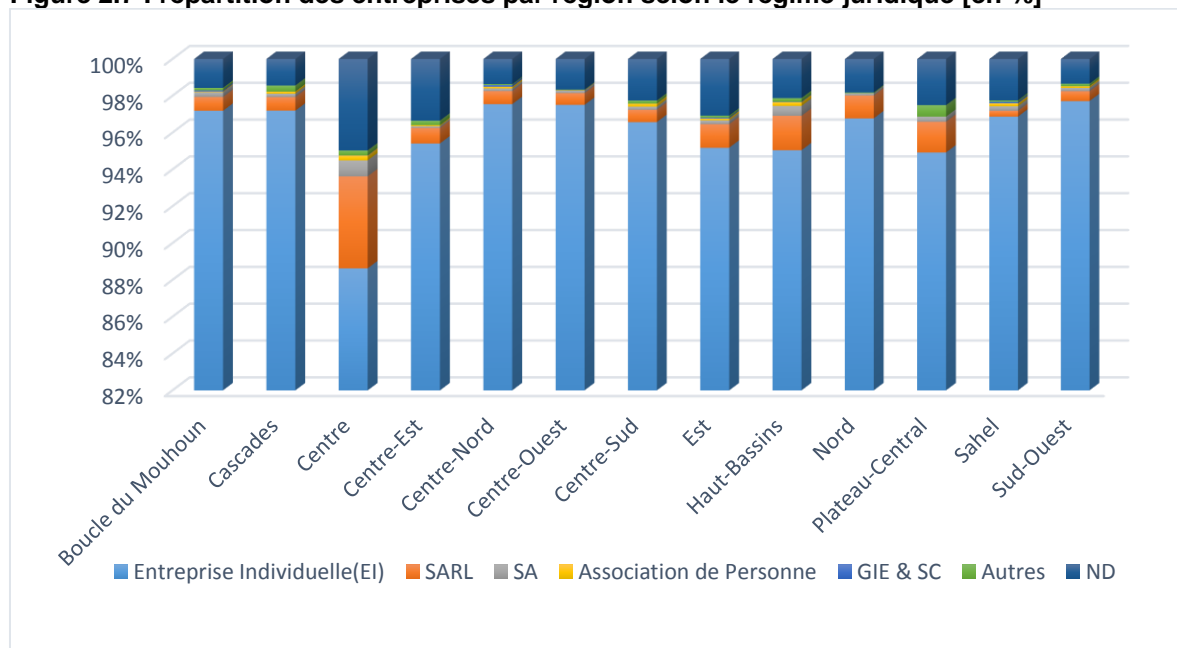
Tableau 2.3 : répartition des entreprises selon le régime juridique

Régime Juridique	Effectifs	Pourcentage
Entreprise Individuelle (EI)	91 262	91,9
Association de personnes	3 301	3,3
SARL	617	0,6
SA	200	0,2
GIE & SC	16	0,0
Autres	223	0,2
ND	3 642	3,7
Total	99 261	100

Source : INSD, RIC VII

La répartition des entreprises par région et selon le régime juridique révèle que les entreprises individuelles sont toujours les plus importantes sauf dans la région du Centre où les sociétés à responsabilité limitée (SARL) et les sociétés anonymes (SA) sont mieux représentées. Dans les régions des Hauts-Bassins et du Plateau Central, les entreprises de type SARL sont aussi relativement mieux représentées.

Figure 2.7 : répartition des entreprises par région selon le régime juridique [en %]



Source : INSD, RIC VII

2.5 Echanges avec l'extérieur

Les entreprises, dans le cadre de leurs activités, entretiennent parfois des relations professionnelles avec des partenaires d'autres pays. La prise en compte de cette dimension permet de cerner le degré d'ouverture sur l'extérieur des entreprises implantées au Burkina Faso.

Moins de 7% des entreprises burkinabè entretiennent des relations d'échanges avec l'extérieur. En effet, les importations de biens et services sont l'apanage de seulement 1,9% des entreprises recensées. 3,6% des entreprises réalisent des exportations de produits ou services. Les entreprises faisant à la fois l'importation et l'exportation de biens ou services sont très faiblement représentées (0,9%).

Tableau 2.4 : répartition des entreprises suivant le type d'échange avec l'extérieur

Type d'échanges	Effectifs	Pourcentage
Aucun	89 725	90,4
Importation	1 935	1,9
Exportation	3 560	3,6
Import-Export	882	0,9
ND	3 159	3,2
Total	99 261	100

Source : INSD, RIC VII

2.6 Actionnariat des entreprises

Dans cette partie, on considère qu'une entreprise est sous contrôle du (d'investisseurs) **Privé burkinabè** si la plus grande part du capital social de l'entreprise est détenue par le privé burkinabè, c'est-à-dire par des personnes physiques ou morales appartenant au secteur privé et de nationalité burkinabè. Il est de même pour le **Public burkinabè** et les **Etrangers**.

Ainsi, le secteur privé burkinabè contrôle presque la totalité des entreprises installées au Burkina Faso (plus 98,3% de l'effectif des entreprises recensées). Les investissements étrangers sont dominants seulement dans 1,2% des entreprises. L'Etat ne contrôle que moins de 1% des entreprises.

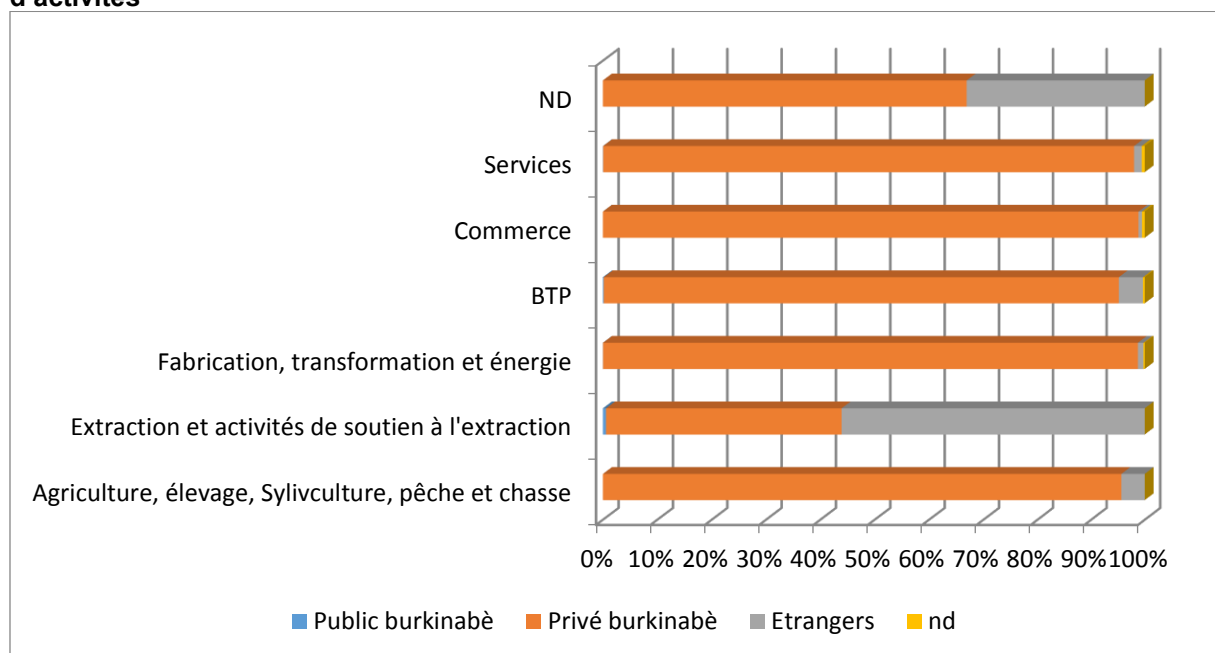
Tableau 2.5 : répartition des entreprises suivant le type d'actionnaire principal

Type actionnaire principal	Effectifs	Pourcentage
Public burkinabè	27	0,0
Privé burkinabè	97 596	98,3
Etrangers	1 177	1,2
ND	461	0,5
Total	99 261	100

Source : INSD, RIC VII

Les entreprises sous contrôle du privé burkinabè évoluent plus dans le secteur du commerce (52,9%). Les investissements étrangers sont orientés vers les services (Une entreprise sur trois) et le commerce (29,1%). Les entreprises sous contrôle étranger sont en majorité des entreprises formelles. Les entreprises sous contrôle de l'Etat quant à elles, sont notamment l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA), la Société nationale burkinabè d'électricité (SONABEL), la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (SONABHY), la Centrale d'achat des médicaments essentiels génériques (CAMEG), etc.

Figure 2.8: répartition des entreprises par type d'actionnaire principal selon la branche d'activités



Source : INSD, RIC VII

Dans toutes les branches d'activités, les entreprises sous contrôle du privé burkinabè sont les plus nombreuses à l'exception de la branche « EXTRACTION ET ACTIVITES DE SOUTIEN A L'EXTRACTION ». En effet, cette branche est constituée en majorité de sociétés minières dont les capitaux sont détenus majoritairement par des investisseurs étrangers. Cela s'explique par l'importance des investissements à réaliser dans le secteur minier pour l'exploration et la production de minerais.

A côté de quelques entreprises minières privées burkinabè, les principales entreprises exerçant dans cette branche d'activités sont détenues par les personnes physiques ou morales de nationalités canadienne, turque, etc.

Tableau 2.6 : répartition des entreprises par type d'actionnaire selon la forme juridique (%)

Type actionnaire principal	Personne physique	Personne morale	ND	Total
Public burkinabè	0,0	100,0	0,0	100
Privé burkinabè	92,8	3,8	3,5	100
Etrangers	40,5	45,9	13,6	100
ND	53,1	29,9	16,9	100
Total	91,9	4,4	3,7	100

Source : INSD, RIC VII

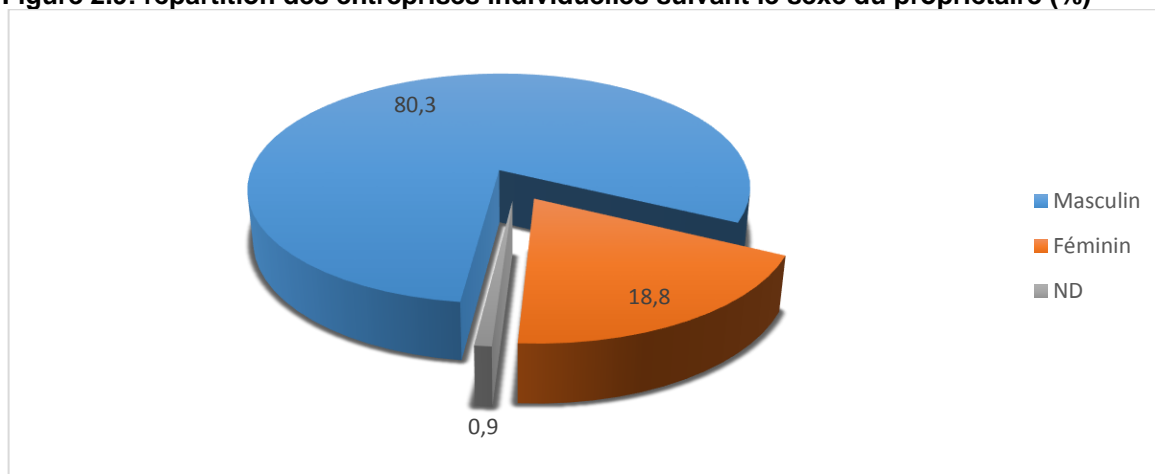
La majeure partie des entreprises dont l'actionnaire principal est « privé burkinabè » sont de statut « personne physique » (92,8%). Quant aux entreprises dont l'actionnaire principal est « public burkinabè », elles sont toutes de statut « personne morale » (100,0%). Les entreprises contrôlées par les investisseurs étrangers sont réparties entre les statuts « personne physique » (40,5%) et « personne morale » (45,9%).

2.7 Sexe des entrepreneurs individuels

Le genre est traité dans cette partie dans l'optique d'appréhender le degré d'implication des femmes dans la gestion ou le contrôle des entreprises ou la proportion des femmes entrepreneurs ou chef d'entreprises.

Les femmes sont moins présentes à la tête des entreprises. En effet, seulement une entreprise sur cinq est détenue par une femme parmi les entreprises individuelles.

Figure 2.9: répartition des entreprises individuelles suivant le sexe du propriétaire (%)

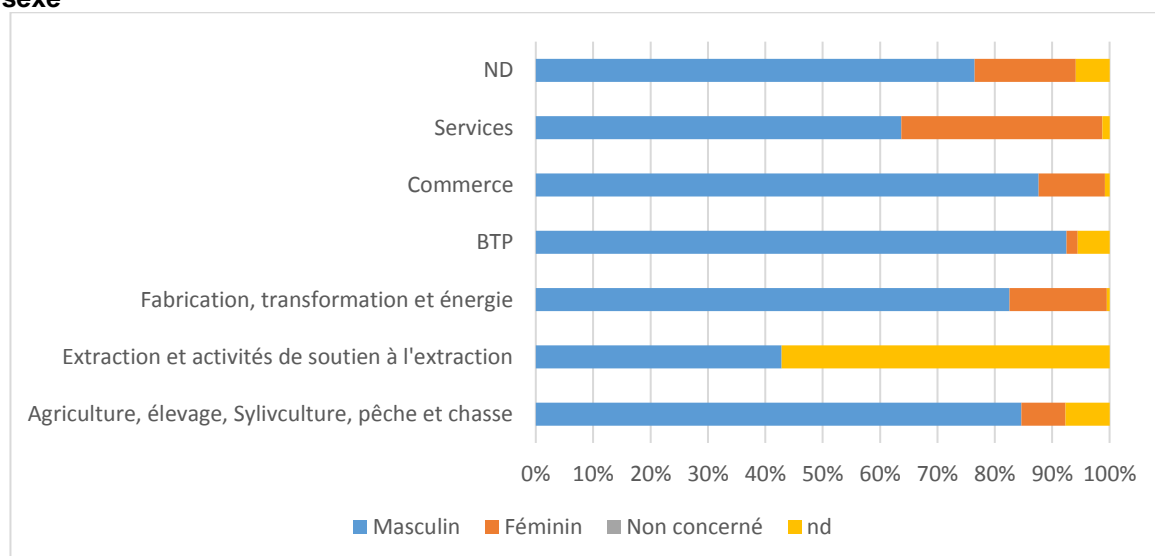


Source : INSD, RIC VII

Parmi toutes les branches d'activités, c'est la branche « service » qui compte la plus grande proportion d'entreprises individuelles dirigées des femmes. En effet, plus du tiers des entreprises individuelles dans cette branche sont sous le contrôle des femmes. Dans cette branche d'activités, les promotrices sont essentiellement à la tête d'entreprises restauration, d'esthétique, etc.

Les femmes sont également présentes dans le commerce et la transformation où elles représentent au moins 10% des chefs des d'entreprises.

Figure 2.10: répartition des chefs d'entreprises individuelles par branche d'activité selon le sexe



Source : INSD, RIC VII

2.8 Age des entreprises

L'âge d'une entreprise fait référence au nombre d'années écoulées entre sa création et l'année du dénombrement. L'âge moyen des entreprises déclarantes est de 5 ans et l'âge médian est de 3 ans. La majeure partie des entreprises a moins de 10 ans (76,1%).

Les entreprises ayant un âge compris entre 10 et 20 ans représentent 13,2%, et celles âgées de plus de 20 ans ne représentent que 3% de l'effectif total recensé.

Tableau 2.7 : répartition des entreprises selon la classe d'âge

Classe d'âge	Effectifs	Pourcentage
[0 ; 10]	75 501	76,1
[10 ; 20[	13 076	13,2
[20 ; 30[	2 034	2,0
30 et +	716	0,7
ND	7 934	8,0
Total	99 261	100,0

Source : INSD, RIC VII

Parmi les entreprises les plus jeunes (moins de 10 ans d'existence), plus de la moitié ont leur siège à Ouagadougou et 18,8% sont implantées dans la région des Hauts Bassins notamment à Bobo Dioulasso. Cette structure est similaire pour la plupart des autres segments : [10, 20[ans et [20, 30[ans.

Les entreprises les plus anciennes (de 30 ans et plus) sont majoritairement situées à Ouagadougou (44,6%) et à Bobo Dioulasso (25,6%).

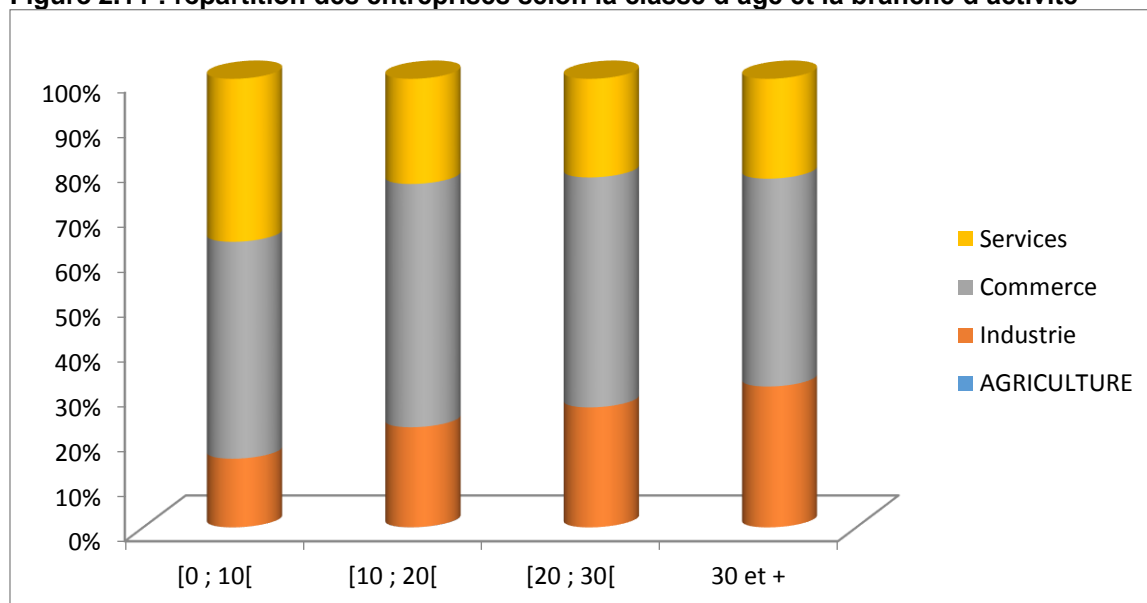
Tableau 2.8 : répartition des entreprises selon la classe d'âge et la région

Régions	[0 ; 10[	[10 ; 20[	[20 ; 30[	30 et +
Boucle du Mouhoun	3,0	3,9	5,2	6,0
Cascades	2,8	3,0	3,7	2,9
Centre	53,5	54,5	51,5	44,6
Centre-Est	3,5	2,9	2,7	3,4
Centre-Nord	2,2	2,2	3,0	2,7
Centre-Ouest	4,9	5,2	5,5	4,6
Centre-Sud	1,2	1,5	1,7	0,4
Est	2,0	1,9	1,9	2,4
Haut-Bassins	18,8	18,4	17,6	25,6
Nord	2,6	2,2	2,3	2,4
Plateau-Central	1,4	1,6	1,8	2,8
Sahel	1,4	1,0	1,2	0,6
Sud-Ouest	2,5	1,7	1,9	1,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSD, RIC VII

L'activité du commerce est dominante dans tous les segments et les nouvelles entreprises s'orientent de plus en plus vers le secteur des services au détriment de l'industrie. En effet, la proportion des entreprises industrielles dans l'ensemble des entreprises diminue avec le temps, tandis que celle des services connaît une augmentation au fil des années. Les entreprises commerciales constituent environ 50% des entreprises dans les différentes classes d'âges.

Figure 2.11 : répartition des entreprises selon la classe d'âge et la branche d'activité

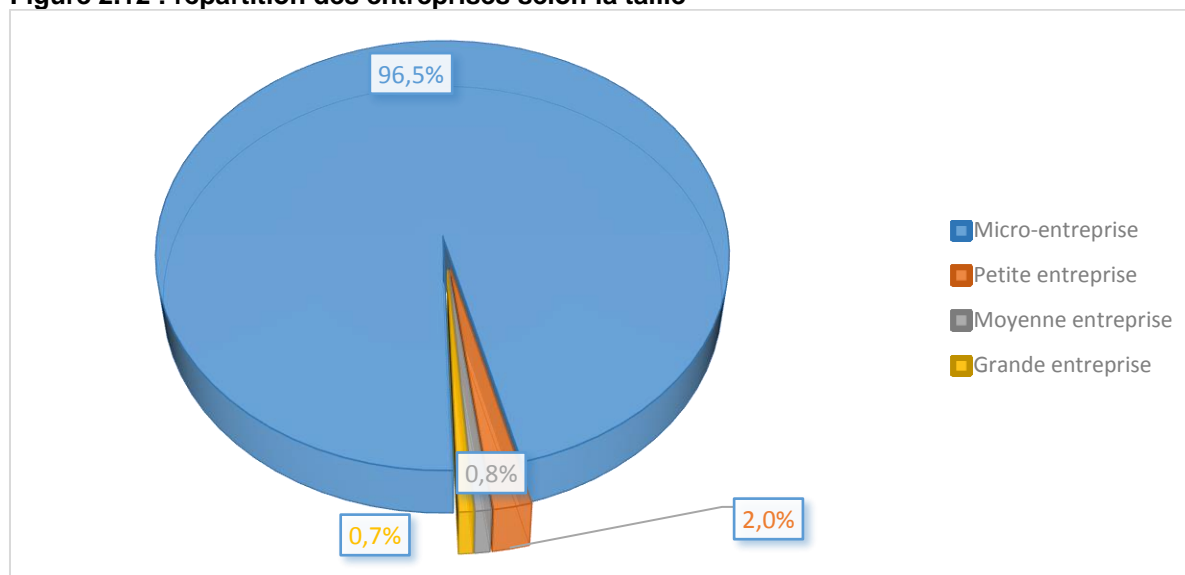


Source : INSD, RIC VII

2.9 Dimension des entreprises

La classification des entreprises en fonction de leur taille est donnée par le graphique ci-dessous. En rappel, les micro entreprises ont un effectif d'employés permanents inférieur à dix employés et réalisent un chiffre d'affaires annuel hors taxe inférieur ou égal à quinze millions (15 000 000) de francs CFA tandis que les grandes entreprises réalisent un chiffre d'affaires annuel hors taxe supérieur ou égal à un milliard (1 000 000 000) de francs CFA où ont un effectif d'employés permanents supérieur ou égal à 100.

Figure 2.12 : répartition des entreprises selon la taille

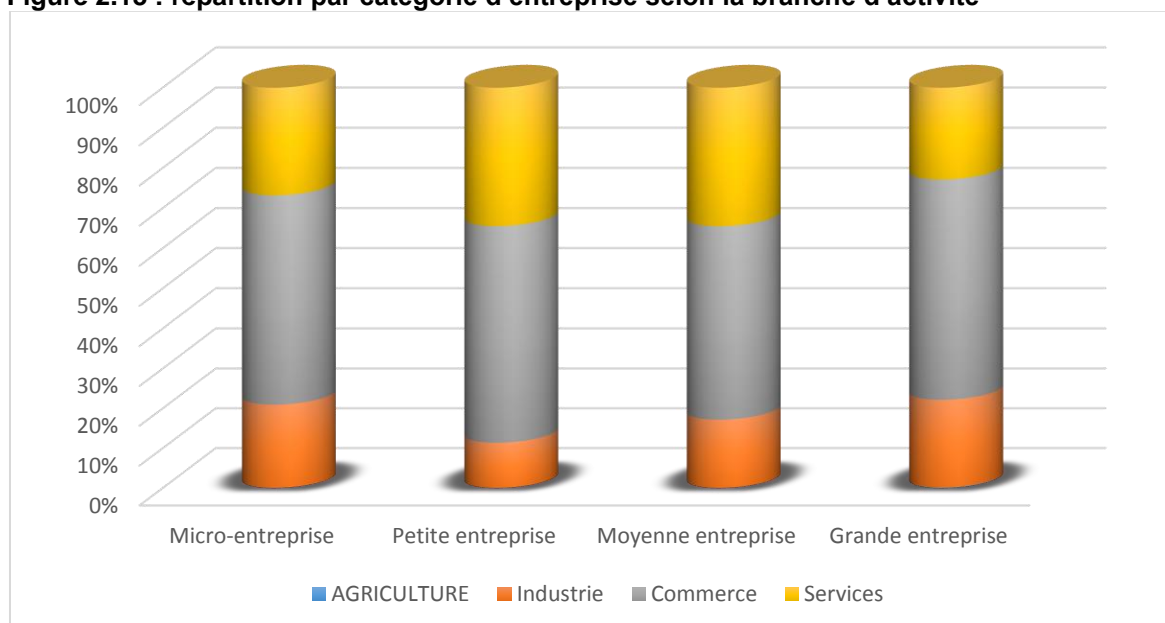


Source : INSD, RIC VII

De cette décomposition, il ressort que la quasi-totalité des entreprises qui composent le tissu économique sont des micro-entreprises (96,5%). Les grandes entreprises représentent moins de 1% de l'effectif.

L'activité commerciale est la plus prépondérante dans les différentes classes d'entreprises. La proportion des activités de service est plus élevée dans les petites entreprises et dans les moyennes entreprises.

Figure 2.13 : répartition par catégorie d'entreprise selon la branche d'activité



Source : INSD, RIC VII

La région du Centre abrite la plupart des grandes entreprises (77,8%), suivie de la région des Hauts-Bassins qui abrite 15,0% des grandes entreprises.

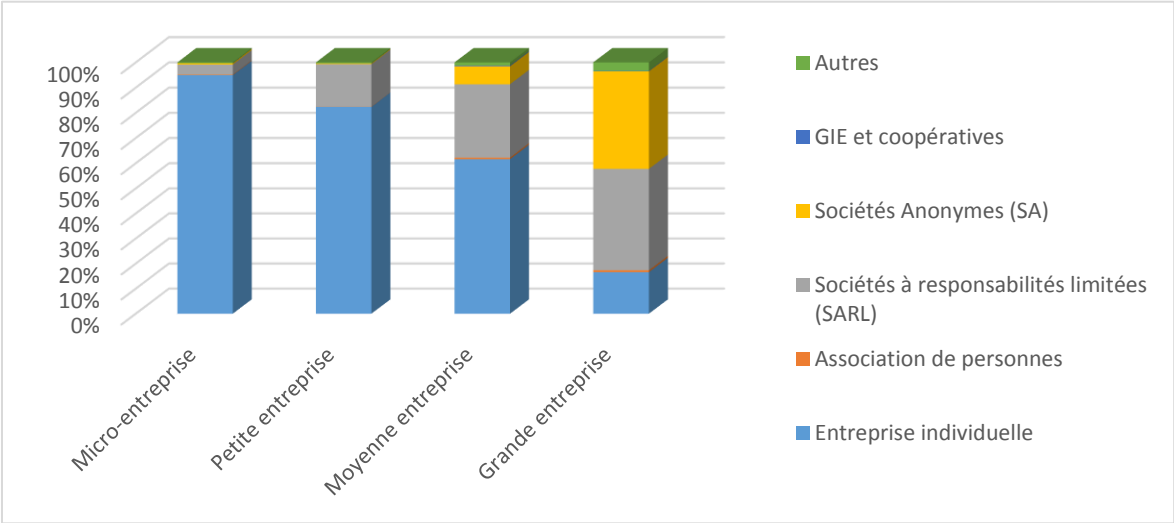
Tableau 2.9 : répartition par catégories d'entreprises selon la région

Régions	Micro-entreprises	Petites entreprises	Moyennes entreprises	Grandes entreprises
Boucle du Mouhoun	3,0	2,4	2,0	0,9
Cascades	2,7	1,2	1,8	0,8
Centre	56,6	66,7	64,0	77,8
Centre-Est	3,0	5,2	3,8	0,9
Centre-Nord	2,0	1,3	1,0	0,8
Centre-Ouest	4,8	4,6	3,7	0,9
Centre-Sud	1,2	2,8	1,5	0,3
Est	2,1	1,3	1,5	0,3
Hauts-Bassins	17,7	9,8	14,5	15,0
Nord	2,2	1,5	3,4	0,4
Plateau-Central	1,4	0,8	0,7	0,3
Sahel	1,1	1,1	1,0	0,4
Sud-Ouest	2,1	1,1	1,1	1,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSD, RIC VII

Les grandes entreprises ont des formes juridiques qui impliquent un niveau d'organisation plus élevé tandis que les entreprises plus petites ont des formes juridiques moins contraignantes. En effet, les grandes entreprises sont essentiellement composées des sociétés anonymes et des sociétés à responsabilité limitée (34% et 35,4%). Les micro-entreprises quant 'à elles, sont en majorité des entreprises individuelles.

Figure 2.14: répartition par catégorie d'entreprises selon le statut juridique



Source : INSD, RIC VII

CHAPITRE 3 : SITUATION DES ENTREPRISES PAR RAPPORT A LA REGLEMENTATION

Le RIC VII a permis de recenser 99 261 entreprises dont 9 033 formelles. Elles sont pour la plupart situées dans les capitales politique, Ouagadougou et économique, Bobo Dioulasso. Le tissu entrepreneurial est caractérisé par une prédominance des unités informelles, ne possédant pas de numéro d'immatriculation (RCCM, CNSS, IFU) auprès des structures administratives compétentes et ne tenant pas une comptabilité à valeur administrative, le SYSCOHADA. En effet, le taux de formalité global est seulement d'environ 9,1%.

3.1 Situation des entreprises par rapport à la réglementation

Posséder des documents administratifs certifiant la formalité d'une entreprise améliore les opportunités de bénéficier des instruments d'incitation au développement des affaires mis en place par l'Etat, d'accéder aux avantages du système bancaire, de soumissionner aux marchés de l'Etat et de présenter une certaine crédibilité vis-à-vis de ses partenaires. Cette section est essentiellement consacrée à l'analyse de la situation des entreprises du point de vue de l'accomplissement des enregistrements administratifs requis.

Immatriculation des entreprises

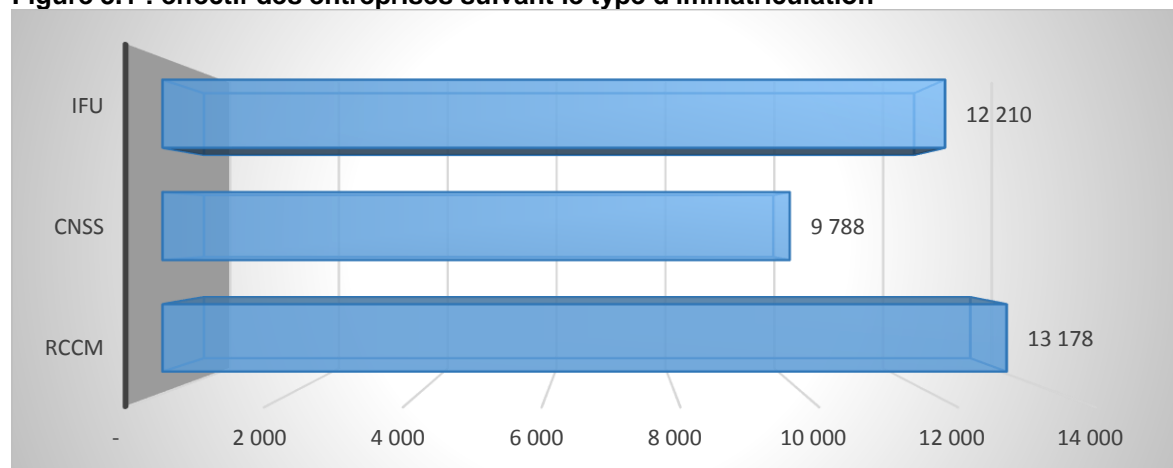
Au Burkina Faso, une entreprise en activité devrait être enregistrée et disposer de :

- un numéro dans le Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM);
- un identifiant financier unique (IFU) ;
- un numéro d'employeur auprès de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

L'avènement des Guichets uniques de création des entreprises marque la volonté d'alléger les procédures de création des entreprises et de faciliter la formalisation de celles-ci.

Nonobstant l'existence du Centre de formalités des entreprises (CEFORE) et des avantages associés, il ressort que peu d'entreprises remplissent les formalités d'immatriculation (RCCM, IFU et CNSS). Les taux d'immatriculations sont en effet de 13,3%, 12,3% et 9,9% respectivement pour le numéro RCCM, le numéro IFU et le numéro CNSS. Comparativement au RIC VI de 2009, on note une amélioration du niveau d'enregistrement des entreprises dans les structures administratives car ces taux étaient respectivement de 10,0%, 7,3% et 5,6%.

Figure 3.1 : effectif des entreprises suivant le type d'immatriculation



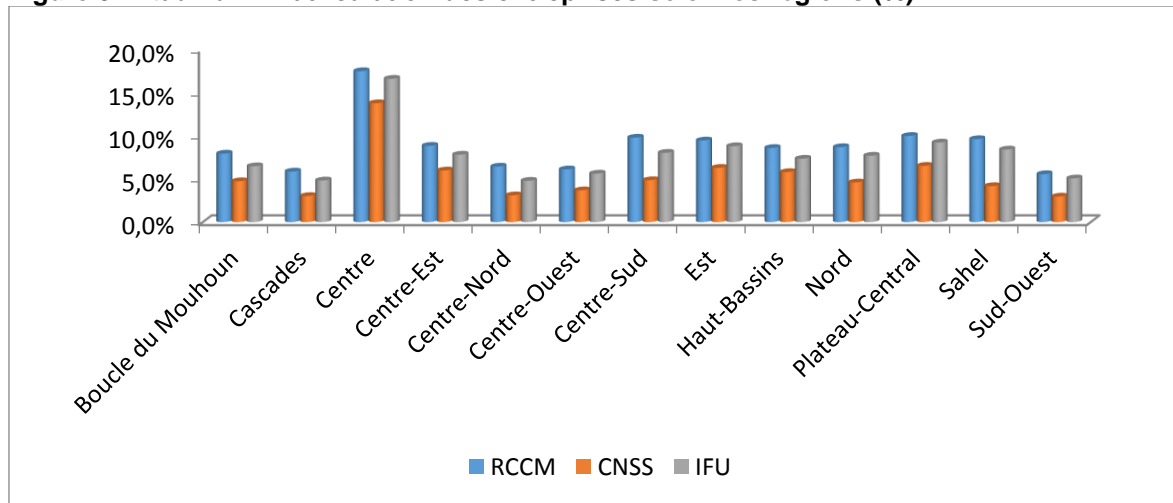
Source : INSD, RIC VII

3.2 Immatriculation des entreprises selon les régions

Qu'il s'agisse du N° IFU, du RCCM ou de la CNSS, la région du Centre a les taux les plus élevés. En effet, 16,6% des entreprises recensées au Centre possèdent le N° IFU, 17,5 % détiennent le numéro RCCM et 13,8% sont immatriculées à la CNSS.

Les taux d'immatriculation dans les autres régions varient de 4,8% à 9,2% pour le numéro IFU, de 5,6% à 10,0% pour le RCCM et enfin 3,0% à 6,5% pour la CNSS.

Figure 3.2: taux d'immatriculation des entreprises selon les régions (%)



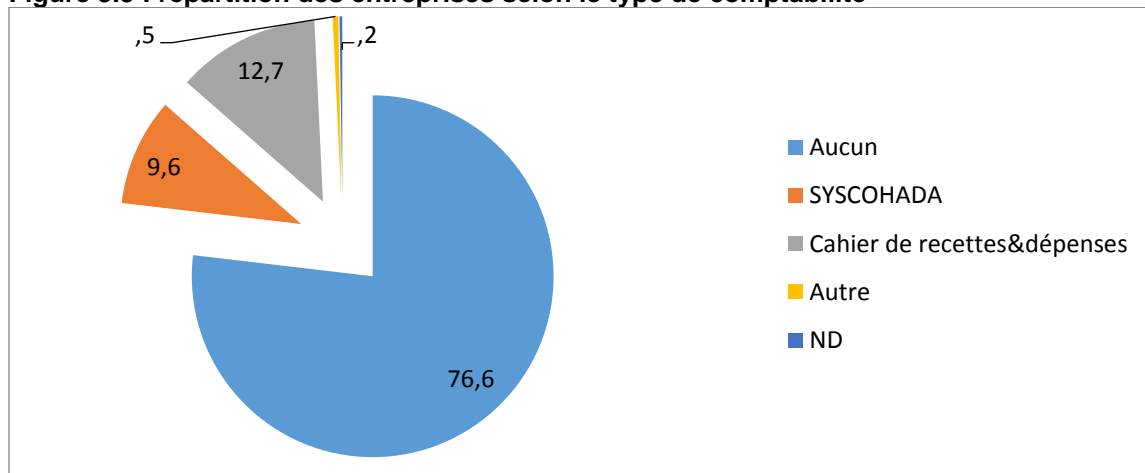
Source : INSD, RIC VII

3.3 Type de comptabilité

Quatre entreprises sur cinq ne tiennent pas de comptabilité conformément à un plan comptable. Cette situation traduit manifestement le caractère informel de l'économie. Seulement 9,6% des entreprises dénombrées ont déclaré produire des documents comptables conformément au plan comptable SYSCOHADA. Aussi, les entreprises élaborant des comptes suivant d'autres plans comptables constituent moins de 1,0% des entreprises.

Par ailleurs, certaines entreprises tiennent des comptes mais en dehors des dispositions des instruments comptables formels en vigueur au Burkina Faso. En effet, plus d'un dixième (12,7%) des entreprises ont déclaré tenir des comptes dans à partir de cahiers de dépenses et de recettes.

Figure 3.3 : répartition des entreprises selon le type de comptabilité



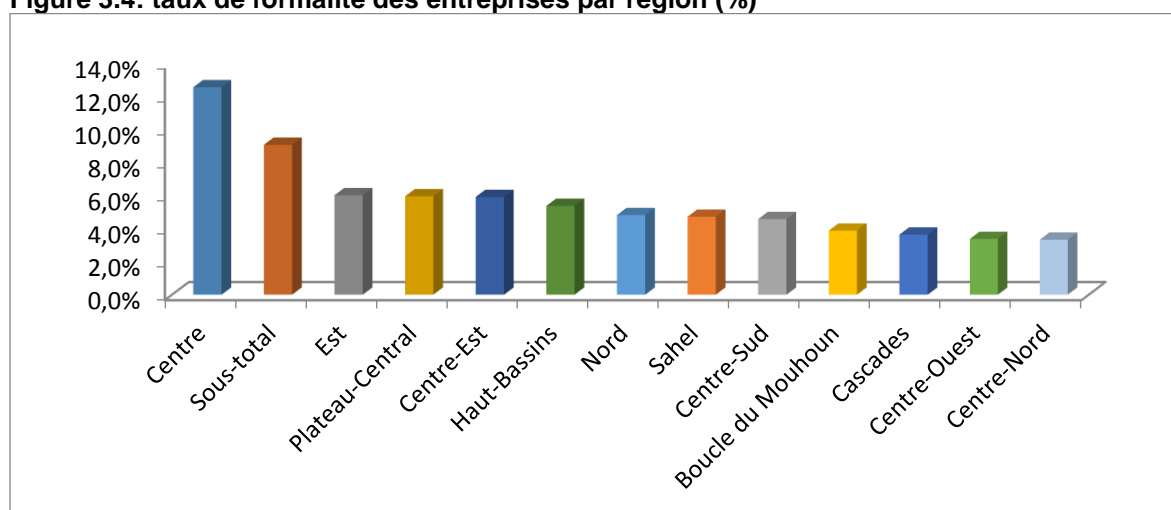
Source : INSD, RIC VII

3.4 Formalité des entreprises selon les régions

La possession d'un des trois types de numéros administratifs (Numéros CNSS, IFU, RCCM) et l'utilisation du SYSCOHADA permet de définir la formalité des entreprises. A cet effet, une entreprise est dite formelle si, en plus de la détention d'un de ces trois documents (Numéros CNSS, IFU, RCCM), elle utilise le SYSCOHADA comme type de comptabilité.

De ce fait, le taux de formalité global est faible (9,1%). La région du Centre détient le plus fort taux de formalité (12,6%), suivie de la région Plateau Central (6,0%), du Centre Est (5,9%) et des Hauts Bassins (5,4%). Les régions du Centre Ouest et du Sud-Ouest possèdent le plus faible taux de formalité (3,3%). Ainsi, dans toutes les régions, la majorité des entreprises évoluent dans l'informel.

Figure 3.4: taux de formalité des entreprises par région (%)

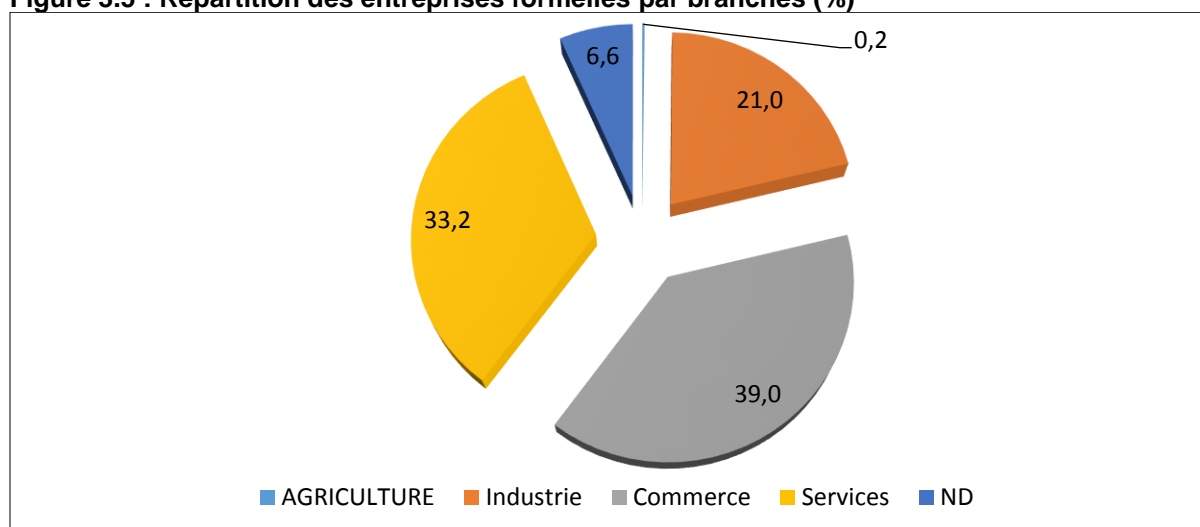


Source : INSD, RIC VII

3.5 Formalité des entreprises par branches d'activité

39,8% des entreprises formelles sont des entreprises de services, 35,2% sont commerciales et 23,2% sont industrielles. Les entreprises formelles agricoles qui ont été recensées dans le champ de l'opération ne représentent que 0,1%. Il s'agit principalement de fermes modernes.

Figure 3.5 : Répartition des entreprises formelles par branches (%)



Source : INSD, RIC VII

CHAPITRE 4 : POIDS ECONOMIQUE DES ENTREPRISES

4.1 Analyse du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires d'une entreprise représente le total des ventes (hors taxes) de biens ou de services facturées sur un exercice. C'est un outil d'analyse important du fait de la possibilité qu'il donne de pouvoir faire une description du niveau d'activités des entreprises dans une économie donnée.

Au Burkina, aux termes de l'exercice 2014, le chiffre d'affaires global réalisé par les entreprises recensées est établi à 7 347 milliards de F CFA. Cet agrégat fournit une information capitale et synoptique sur le niveau des ventes réalisées dans l'économie burkinabé et de façon particulière les performances réalisées par les entreprises de chaque branche d'activité.

De façon générale, le commerce a réalisé la plus grande part (46,5%) du chiffre d'affaires global. Le secteur industriel et celui des services ont respectivement contribué à 29,6% et 22,5% au chiffre d'affaires réalisé en 2014. L'analyse effectuée à un niveau plus désagrégé dans le secteur industriel a fait ressortir une contribution au chiffre d'affaires global à hauteur 12,4% pour les activités d'extraction et de soutien à l'extraction et 10,2% pour les activités de fabrication et de transformation.

Les branches de services ayant réalisé les chiffres d'affaires les plus élevés sont les services financiers et d'assurance qui ont contribué à la réalisation de 7% du chiffre d'affaires global des entreprises. Le secteur primaire est faiblement représenté avec une contribution totale assez faible (0,05%). Cette situation est en partie expliquée par le champ du recensement circonscrit aux unités à locaux fixes situées dans les 49 communes urbaines du pays.

Tableau 4.1 : structure du chiffre d'affaires par rapport aux branches d'activités

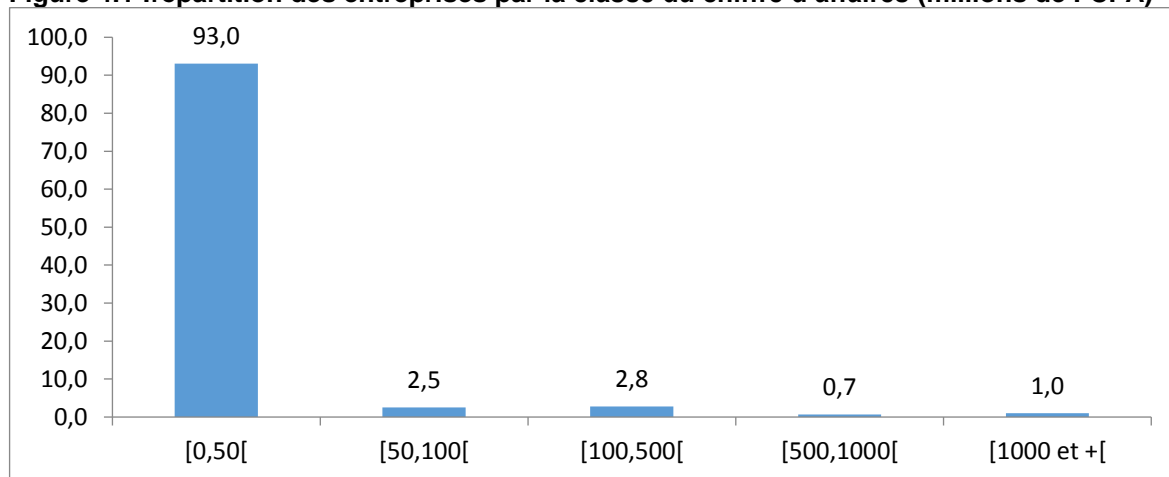
Branche d'activités	Chiffre d'affaire global (FCFA)	Contribution au chiffre d'affaires (%)	Part du secteur formel (%)	Part du secteur informel (%)
AGRICULTURE	3 081 994 143,0	0,0	95,8	4,2
INDUSTRIE	2 172 891 948 106,0	29,6	97,7	2,3
COMMERCE	3 418 993 464 436,0	46,5	89,9	10,1
SERVICES	1 655 494 031 454,0	22,5	91,7	8,3
ND	96 464 240 854,0	1,3	99,6	0,4
TOTAL	7 346 925 678 993,0	100,0	92,8	7,2

Source : INSD, RIC VII

4.2 Classification des entreprises selon le chiffre d'affaires

La répartition des entreprises en cinq classes de chiffre d'affaires (moins de 50 millions, entre 50 et 100 millions, entre 100 et 500 millions, entre 500 millions et 1 milliard et plus d'un milliard a fait ressortir dans l'ensemble, la prépondérance des entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires en dessous de 50 millions (93,0%). Celles qui ont réalisé plus de 50 millions de chiffre d'affaires ne représentent que 7%.

Figure 4.1 : répartition des entreprises par la classe du chiffre d'affaires (millions de FCFA)



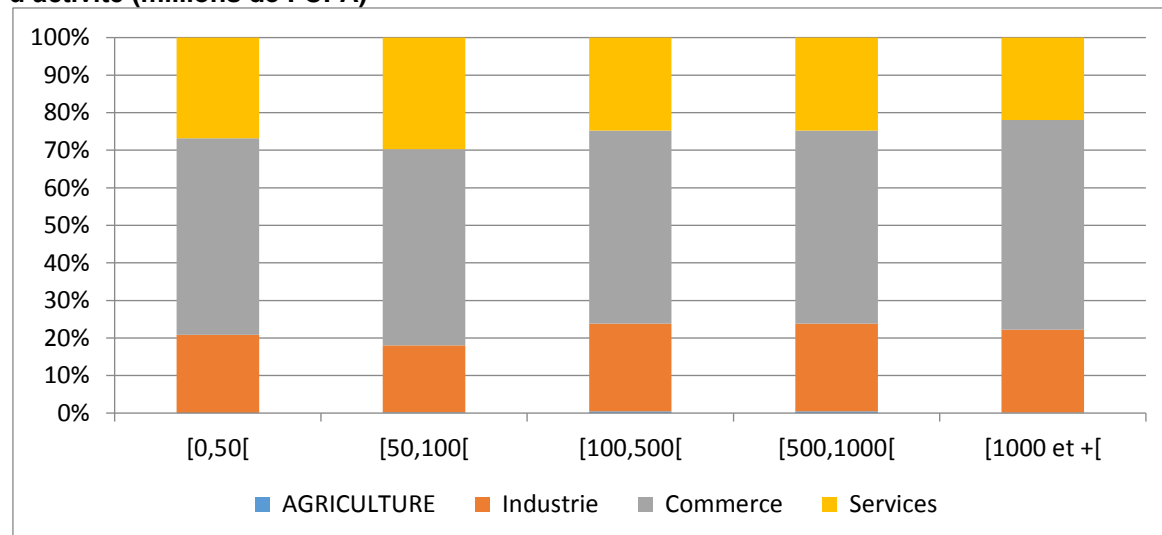
Source : INSD, RIC VII

Les entreprises commerciales sont les plus représentées dans toutes les classes du chiffre d'affaires. En effet, environ une entreprise sur deux est commerciale dans chaque classe.

Quant aux entreprises de service, elles représentent 26,8% des entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires en dessous de 50 millions, 29,0% de celles dont le chiffre d'affaires se situe entre 50 et 100 millions et moins d'un quart pour les autres classes.

Les entreprises industrielles sont le plus représentées dans la tranche de chiffre d'affaires comprise entre 50 et 100 millions où elles représentent néanmoins moins de 20%.

Figure 4.2 : répartition des entreprises selon la classe de chiffre d'affaires et branche d'activité (millions de FCFA)



Source : INSD, RIC VII

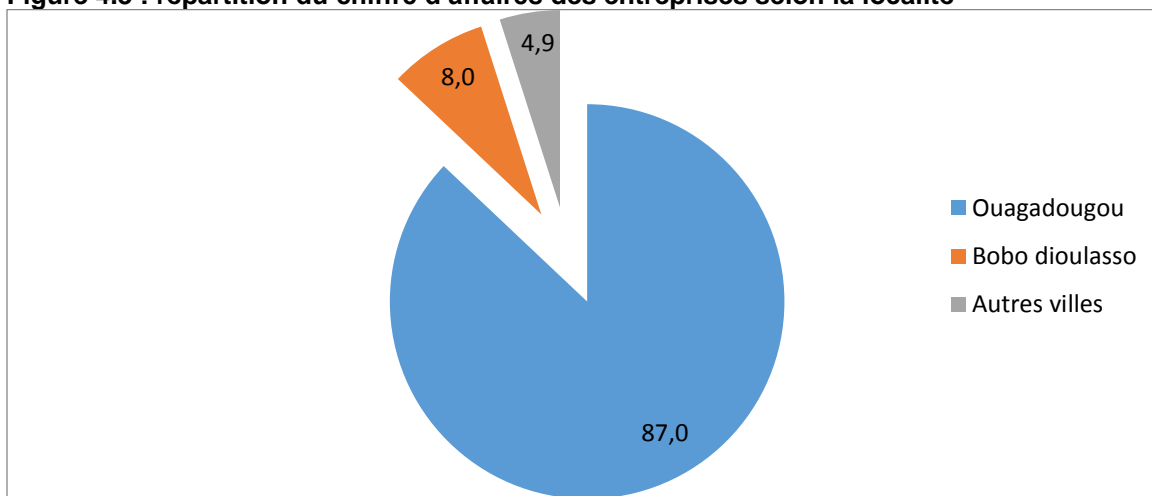
4.3 Chiffre d'affaires selon la localité

Dans l'optique d'analyser la distribution spatiale du chiffre d'affaires de façon plus synoptique, un regroupement des milieux urbains peut être fait en trois pôles (Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et autres villes).

L'analyse de la répartition spatiale du chiffre d'affaires global a mis en exergue l'importance des poids économiques de Ouagadougou et Bobo Dioulasso. En effet, 87,0% du chiffre d'affaires global

déclaré aux termes de l'exercice de 2014 a été réalisé par les entreprises situées à Ouagadougou, 8,0% par les entreprises de Bobo et 4,9% par les autres communes urbaines.

Figure 4.3 : répartition du chiffre d'affaires des entreprises selon la localité

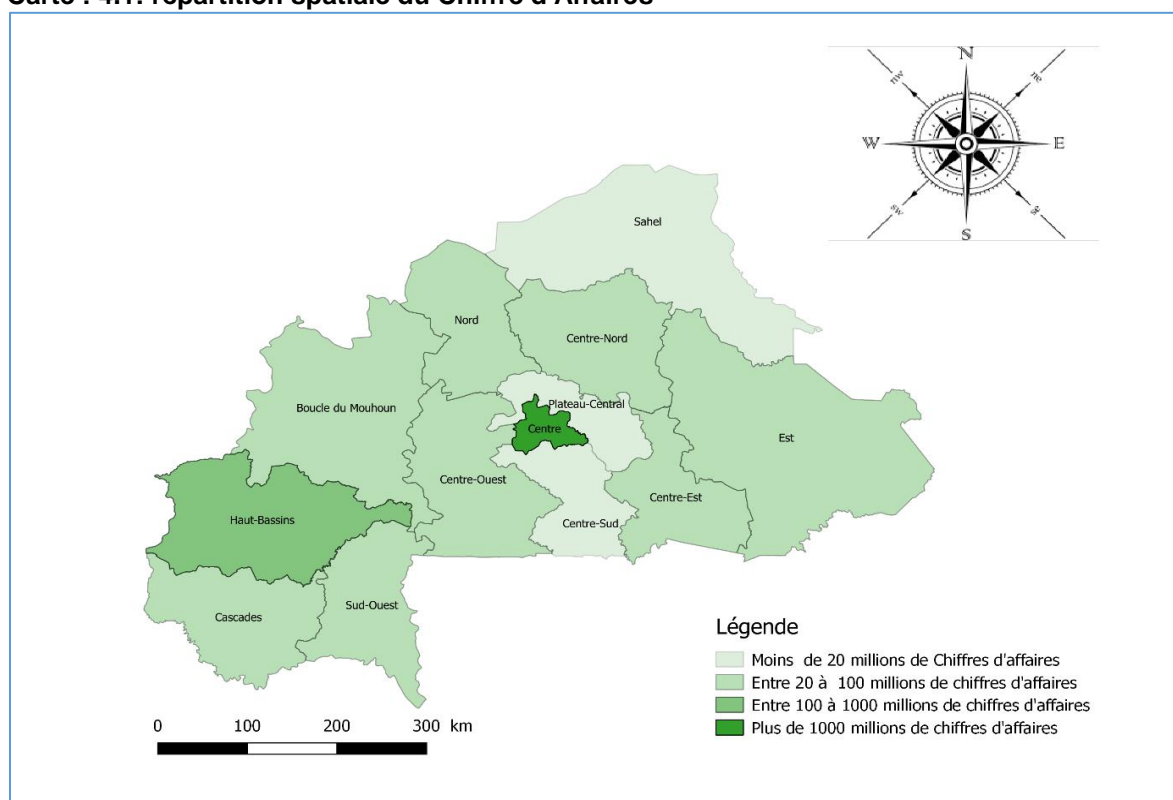


Source : INSD, RIC VII

L'analyse de la contribution du chiffre d'affaires par région fait ressortir quatre groupes :

- Région du centre (86,8%) ;
- Région des Hauts Bassins (8,4%)
- Régions de l'Est, de la Boucle du Mouhoun, Centre Nord, Centre Est, Centre Ouest, Cascades et Sud-Ouest qui réalisent 0,3 à 1,0% du chiffre d'affaires ;
- Autres régions dont les parts respectives dans la réalisation du chiffre d'affaires global des entreprises est de moins de 0,3%.

Carte : 4.1: répartition spatiale du Chiffre d'Affaires

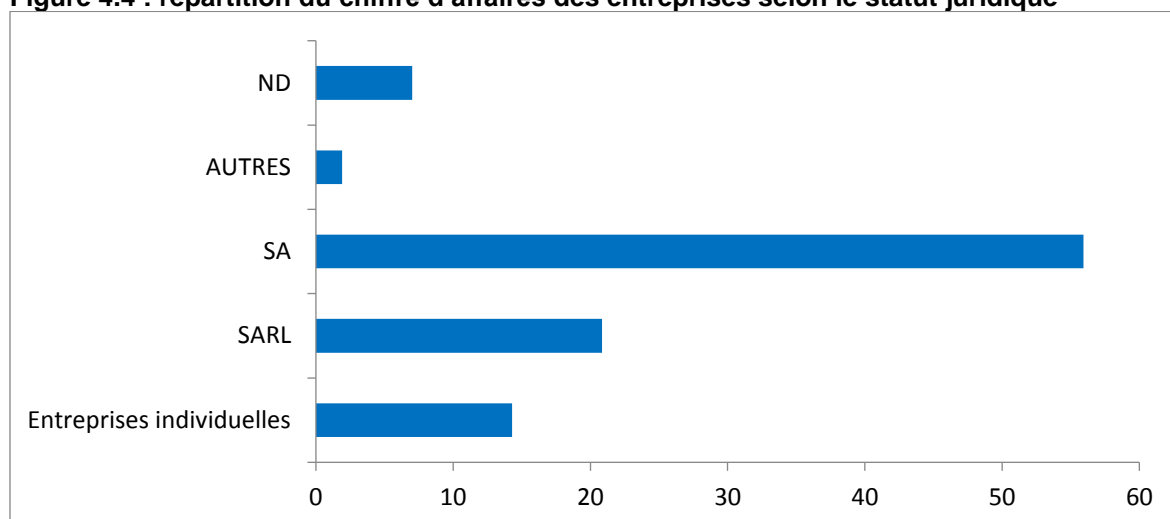


Source : INSD, RIC VII

4.4 Chiffre d'affaires et statut juridique

Plus de la moitié du chiffre d'affaires des entreprises du Burkina Faso est réalisée par les sociétés anonymes (SA). Cela s'explique par le fait que ce statut juridique renferme les grandes entreprises du pays. Les SARL ont réalisé plus de 20,8% du chiffre d'affaires global et les entreprises individuelles qui renferment les entreprises informelles n'ont réalisé que 14,2% du chiffre d'affaires total. Il ressort que l'économie est constituée en majorité d'entreprises informelles (90,9%) en termes d'effectif, mais qui ne contribuent que faiblement au chiffre d'affaires global (tout au plus 14,2 %).

Figure 4.4 : répartition du chiffre d'affaires des entreprises selon le statut juridique

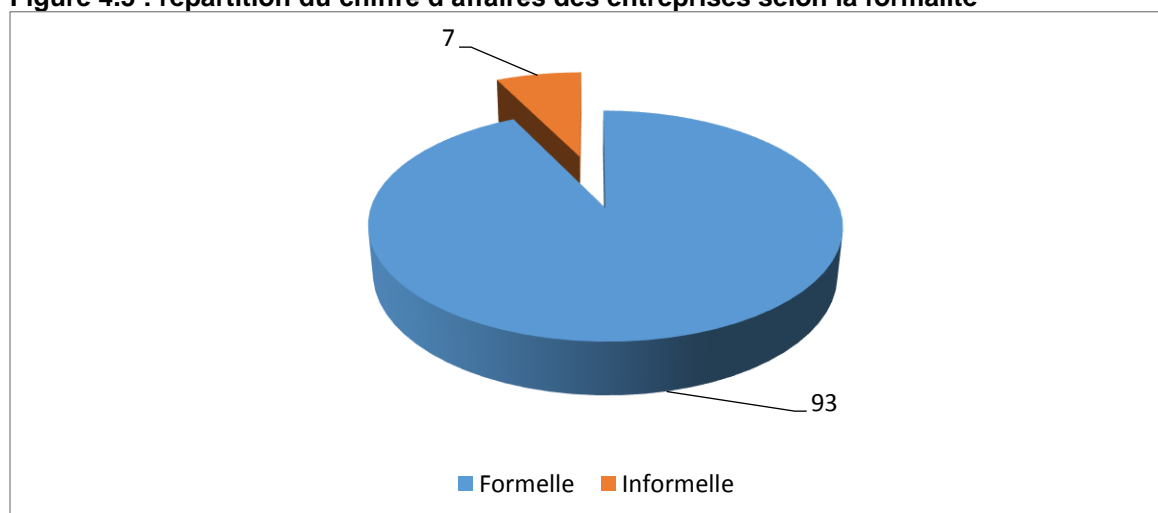


Source : INSD, RIC VI

4.5 Chiffre d'affaires et formalité de l'entreprise

L'analyse du chiffre d'affaires en fonction de la formalité des entreprises fait ressortir une contribution importante du secteur formel au chiffre d'affaires réalisé aux termes de l'exercice de 2014. En effet, ne représentant que 9,1% des entreprises, les entreprises formelles ont contribué à 93,0% au chiffre d'affaires global. De plus, moins de la moitié des entreprises formelles (41,0%) ont réalisé un chiffre d'affaires au-dessus de 50 millions et 8% d'entre elles en ont réalisé au-dessus de 1 milliard. A l'opposé, deux entreprises informelles sur trois (65,0%) ont réalisé un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions aux termes de l'exercice de 2014.

Figure 4.5 : répartition du chiffre d'affaires des entreprises selon la formalité



Source : INSD, RIC VI

Dans toutes les branches d'activités, les entreprises formelles contribuent le plus à la réalisation du chiffre d'affaires global. La contribution des entreprises informelles est plus élevée dans le commerce (10,1%). Cela s'explique par le fait que plus de la moitié des entreprises informelles exerce dans le commerce (54,3%).

Tableau 4.2 : répartition des chiffres d'affaires des entreprises selon la branche d'activité et la formalité

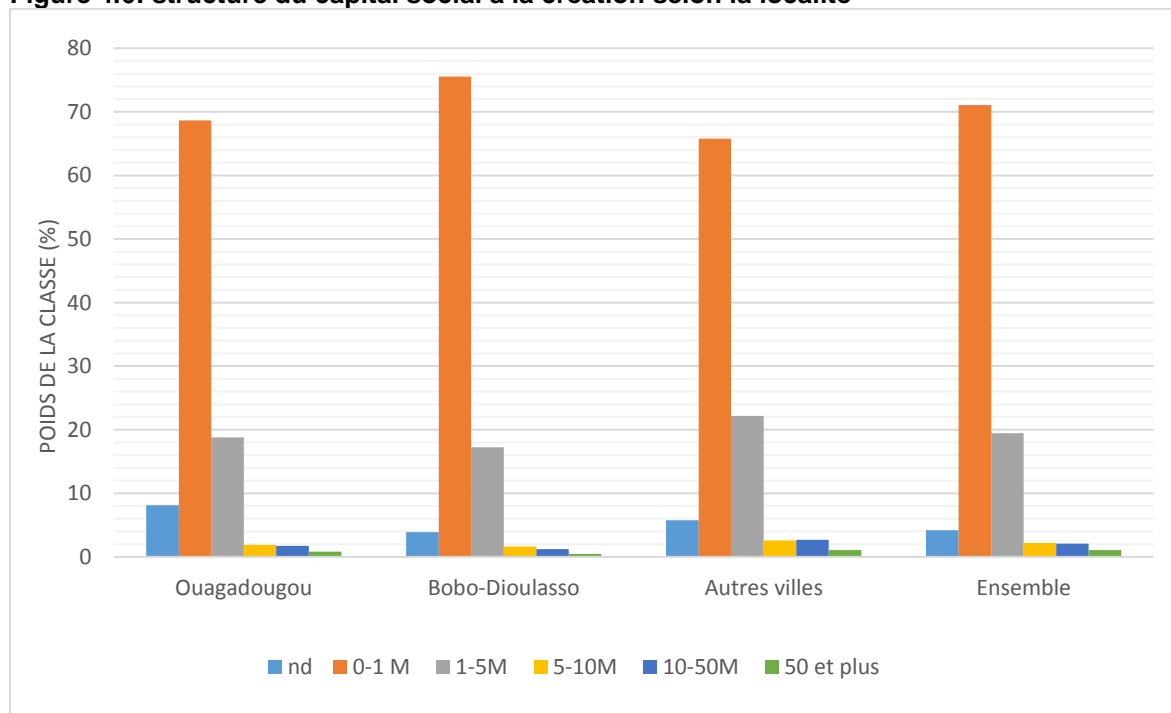
	Formel	Informel
Agriculture, élevage, Sylviculture, pêche et chasse	95,8	4,2
Extraction et activités de soutien à l'extraction	100,0	0,0
Fabrication, transformation et énergie	94,9	5,1
BTP	99,0	1,0
Commerce	89,9	10,1
Services	91,7	8,3
ND	99,6	0,4

Source : INSD, RIC VI

4.6 Capital social à la création de l'entreprise

Le capital social détermine la somme totale des actions détenues par le ou les propriétaires de l'entreprise à la création de celle-ci. Les données recueillies lors du septième Recensement industriel et commercial ont permis de dresser une structure des entreprises en termes de capital social à la création. La majorité d'entre elles (68,9%) disposaient d'un capital social en dessous de 1 million et 19,6% en disposaient entre 1 et 5 millions. Le capital social des entreprises garde quasiment la même structure quelle que soit la localité.

Figure 4.6: structure du capital social à la création selon la localité



Source : INSD, RIC VII

4.7 Capital social et secteur d'activités

Au niveau des branches d'activités, on note également une prépondérance de la classe de capital social à la création « 0- 1 million de F CFA », à l'exception des trois branches « Extraction et soutien à l'extraction » ; « Agriculture, élevage, Sylviculture, pêche et chasse » et «BTP » pour lesquelles la majorité des entreprises sont créées avec un capital compris entre 1 et 5 millions.

Tableau 1.3 : structure du capital social à la création selon le secteur d'activité

Secteurs d'activités	Classes de capital (bornes en millions de F CFA)						Total x
	Nd	0-1	1-5	5-10	10-50	50 et plus	
Agriculture, élevage, Sylviculture, pêche et chasse	4,2	25,0	37,5	4,2	29,2	0,0	100,0
Extraction et soutien à l'extraction	2,3	2,3	69,9	5,8	15,0	4,6	100,0
Fabrication, transformation et énergie	5,9	78,3	13,7	0,9	0,7	0,5	100,0
BTP	5,7	28,7	44,9	6,1	9,3	5,2	100,0
Commerce	6,3	68,0	21,3	2,3	1,7	0,5	100,0
Services	7,5	68,9	17,7	2,0	2,5	1,3	100,0
ND	34,2	5,1	37,3	5,7	9,4	8,3	100,0
Ensemble	6,6	68,9	19,6	2,1	2,0	0,9	100,0

Source : INSD, RIC VII

4.8 Capital social, statut juridique et formalité

Les entreprises ayant le statut de personnes morales ont débuté avec les niveaux de capital social plus élevés comparativement aux entreprises personnes physiques. En effet, dans le premier groupe, seulement 5,1% des entreprises ont déclaré disposer d'un capital social en dessous de 1 million de FCFA à la création contrairement au second groupe où 74,4% des entreprises ont déclaré un capital social dans la même fourchette. De plus, près d'un quart des entreprises ayant la forme juridique de personne morale disposaient d'un capital social au-dessus de 10 millions de F CFA à la création contre moins de 2% pour les entreprises individuelles.

Tableau 4.4: structure du capital social à la création selon la forme juridique

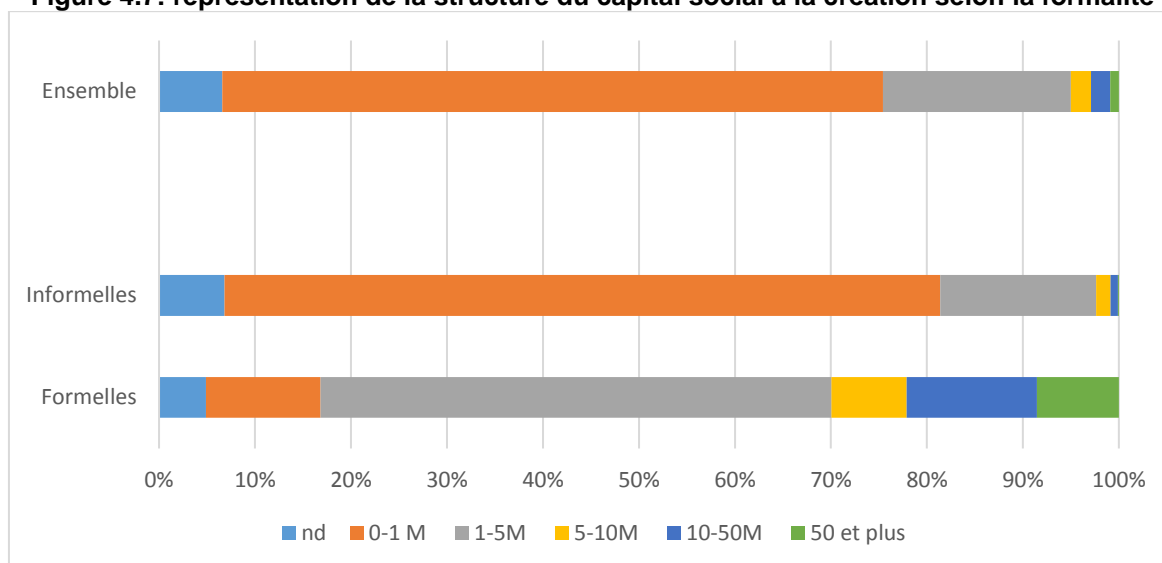
forme juridique	nd	0-1 M	1-5M	5-10M	10-50M	50 et plus	TOTAL
Personne physique	6,4	74,4	16,6	1,5	1,0	0,2	100
Personne morale	7,3	5,1	57,5	6,2	13,3	10,6	100
ND	12,8	12,8	48,1	9,2	11,9	5,3	100
Ensemble	6,6	68,9	19,6	2,1	2,0	0,9	100

Source : INSD, RIC VII

La structure du capital social des entreprises à la création selon la forme juridique mise en relief précédemment donne par ailleurs un aperçu primordial de la différence existante entre les entreprises formelles et informelles en termes de capital social détenu à la création. Les entreprises formelles ayant déclaré un capital social de moins de 1 million de FCFA à la création ne représentent que 12%. De même, environ un tiers des entreprises formelles disposaient d'un capital social de plus de 10 millions de F CFA à la création. Par contre, seulement 18,6% des entreprises informelles

disposaient d'un capital social de plus d'un million à la création. Trois entreprises informelles sur quatre disposaient d'un capital de moins d'un million de FCFA à leur création.

Figure 4.7: représentation de la structure du capital social à la création selon la formalité



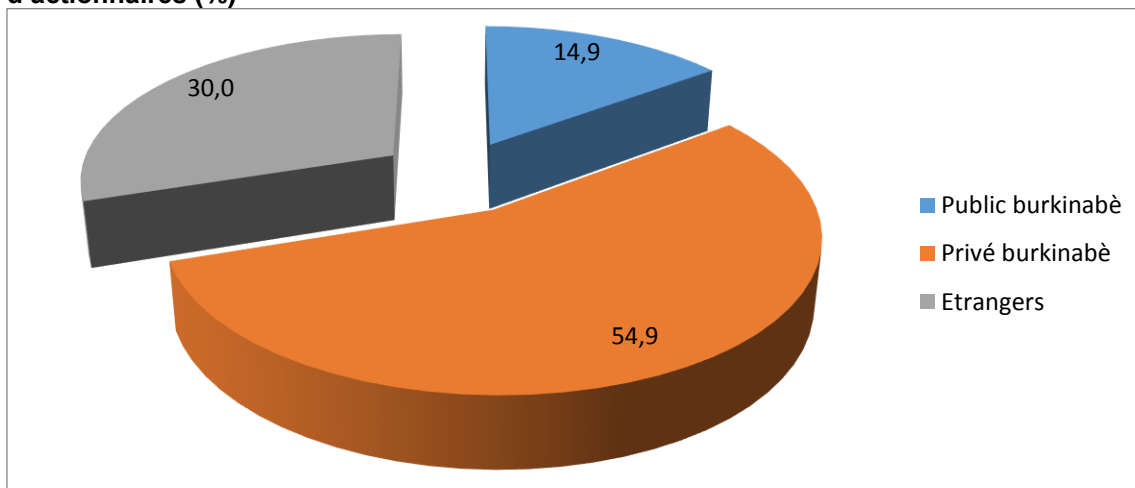
Source : INSD, RIC VII

4.9 Capital social et type d'actionnaire/associé

La structure du capital donne une idée de la confiance accordée notamment par les investisseurs étrangers à l'économie nationale par le biais de leurs apports de ressources nécessaires à la création des entreprises. La structure du capital oriente également les décideurs quant à la participation des investisseurs nationaux dans la promotion du secteur privé. Enfin, à travers la structure du capital social, l'Etat peut apprécier sa participation et réviser sa politique pour accompagner les entreprises tout en préservant le rôle du privé dans l'économie.

Dans tous secteurs confondus (formel et informel), les « non nationaux » ont participé à près d'un tiers (30%) à la création des entreprises. Le privé burkinabè participe pour plus de la moitié (54,9%) à la formation du capital social à la création des entreprises. Le public burkinabè a contribué globalement à hauteur de 14,9% au total du capital à la création des entreprises.

Figure 4.8: représentation de la structure du capital social à la création selon le type d'actionnaires (%)



Source : INSD, RIC VII

4.10 Masse salariale versée

L'entreprise est un cadre de promotion de l'emploi et les rémunérations salariales brutes versées aux travailleurs contribuent à améliorer leurs conditions de vie. Au cours de l'année 2014, les entreprises ayant fait l'objet d'analyse déclarent avoir versé 375,5 milliards de FCFA à leurs employés salariés.

Dans le secteur formel, l'industrie et les services ont plus contribué à la masse salariale avec respectivement 50,0% et 39,9% du total de la masse salariale.

Cependant, dans le secteur informel, c'est la branche commerce qui a plus contribué à la masse salariale avec près de deux tiers. La branche des services suit avec 37,1% des salaires versés aux employés.

La poursuite de la promotion de l'industrialisation et des activités du tertiaire (commerce et services) permettra de transférer des ressources importantes aux salariés et accroître la consommation finale de leurs ménages.

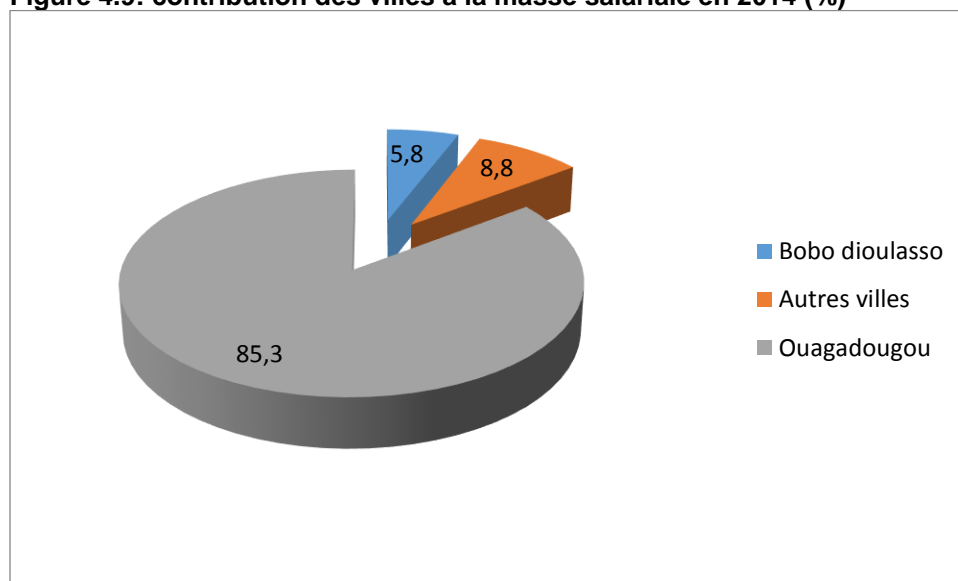
Tableau 4.5 : répartition de la masse salariale versée par branche d'activités

Branche	Formel (Millions)	Part (%)	Informel (Millions)	Part (%)
AGRICULTURE	324,2	0,1	11,7	0,0
INDUSTRIE	164 474,8	50,0	4 231,6	9,1
COMMERCE	29 142,4	8,9	29 601,4	63,7
SERVICES	129 805,3	39,4	12 610,0	27,1
ND	5 324,4	1,6	3,6	0,0
ENSEMBLE	329 071,1	100,0	46 458,4	100,0

Source : INSD, RIC VII

La structure de la masse salariale versée en 2014 des entreprises ayant déclaré leur masse salariale, place la ville de Ouagadougou à la première place relativement aux autres villes. En effet, la capitale à elle seule contribue à 85,3% de la masse salariale globale en 2014. La capitale économique ne contribue qu'à 5,8% de cette masse salariale.

Figure 4.9: contribution des villes à la masse salariale en 2014 (%)



Source : INSD, RIC VII

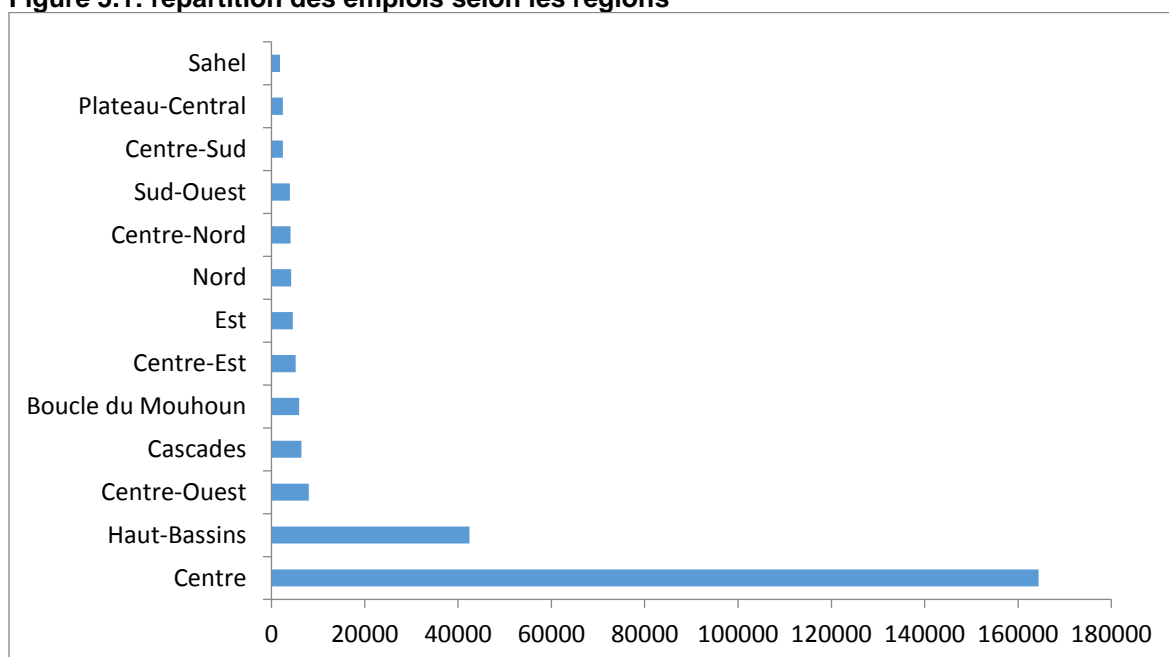
CHAPITRE 5 : EMPLOI

Cette partie aborde la structure de l'emploi dans les entreprises selon le sexe, la stabilité de l'emploi et la nationalité des employés, mais également suivant la région, la localité et la branche d'activités. Les emplois analysés dans ce chapitre portent sur l'année 2016.

5.1. Analyse spatiale de l'emploi

Au total, 255 908 emplois ont été déclarés par les entreprises recensées. La région du Centre est la région la plus pourvoyeuse d'emplois au Burkina Faso. Elle représente en effet 64,8% du total des employés des entreprises, soit 165 917 emplois dénombrés. Elle est suivie de la région des Hauts-Bassins avec 16,0% du total des employés, soit environ 41 000 emplois. Le nombre total d'emplois dénombrés dans les autres régions est inférieur 20% de l'ensemble.

Figure 5.1: répartition des emplois selon les régions

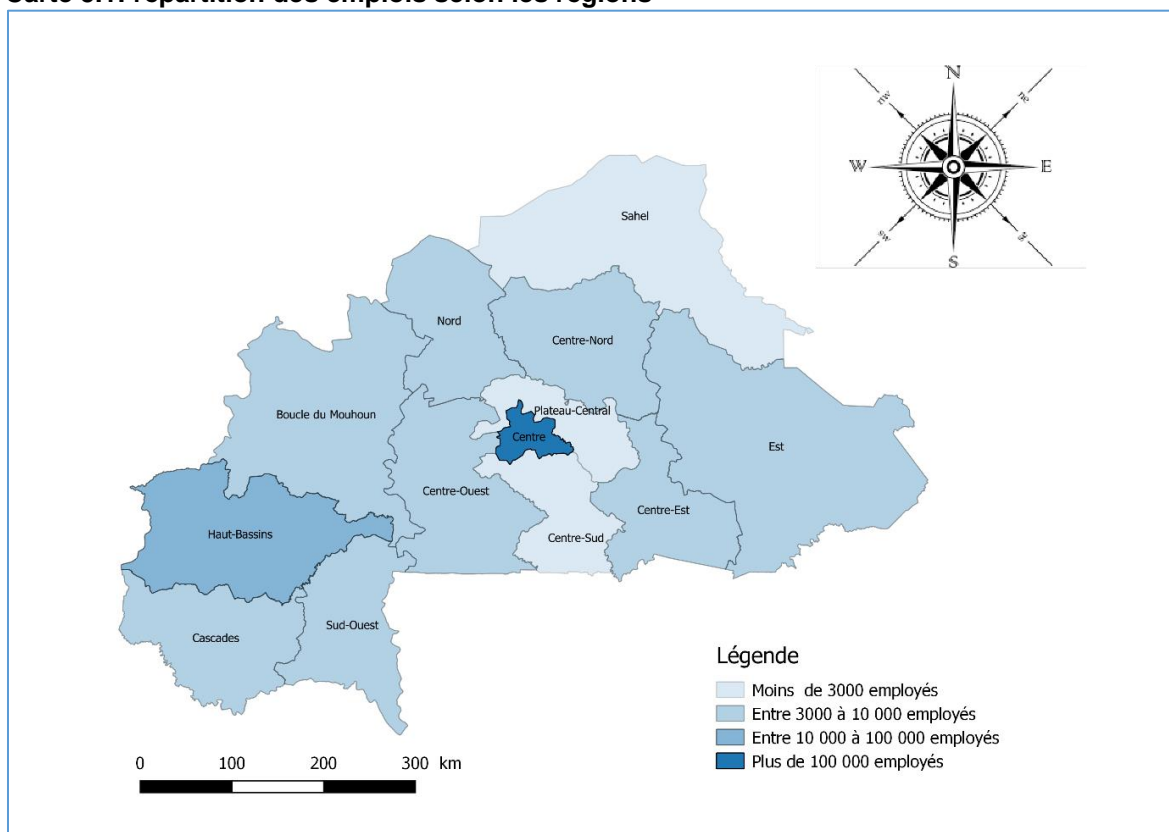


Source : INSD, RIC VII

Les régions les moins pourvoyeuses d'emplois dans les entreprises sont le Plateau central, le Centre Sud et le Sahel. En effet, chacune d'elle représente moins de 1% des emplois créés par les entreprises.

Les autres régions ont des proportions d'employés comprises entre 1% et 5% de l'effectif total déclaré par les entreprises.

Carte 5.1: répartition des emplois selon les régions



Source : INSD, RIC VII

5.2. Caractéristiques des employés

Genre des employés

Dans l'ensemble, un employé sur quatre (25,4%) dénombrés dans les entreprises recensées est une femme. Cette proportion est plus élevée dans la région du Sud-Ouest et du Centre Sud où elle atteint respectivement 34,7% et 31%. La proportion des femmes employées est la plus faible dans les régions du Sahel (16,7%) et du Nord (18,8%).

Tableau 5.1: répartition des emplois dans les entreprises par région selon le genre

Région	Hommes		Femmes		Total
	Effectif	%	Effectif	%	
Boucle du Mouhoun	4 297	72,6	1 619	27,4	5 916
Cascades	4 933	76,8	1 490	23,2	6 423
Centre	124 457	74,9	41 460	25,1	165 917
Centre-Est	3 984	76,9	1 201	23,1	5 185
Centre-Nord	3 165	77,3	926	22,7	4 091
Centre-Ouest	5 728	71,4	2 293	28,6	8 021
Centre-Sud	1 683	69,0	757	31,0	2 440
Est	3 653	79,6	934	20,4	4 587
Hauts-Bassins	29 704	73,4	11 176	26,6	40 880
Nord	3 419	81,2	791	18,8	4 210
Plateau-Central	1 707	70,8	703	29,2	2 410
Sahel	1 538	83,3	309	16,7	1 847
Sud-Ouest	2 602	65,3	1 379	34,7	3 981
Total	190 870	74,6	65 038	25,4	255 908

Source : INSD, RIC VII

Nationalité des employés

Les employés des entreprises recensées sont essentiellement des Burkinabè. Les non nationaux représentent seulement 3,1% des employés des entreprises. A l'exception de quatre régions (Centre, Centre – Sud, Hauts - Bassins et Centre Ouest), la proportion des employés non nationaux est inférieure à 1%. En effet, dans les régions du Centre, du Centre-Sud, des Hauts-Bassins et du Centre-Ouest ; la proportion des non nationaux employés dans les entreprises est respectivement de 4,1%, 2,5%, 2,2% et 1%.

Tableau 5.2 : répartition des employés des entreprises selon la région et la nationalité

Région	Nationaux		Non nationaux		Total
	Effectif	%	Effectif	%	
Boucle du Mouhoun	5 893	99,6	23	0,4	5 916
Cascades	6 392	99,5	31	0,5	6 423
Centre	158 674	95,9	7 243	4,1	165 917
Centre-Est	5 153	99,4	32	0,6	5 185
Centre-Nord	4 054	99,1	37	0,9	4 091
Centre-Ouest	7 937	99,0	84	1,0	8 021
Centre-Sud	2 378	97,5	62	2,5	2 440
Est	4 558	99,4	29	0,6	4 587
Hauts-Bassins	40 476	97,8	404	2,2	40 880
Nord	4 201	99,8	9	0,2	4 210
Plateau-Central	2 409	100,0	1	0,0	2 410
Sahel	1 842	99,7	5	0,3	1 847
Sud-Ouest	3 967	99,6	14	0,4	3 981
Total	247 934	96,9	7 974	3,1	255 908

Source : INSD, RIC VII

Par ailleurs, l'analyse selon la nationalité et le genre révèle que plus du tiers des employés non nationaux sont des femmes. Elles sont embauchées principalement dans les services et les activités de fabrication.

Tableau 1.3 : répartition des employés des entreprises selon la nationalité et le genre

		Effectif	%
Nationaux	Total	247 934	100,0
	Hommes	185 670	74,9
	Femmes	62 264	25,1
Non nationaux	Total	7 974	100
	Hommes	5 200	65,2
	Femmes	2 774	34,8

Source : INSD, RIC VII

Stabilité des emplois

La stabilité des emplois dénombrés dans les entreprises est relativement satisfaisante. En effet, plus de huit emplois sur dix sont des emplois permanents, c'est-à-dire des emplois pour lesquels les titulaires sont bénéficiaires de contrats à durée indéterminée (CDI). Moins de 15,0% des employés sont des temporaires. Ils bénéficient de contrats à durée déterminée (CDD).

Quatre régions se distinguent positivement par leur niveau de stabilité assez élevé dans l'emploi. Il s'agit des régions du Plateau Central (95,3%), du Centre-Est (90,5%), du Nord (89,9%) et de celle

du Centre-Nord (89,3%). En revanche, la région de l'Est est la région qui enregistre le taux d'emploi temporaire le plus élevé (20,8%).

Tableau 5.4 : répartition des emplois par région selon le degré de sécurité

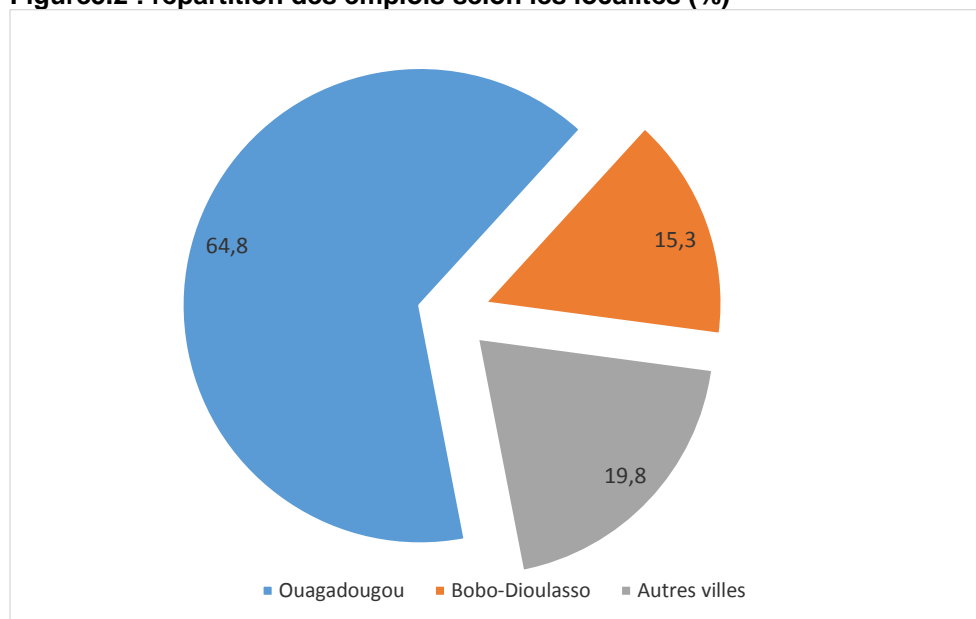
Région	Permanents (%)	Temporaires (%)
Boucle du Mouhoun	85,9	14,1
Cascades	83,0	17,0
Centre	86,3	13,7
Centre-Est	90,5	9,5
Centre-Nord	89,3	10,7
Centre-Ouest	81,5	18,5
Centre-Sud	86,6	13,4
Est	79,2	20,8
Haut-Bassins	82,0	18,0
Nord	89,9	10,1
Plateau-Central	95,3	4,7
Sahel	87,2	12,8
Sud-Ouest	88,8	11,2
Total	85,5	14,5

Source : INSD, RIC VII

5.3. Emploi et localité

Il existe une disparité entre le nombre d'emplois pourvus à Ouagadougou et les autres villes. La ville de Ouagadougou regroupe la plupart des emplois. Plus de 6 employés sur 10 (64,8%) travaillent dans les entreprises implantées à Ouagadougou. La ville de Bobo-Dioulasso, quant à elle, enregistre 15,3% des employés recensés. Le reste des emplois pourvus (19,8%) sont le fait des entreprises des autres villes.

Figure 5.2 : répartition des emplois selon les localités (%)



Source : INSD, RIC VII

5.4. Emplois, localité et genre

Les proportions des femmes employées dans les entreprises sont assez proches que ce soit à Bobo-Dioulasso (27,3%), à Ouagadougou (25,0%) ou dans les autres villes (25,3%).

Tableau 5.5: répartition des emplois par localité selon le genre

Localité	Hommes		Femmes		Total
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Ouagadougou	12 4457	75,0	41 460	25,0	165 917
Bobo-Dioulasso	28 519	72,7	10 733	27,3	39 252
Autres villes	37 894	74,7	12 845	25,3	50 739
Ensemble	190 870	74,6	65 038	25,4	255 908

Source : INSD, RIC VII

5.5. Emplois, localité et stabilité

Les emplois créés à Ouagadougou sont au nombre de 165 917 parmi lesquels 86,4% sont permanents et 13,6% sont temporaires. Sur les 39 252 emplois créés à Bobo-Dioulasso, plus de huit sur dix (81,1%) sont permanents et seulement 18,9% sont temporaires.

Tableau 5.6: répartition des emplois par localité selon le degré de sécurité

Localité	Permanent		Temporaire		Total
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Ouagadougou	143 332	86,4	22 585	13,6	165 917
Bobo-Dioulasso	31 834	81,1	7 418	18,9	39 252
Autres villes	43 683	86,1	7 056	13,9	50 739
Ensemble	218 849	85,5	37 059	14,5	255 908

Source : INSD, RIC VII

Dans les autres villes, 50 739 emplois ont été créés dont 85,5% de permanents et 14,5% de temporaires.

5.6. Emplois, localité et nationalité

La répartition des emplois suivant les localités et la nationalité permet de constater que 99% des employés à Bobo-Dioulasso sont de nationalité Burkinabè et seulement 1% des non nationaux. A Ouagadougou, 95,6% sont Burkinabè et dans les autres villes réunies 99,3% sont des nationaux.

Tableau 5.7: répartition des emplois par localité selon la nationalité

Localité	Nationaux		Non nationaux		Total
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Ouagadougou	158 674	95,6	7 243	4,4	165 917
Bobo-Dioulasso	38 856	99,0	396	1,0	39 252
Autres villes	50 404	99,3	335	0,7	50 739
Ensemble	247 934	96,9	7 974	3,1	255 908

Source : INSD, RIC VII

5.7. Emploi et secteur d'activité

Emplois, branche et genre

Dans la majorité des branches d'activités, moins de trois employés sur dix sont des femmes. Cependant, dans les services et le BTP, la représentativité des femmes est supérieure à la moyenne nationale (25,4%). Dans les services, l'emploi des femmes représente 38,2% des emplois et dans le BTP, cette proportion vaut 27,0%.

L'extraction et les activités de soutien à l'extraction constituent la branche d'activités où la proportion des femmes employées dans les entreprises est la plus faible (6,6%).

Tableau 5.8 : répartition des emplois selon la branche d'activité et le genre

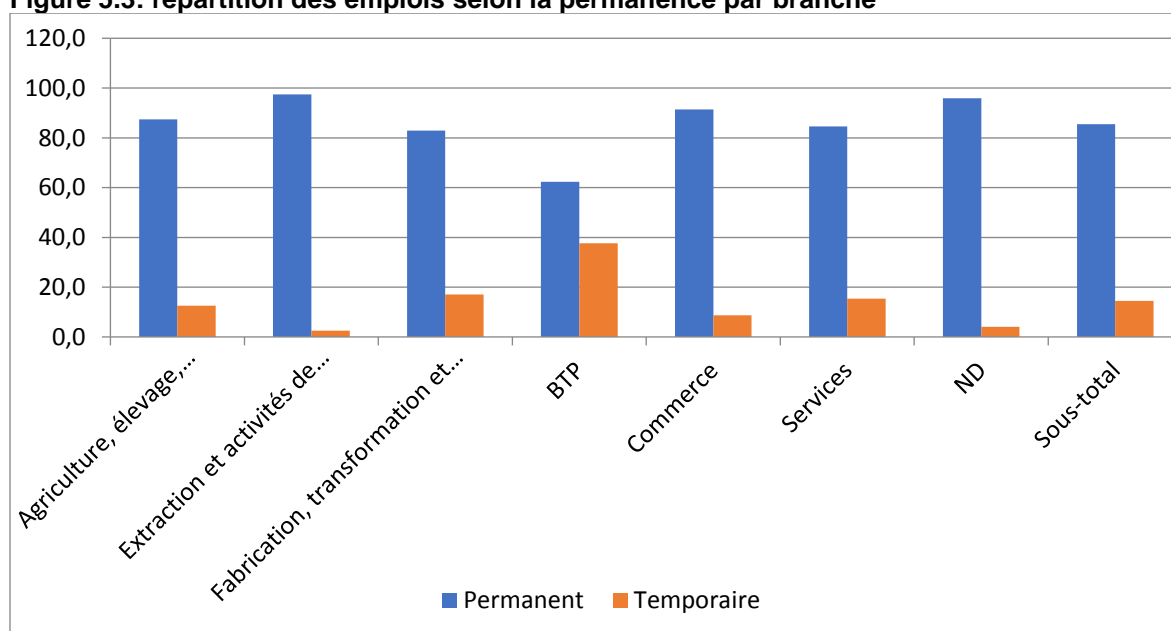
BRANCHE	Hommes		Femmes		Total
	Effectif	%	Effectif	%	
Agriculture, élevage, Sylviculture, pêche et chasse	105	88,2	14	11,8	119
Extraction et activités de soutien à l'extraction	5468	93,4	385	6,6	5 853
Fabrication, transformation et énergie	43 467	77,3	12 763	22,7	56 230
BTP	13 654	73,0	5 049	27,0	18 703
Commerce	79 871	82,3	17 160	17,7	97 031
Services	47 508	61,8	29 412	38,2	76 920
ND	797	75,8	255	24,2	1 052
Sous-total	190 870	74,6	65 038	25,4	255 908

Source : INSD, RIC VII

Emplois, branche et stabilité

Dans toutes les branches d'activités, les emplois créés sont majoritairement permanents. En effet, dans la branche des BTP où le nombre d'emplois temporaires est généralement important du fait de la spécificité des activités de construction, le pourcentage d'emplois permanents est de 62,4%. Cette proportion est plus élevée dans les autres branches d'activités.

Figure 5.3: répartition des emplois selon la permanence par branche



Source : INSD, RIC VII

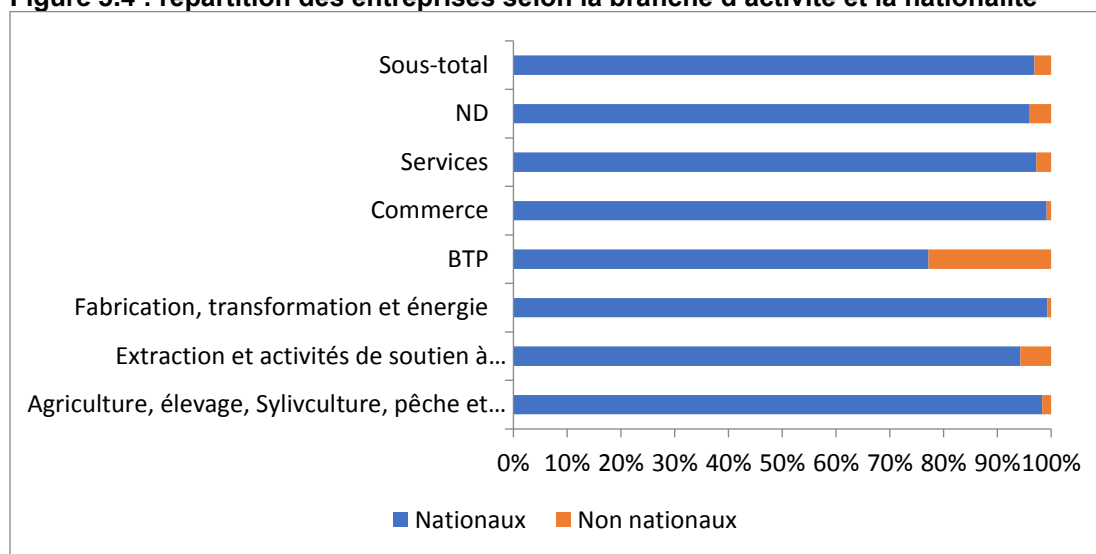
L'extraction et les activités de soutien à l'extraction est la branche d'activités qui assure la plus grande stabilité aux employés avec 97,5% d'emplois permanents pourvus. Ensuite, viennent le commerce avec 91,4% d'emplois permanents ; l'agriculture, élevage, sylviculture, pêche et chasse avec 87,4% d'emplois permanents ; les services avec 84,6% ; et enfin la branche de fabrication, transformation et énergie avec 82,9% d'emplois permanents.

Emplois, branche et nationalité

Exception faite de la branche BTP, les employés sont presque tous des nationaux dans toutes les branches d'activité (plus de 94%).

La branche BTP est celle qui a le plus fort pourcentage de non nationaux. Ces derniers représentent 22,8% des emplois de cette branche.

Figure 5.4 : répartition des entreprises selon la branche d'activité et la nationalité



Source : INSD, RIC VII

CHAPITRE 6 : USAGE DES TICS DANS LES ENTREPRISES

La communication constitue un aspect important pour les activités des entreprises. Les outils de communication permettent aux entreprises d'entrer, avec plus de facilités, en contact avec leurs partenaires. L'utilisation des TIC et la nature de son utilisation exprime la capacité des entreprises à s'adapter aux innovations technologiques et à saisir les opportunités en la matière. Cette partie s'intéresse à la possession de téléphone, de boîte postale, de télécopieur, à l'utilisation d'ordinateurs et d'internet.

6.1 Usage du téléphone

Les résultats du recensement montrent que toutes les entreprises recensées possèdent au moins un numéro de téléphone. Le téléphone n'est donc plus un outil de luxe dans les entreprises au Burkina Faso. Ce moyen de communication permet aux entreprises d'échanger aisément aussi bien avec leurs fournisseurs qu'avec leurs clients.

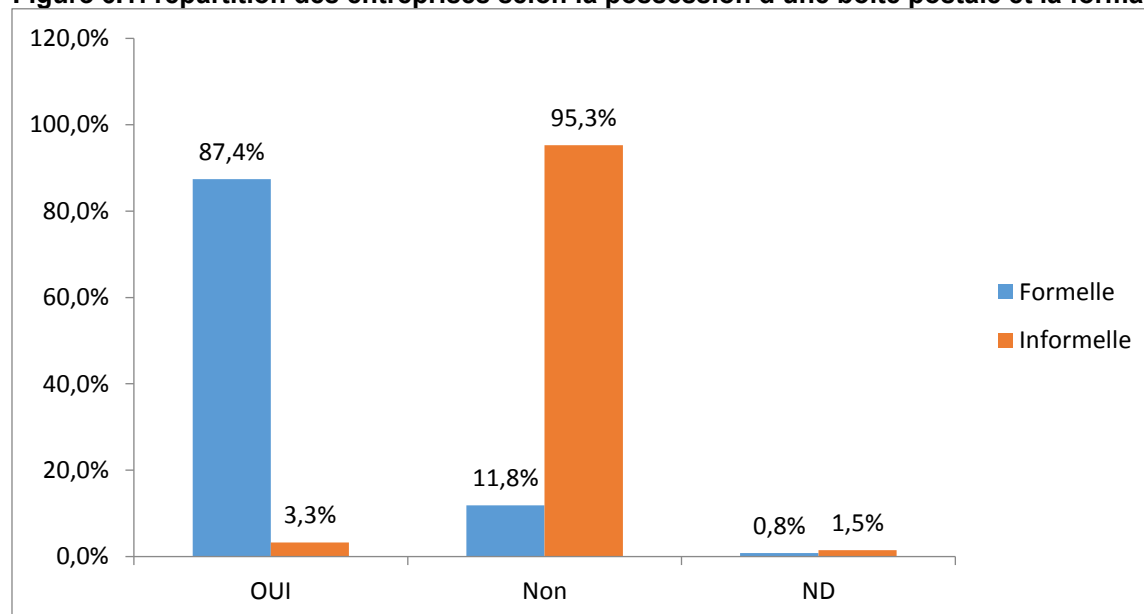
6.2 Boîte postale

Au total 10,9% des entreprises possèdent une boîte postale. Ce chiffre est en baisse en termes de proportion comparativement à 2009 où le taux était de 13,0%.

Ce taux relativement faible s'explique essentiellement par l'importante proportion (90,9%) des entreprises informelles dans le tissu entrepreneurial burkinabé.

Aussi, la proportion des entreprises disposant d'une boîte postale est de 87,4% dans le secteur formel. A l'opposé, seulement 3,3% des entreprises informelles possèdent une boîte postale.

Figure 6.1: répartition des entreprises selon la possession d'une boîte postale et la formalité



Source : INSD, RIC VII

En considérant les localités, Ouagadougou enregistre la plus forte proportion d'entreprises utilisant la boîte postale (15,2%), suivie par la Commune de Bobo-Dioulasso (7,9%).

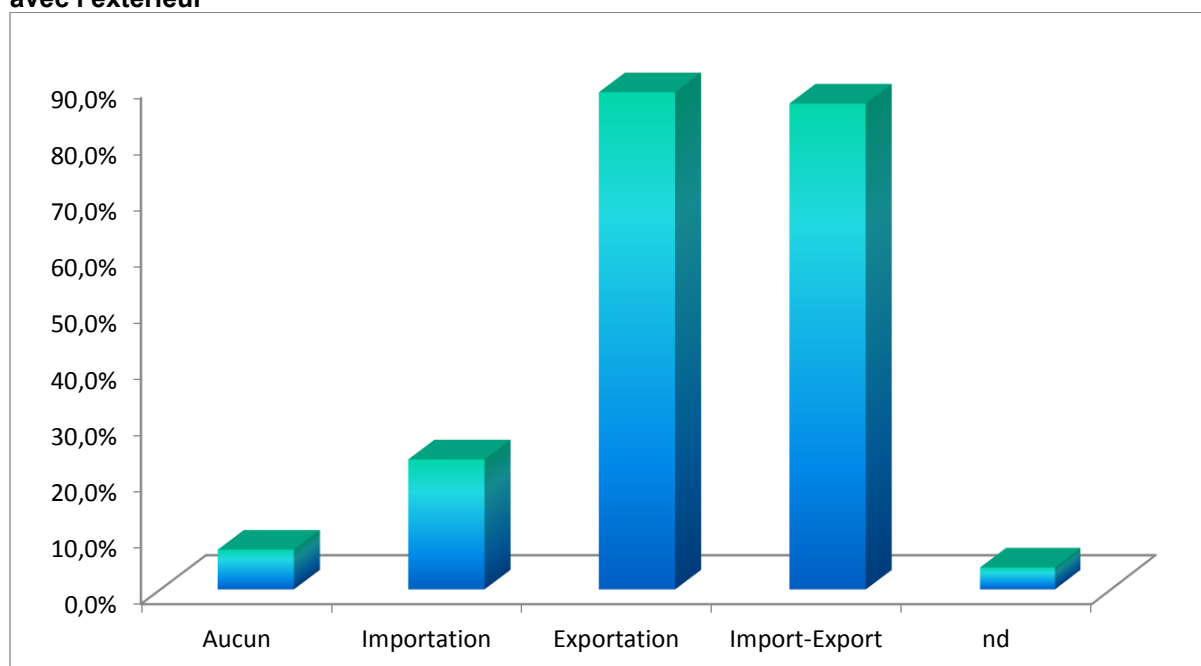
Tableau 6.1: proportion des entreprises disposant d'une boîte postale par localité

Localité	%
Ouagadougou	15,2%
Bobo-Dioulasso	7,9%
Autres communes	4,2%

Source : INSD, RIC VII

Les entreprises qui entretiennent des relations avec l'extérieur sont plus susceptibles de posséder une boîte postale par rapport aux autres. En effet, le taux de possession d'une boîte postale est de 88,4% parmi les entreprises ouvertes à l'extérieur et de 11,0% pour les autres.

Figure 6.2: proportion des entreprises disposant d'une boîte postale selon le type d'échange avec l'extérieur



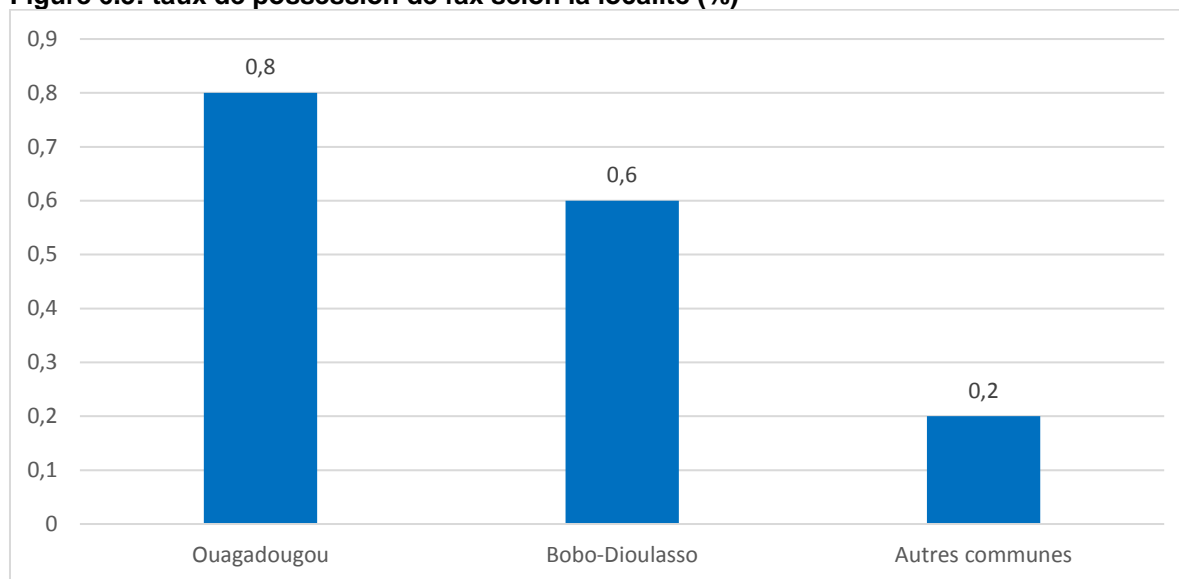
Source : INSD, RIC VII

6.3 Moyens de communication électronique

Fax

Contrairement au téléphone, le télécopieur ou fax est très peu utilisé par les entreprises Burkinabé. Moins d'un pour cent (0,6%) des entreprises possèdent un fax. Cette proportion est en net recul par rapport à 2009 où il était de 2,6%. Dans les deux grandes villes, Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso, la proportion des entreprises utilisant le fax est respectivement de 0,8% et de 0,6%. Cette proportion chute à 0,2% dans l'ensemble des autres villes.

Figure 6.3: taux de possession de fax selon la localité (%)



Source : INSD, RIC VII

D'une manière générale, il faut signaler qu'avec le développement de l'internet, notamment de la messagerie électronique, l'utilisation du fax se réduit progressivement dans le milieu des entreprises. On note aussi que le nombre élevé des entreprises informelles influence les statistiques dans la mesure où à peine une entreprise formelle sur dix (5,3%) utilise le fax alors que parmi les entreprises informelles, cette proportion est de 0,1%. En outre, l'utilisation du fax est plus importante dans les sociétés anonymes (22,5%) comparativement aux autres types d'entreprises.

Email

La proportion d'entreprises disposant d'une adresse e-mail est de 2,8% sur le plan national. Ce taux est de 2,6% à Bobo et de 3,5% à Ouagadougou.

Tableau 6.2: taux de possession d'une adresse Email selon la localité

Localité	Taux possession d'une adresse Email
Ouagadougou	3,5%
Bobo-Dioulasso	2,6%
Autres communes	1,4%
Ensemble	2,8%

Source : INSD, RIC VII

On peut néanmoins noter que 11,1% des entreprises formelles disposent d'une adresse email contre 1,9% pour les entreprises informelles. De même, la proportion d'entreprises publiques burkinabè disposant d'une adresse email est de 33,3%. Dans le privé burkinabè par contre, le taux de possession d'une adresse Email est faible (2,6%).

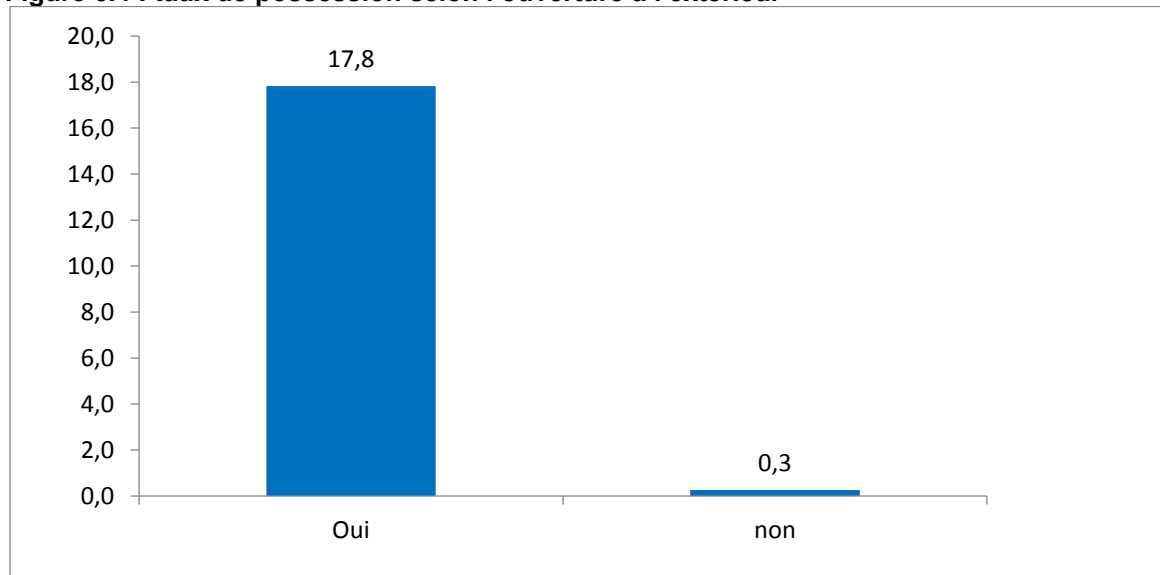
Site-web

Le taux de possession de site-web est de 0,6% sur l'ensemble des entreprises concernées par le recensement. Même dans les grandes villes du pays, le taux est très faible. Il est de 0,7% à

Ouagadougou et de 0,6% à Bobo-Dioulasso. Par contre, ce taux est important au sein des entreprises formelles où il atteint 5,5%.

Le taux de possession de site web pour les entreprises ouvertes à l'extérieur est de 17,8% contre moins de 2% pour les autres catégories d'entreprises.

Figure 6.4 : taux de possession selon l'ouverture à l'extérieur



Source : INSD, RIC VII

6.4 Usage de l'informatique dans les entreprises

Ordinateur

Au niveau national, la proportion des entreprises utilisant un ordinateur est de 9,8% en 2016 contre 7,9% en 2009. Cette proportion atteint 68,3% dans les entreprises formelles alors qu'elle n'est que de 4,1% parmi les entreprises informelles. L'ordinateur est un outil indispensable pour la plupart des activités des entreprises. Toutes les entreprises du public disposent d'ordinateur pour leurs activités et l'utilisent effectivement. De même, presque toutes les entreprises du statut SA utilisent au moins un ordinateur dans le cadre de leurs activités professionnelles.

Internet

L'usage de l'Internet demeure très faible au sein des entreprises au Burkina. Seulement 4,5% des entreprises burkinabè utilisent l'Internet pour leurs affaires. Le taux d'utilisation de l'internet est par contre important dans le secteur formel. Ce taux est de 49,4% parmi les entreprises formelles contre 1,7% parmi les entreprises informelles. Les entreprises ouvertes à l'extérieur ont un taux d'utilisation de l'internet nettement plus élevé (67,5%).

CONCLUSION

Dans le but de disposer d'un répertoire d'entreprises exhaustif sur toute l'étendue du territoire économique, le Burkina Faso a réalisé au cours du premier semestre 2016 le septième Recensement industriel et commercial (RIC VII). A cet égard, il a été mis en place un dispositif de collecte des données en deux phases auprès des établissements et complété par des données de sources administratives. Il ressort de l'analyse de ces données que le Burkina Faso compte 99 261 unités économiques, essentiellement commerciales (52,6%) et fortement concentrées dans les régions abritant les grandes villes du pays à savoir la région du Centre (55,4%) et la région des Hauts bassins (18,1%). Suivant la forme juridique, environ neuf entreprises sur dix sont des entreprises individuelles. S'agissant des personnes morales, les formes juridiques les plus rencontrées sont les sociétés à responsabilité limitée (SARL) et les sociétés anonymes (SA).

Le secteur privé burkinabé contrôle plus de la moitié des entreprises installées au Burkina Faso (54,9%). Cela est valable dans toutes les branches d'activités sauf celle de « l'extraction et des activités de soutien à l'extraction » constituée essentiellement de sociétés minières dont les capitaux sont détenus majoritairement par des investisseurs étrangers. A cela, il faut ajouter que les promoteurs sont majoritairement des hommes et s'activent principalement dans le commerce. Toutefois, les femmes sont particulièrement représentées dans le secteur des services et dans la transformation. Aussi, on note que la quasi-totalité des entreprises qui composent le tissu économique du Burkina Faso sont des micro-entreprises (96,5%). Les grandes entreprises, avec notamment un chiffre d'affaires annuel hors taxes supérieur à un milliard, représentent moins de 1% de l'effectif total.

Au total, deux cent cinquante-cinq mille neuf cent huit (255 908) emplois ont été déclarés par les entreprises recensées en 2016. La région du Centre qui abritent la capitale politique du pays est la région la plus pourvoyeuse d'emplois (64,8%). Elle est suivie de la région des Haut-Bassins (16,0%). Bien que les entreprises soient dirigées en majorité par des burkinabè, on note que la branche BTP est celle qui a le plus fort pourcentage d'employés non nationaux (22,8%). Dans toutes les régions, la majorité des entreprises exercent dans l'informel. Le taux de formalité global reste donc très faible (9,1%). La région du Centre détient le plus fort taux de formalité (12,6%).

Le chiffre d'affaires global généré par les entreprises, tant formelles qu'informelles, s'élève à sept mille trois cent quarante-sept (7 347) milliards de francs CFA en 2014. Le commerce apparait comme la branche d'activité la plus dynamique avec 46,5%. Un peu plus de la moitié du chiffre d'affaires des entreprises du Burkina Faso est réalisée par les sociétés anonymes (SA). Les entreprises formelles ont contribué quant à elles à 93,0% au chiffre d'affaires global.

Toutes les entreprises recensées possèdent au moins un numéro de téléphone. Cependant au regard de la prédominance des entreprises informelles, les taux de possession de boîte postale, de fax et de site web restent très faibles. Par contre, ces taux sont plus importants au sein des entreprises formelles. En outre, la proportion d'entreprises utilisant un ordinateur, au niveau national, est de 9,8%. Mais, cette proportion atteint 68,3% parmi les entreprises formelles. Le taux global d'utilisation de l'Internet pour les activités économiques est de 4,5% dans le secteur informel et de 49,4% dans le secteur formel.

ANNEXE

Annexe 1 : Répartition des entreprises par emplacement

Emplacement	Effectifs	Pourcentage
Zone d'habitation	48 541	48,9
Zone commerciale	46 763	47,1
Zone industrielle	408	0,4
Autre	262	0,3
ND	3 287	3,3
Total	99 261	100

Annexe 2 : Répartition des entreprises par type de local

Type de localité	Effectifs	Pourcentage
Maison en dur	65 433	65,9
Maison en banco	7 913	8,0
Kiosque	24 625	24,8
Autre à préciser	1 128	1,1
ND	162	0,2
Total	99 261	100

Annexe 3 : Répartition des entreprises selon la branche d'activité

Branches d'activité	Effectifs	Pourcentage
Agriculture	23	,0
Industrie	18770	18,9
Commerce	52236	52,6
Services	27981	28,2
ND	251	,3
Total	99 261	100,0

Annexe 4 : Répartition des entreprises selon la branche d'activité

Branches d'activité	Effectifs	Pourcentage
Agriculture, sylviculture et pêche	5	0,0
Elevage	15	0,0
Sylviculture, pêche et chasse	3	0,0
Extraction et activités de soutien à l'extraction	173	0,2
Fabrication et transformation (y.c. Egrenage de coton)	16 705	16,8
Energie	27	0,0
BTP	1 865	1,9
Commerce	52 236	52,6
Transport et entreposage	527	0,5
Information et communication	900	0,9
Activités financières et d'assurances	1 077	1,1
Autres services	25 477	25,7
ND	251	0,3
Total	99 261	100

Annexe 5 : Répartition des entreprises selon la branche d'activité

Branches d'activité	Effectifs	Pourcentage
Agriculture, sylviculture et pêche	5	0,0
Egrenage de coton	2	0,0
Elevage	15	0,0
Chasse et activités de service connexes	3	0,0
Extraction de minerais d'or	47	0,0
Autres activités extractives	12	0,0
Activités de soutien aux industries extractives	114	0,1
Fabrication de produits alimentaires	873	0,9
Fabrication de boissons et tabacs	392	0,4
Fabrication de textiles et d'articles d'habillements	8 419	8,5
Travail du cuir	44	0,0
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	249	0,3
Fabrication de produits chimiques	24	0,0
Fabrication de produits pharmaceutiques	3	0,0
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux	3 476	3,5
Travail du bois	68	0,1
Travail du caoutchouc et du plastique	29	0,0
Fabrication de ciment, chaux et plâtre	5	0,0
Autres activités manufacturières	3 121	3,1
Energie et gestion des déchets	27	0,0
Construction	1 865	1,9
Commerce	52 236	52,6
Transport et entreposage	527	0,5
Hébergement et restauration	12 518	12,6
Information et communication	900	0,9
Activités financières et Assurances	1 077	1,1
Activités Immobilières	124	0,1
Education	952	1,0
Santé	249	0,3
Architecture, Ingénierie, Contrôle & analyses techniques	150	0,2
Enquêtes et sécurité	144	0,1
Organisation de jeux de hasard et d'argent	141	0,1
Autres services	11 199	11,3
ND	251	0,3
Total	99 261	100,0

Annexe 6 : Répartition des entreprises selon le régime juridique [en %]

Régime Juridique	Effectifs	Pourcentage
Entreprise Individuelle (EI)	91 262	91,9
Association de personnes	3 301	3,3
SARL	617	0,6
SA	200	0,2
GIE & SC	16	0,0
Autres	223	0,2
ND	3 642	3,7
Total	99 261	100

Annexe 7 : Répartition des entreprises selon la forme juridique

Forme Juridique	Effectifs	Pourcentage
Personne physique	91 262	91,9
Personne morale	4 375	4,4
ND	3 624	3,7
Total	99 261	100

Annexe 8 : Répartition des entreprises par région selon la forme juridique

Région	Personne physique	Personne morale	ND
Boucle du Mouhoun	2 971	39	47
Cascades	2 633	41	35
Centre	48 715	3525	2 726
Centre-Est	3 161	41	111
Centre-Nord	2 071	23	29
Centre-Ouest	4 575	39	78
Centre-Sud	1 155	14	27
Est	1 855	34	60
Haut-Bassins	17 037	513	376
Nord	2 340	35	43
Plateau-Central	1 364	37	36
Sahel	1 206	12	27
Sud-Ouest	2 179	22	29
Total	91 262	4 375	3 624

Annexe 10 : Répartition des entreprises par région selon le régime juridique

Région	Entreprise Individuelle (EI)	SARL	SA	Association de Personne	GIE & SC	Autres	ND
Boucle du Mouhoun	2 971	23	8	1	2	4	48
Cascades	2 633	20	5	3	-	9	39
Centre	48 715	2 746	476	146	5	147	2 731
Centre-Est	3 161	28	3	2	-	8	111
Centre-Nord	2 071	15	3	2	2	1	29
Centre-Ouest	4 575	30	6	1	1	1	78
Centre-Sud	1 155	8	2	2	-	2	27
Est	1 855	25	4	2	1	2	60
Haut-Bassins	17 037	336	96	37	4	35	381
Nord	2 340	30	3	-	-	1	44
Plateau-Central	1 364	24	4	-	-	9	36
Sahel	1 206	4	3	2	1	1	28
Sud-Ouest	2 179	12	4	2	-	3	30
Total	91 262	3 301	617	200	16	223	3 642

Annexe 11 : Répartition des entreprises (individuelles) suivant le Sexe du propriétaire

Sexe	Effectifs	Pourcentage
Masculin	73 249	80,3
Féminin	17 174	18,8
ND	839	0,9
Total	91 262	100

Annexe 12 : Répartition des entreprises par type d'actionnaire principal selon la branche d'activité

Type d'actionnaire principal	Agriculture, élevage, Sylviculture, pêche et chasse	Extraction et activités de soutien à l'extraction	Fabrication, transformation et énergie	BTP	Commerce	Services	ND
Public burkinabè	-	1	6	3	3	14	-
Privé burkinabè	22	75	16 516	1 772	51 630	27 413	168
Etrangers	1	97	172	84	342	398	83
nd	-	0	38	6	261	156	-
Total	23	173	16 732	1 865	52 236	27 981	251

Annexe 13 : Répartition des entreprises par type d'actionnaire selon la forme juridique

Type actionnaire principal	Personne physique	Personne morale	ND
Public burkinabè	-	24	3
Privé burkinabè	90 540	3 673	3 383
Etrangers	477	540	160
ND	245	138	78
Total	91 262	4 375	3 624

Annexe 14 : Répartition des chefs d'entreprises par branche d'activité selon le sexe

Branches d'activité	Masculin	Féminin	Non concerné	nd
Agriculture	11	1	0	1
Industrie	14 045	2 755	0	99
Commerce	43 386	5 721	0	295
Services	15 790	8 693	0	224
ND	13	3	0	2
Total	73 245	17 173	0	621

Tableau : répartition des entreprises selon la catégorie

Catégorie entreprises	Effectif	Pourcentage
Micro-entreprise	95 763	96,5
Petite entreprise	1 941	2,0
Moyenne entreprise	815	0,8
Grande entreprise	743	0,7
Total	99 262	100,0

Annexe 15 : Répartition des âges des entreprises selon la région (%)

Régions	[0 ; 9[	[10 ; 19[	[20 ; 29[	30 et +
Boucle du Mouhoun	3,0	3,9	5,2	6,0
Cascades	2,8	3,0	3,7	2,9
Centre	53,5	54,5	51,5	44,6
Centre-Est	3,5	2,9	2,7	3,4
Centre-Nord	2,2	2,2	3,0	2,7
Centre-Ouest	4,9	5,2	5,5	4,6
Centre-Sud	1,2	1,5	1,7	0,4
Est	2,0	1,9	1,9	2,4
Haut-Bassins	18,8	18,4	17,6	25,6
Nord	2,6	2,2	2,3	2,4
Plateau-Central	1,4	1,6	1,8	2,8
Sahel	1,4	1,0	1,2	0,6
Sud-Ouest	2,5	1,7	1,9	1,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Annexe 16 : Répartition des entreprises selon la branche d'activité et la taille

BRANCHE D'ACTIVITE	Micro-entreprise	Petite entreprise	Moyenne entreprise	Grande entreprise	ND
Agriculture	17	0	0	1	5
Industrie	13 879	221	140	159	4 371
Commerce	34 665	1 051	394	397	15 729
Services	17 768	669	281	165	9 098
ND	226	0	0	20	5
Total	66 555	1 941	815	742	29 208

Annexe 17 : Répartition des entreprises selon le statut juridique et la taille (en %)

Statut Juridique	Micro-entreprise	Petite entreprise	Moyenne entreprise	Grande entreprise
Entreprise individuelle	90,9	61,0	48,8	14,6
Association de personnes	0,2	0,1	0,5	0,7
Sociétés à responsabilités limitées (SARL)	3,8	12,5	23,1	35,4
Sociétés Anonymes (SA)	0,5	0,2	5,6	34,0
GIE et coopératives	0,0	0,0	0,2	0,1
Autres	0,3	0,3	1,0	3,0
Non déclaré	4,2	25,9	20,7	12,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Annexe 18 : Répartition des entreprises par localités selon le type d'immatriculation

AR	TOTAL	RCCM		IFU		CNSS	
	Effectif	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
KONGOUSSI	625	55	8,8	31	5,0	22	3,5
KOMBISSIRI	416	30	7,2	29	7,0	14	3,4
DIEBOUGOU	410	24	5,9	22	5,4	16	3,9
TENKODOGO	964	142	14,7	117	12,1	77	8,0
BITTOU	283	13	4,6	12	4,2	3	1,1
GARANGO	240	18	7,5	17	7,1	15	6,3
KOUDOUGOU	3453	238	6,9	221	6,4	142	4,1
BANFORA	2052	140	6,8	117	5,7	75	3,7
NIAGOLOKO	540	12	2,2	5	0,9	4	0,7
ZORGHO	574	26	4,5	25	4,4	15	2,6
BOGANDE	188	18	9,6	16	8,5	7	3,7
FADA N_GOURMA	1255	125	10,0	123	9,8	100	8,0
BOBO DIOULASSO	17134	1 485	8,7	1 273	7,4	1 005	5,9
ARRONDISSEMENT NON DEFINI	483	483	100,0	483	100,0	483	100,0
ARRONDISSEMENT 1	5343	538	10,1	365	6,8	216	4,0
ARRONDISSEMENT 2	1550	65	4,2	67	4,3	46	3,0
ARRONDISSEMENT 3	1314	48	3,7	35	2,7	24	1,8
ARRONDISSEMENT 4	3597	85	2,4	75	2,1	50	1,4
ARRONDISSEMENT 5	1799	84	4,7	74	4,1	62	3,4
ARRONDISSEMENT 6	1495	132	8,8	124	8,3	91	6,1
ARRONDISSEMENT 7	1553	50	3,2	50	3,2	33	2,1
OUGADOU	54953	9 615	17,5	9 131	16,6	7 578	13,8
ARRONDISSEMENT NON DEFINI	4196	4 196	100,0	4 196	100,0	4 196	100,0
ARRONDISSEMENT 1	6614	1 539	23,3	1 374	20,8	870	13,2
ARRONDISSEMENT 2	7249	1 047	14,4	924	12,7	612	8,4
ARRONDISSEMENT 3	4773	317	6,6	280	5,9	219	4,6
ARRONDISSEMENT 4	2915	212	7,3	200	6,9	144	4,9
ARRONDISSEMENT 5	4949	683	13,8	646	13,1	449	9,1
ARRONDISSEMENT 6	5221	613	11,7	525	10,1	386	7,4
ARRONDISSEMENT 7	1558	47	3,0	43	2,8	37	2,4
ARRONDISSEMENT 8	2203	27	1,2	29	1,3	18	0,8
ARRONDISSEMENT 9	3194	43	1,3	42	1,3	44	1,4
ARRONDISSEMENT 10	5643	334	5,9	348	6,2	225	4,0
ARRONDISSEMENT 11	4728	202	4,3	181	3,8	114	2,4
ARRONDISSEMENT 12	1710	355	20,8	343	20,1	264	15,4

Annexe 19 : Répartition des entreprises par localités selon le type d'immatriculation

AR	TOTAL	RCCM		IFU		CNSS	
ORODARA	329	38	11,6	27	8,2	21	6,4
NOUNA	443	26	5,9	20	4,5	13	2,9
KOUELA	540	60	11,1	59	10,9	55	10,2
POUYTENGA	1125	56	5,0	51	4,5	47	4,2
DEDOUGOU	1165	113	9,7	97	8,3	80	6,9
PO	397	33	8,3	26	6,5	19	4,8
BOULSA	305	21	6,9	20	6,6	12	3,9
ZINIARE	685	107	15,6	98	14,3	72	10,5
GOROM GOROM	146	14	9,6	14	9,6	4	2,7
YAKO	475	50	10,5	45	9,5	33	6,9
GAOUA	1252	73	5,8	66	5,3	42	3,4
REO	300	12	4,0	12	4,0	8	2,7
KAYA	1195	61	5,1	51	4,3	32	2,7
DORI	446	72	16,1	65	14,6	36	8,1
LEO	629	22	3,5	20	3,2	13	2,1
DJIBO	588	27	4,6	20	3,4	12	2,0
TOUGAN	369	42	11,4	30	8,1	18	4,9
DIAPAGA	227	19	8,4	16	7,0	10	4,4
Ouahigouya	1545	121	7,8	106	6,9	59	3,8
MANGA	379	54	14,2	41	10,8	25	6,6
BOROMO	356	16	4,5	16	4,5	10	2,8
SOLENZO	514	14	2,7	13	2,5	7	1,4
DANO	314	17	5,4	15	4,8	5	1,6
GAYERI	187	13	7,0	9	4,8	-	-
PAMA	93	10	10,8	8	8,6	6	6,5
Ouargaye	165	5	3,0	4	2,4	2	1,2
BOUSSE	179	11	6,1	10	5,6	7	3,9
SINDOU	115	7	6,1	9	7,8	3	2,6
TITAO	169	9	5,3	8	4,7	3	1,8
TOMA	206	32	15,5	22	10,7	17	8,3
BATIE	250	10	4,0	10	4,0	3	1,2
HOUNDE	452	20	4,4	19	4,2	15	3,3
SEBBA	65	7	10,8	6	9,2	-	-
SAPOUY	306	15	4,9	11	3,6	10	3,3
GOURCY	222	30	13,5	27	12,2	16	7,2
TOTAL	99261	13 178	13,3	12 210	12,3	9 788	9,9

Annexe 20 : Formalités selon les branches

BRANCHES	Formelle	Poids du formelle en %	Informelle	Poids de l'informelle en %	Total	Taux de formalité
Agriculture, sylviculture et pêche	4	0,0	1	0,0	5	80,0
Égrenage de coton	2	0,0	0	0,0	2	100,0
Élevage	3	0,0	12	0,0	15	20,0
Chasse et activités de service connexes	3	0,0	0	0,0	3	100,0
Extraction de minerais d'or	47	0,0	0	0,0	47	100,0
Autres activités extractives	9	0,0	3	0,0	12	75,0
Activités de soutien aux industries extractives	114	0,1	0	0,0	114	100,0
Fabrication de produits alimentaires	159	0,2	714	0,7	873	18,2
Fabrication de boissons et tabacs	46	0,0	346	0,3	392	11,7
Fabrication de textiles et d'articles d'habillements	22	0,0	8397	8,5	8419	0,3
Travail du cuir	3	0,0	41	0,0	44	6,8
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	127	0,1	122	0,1	249	51,0
Fabrication de produits chimiques	17	0,0	7	0,0	24	70,8
Fabrication de produits pharmaceutiques	1	0,0	2	0,0	3	33,3
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux	108	0,1	3368	3,4	3476	3,1
Travail du bois	12	0,0	56	0,1	68	17,6
Travail du caoutchouc et du plastique	9	0,0	20	0,0	29	31,0
Fabrication de ciment, chaux et plâtre	5	0,0	0	0,0	5	100,0
Autres activités manufacturières	109	0,1	3012	3,0	3121	3,5
Energie et gestion des déchets	11	0,0	16	0,0	27	40,7
Construction	1208	1,2	657	0,7	1865	64,8
Commerce	3177	3,2	49059	49,4	52236	6,1
Transport et entreposage	425	0,4	102	0,1	527	80,6
Hébergement et restauration	347	0,3	12171	12,3	12518	2,8
Information et communication	289	0,3	611	0,6	900	32,1
Activités financières et Assurances	139	0,1	938	0,9	1077	12,9
Activités Immobilières	70	0,1	54	0,1	124	56,5
Éducation	596	0,6	356	0,4	952	62,6
Santé	171	0,2	78	0,1	249	68,7
Architecture, Ingénierie, Contrôle & analyses techniques	148	0,1	2	0,0	150	98,7
Enquêtes et sécurité	123	0,1	21	0,0	144	85,4
Organisation de jeux de hasard et d'argent	4	0,0	137	0,1	141	2,8
Autres services	1284	1,3	9915	10,0	11199	11,5
ND	236	0,2	15	0,0	251	94,0
Ensemble	9028	9,1	90233	90,9	99261	9,1

Annexe 21 : Chiffre d'affaire (en milliard) par brache d'activités

Branche d'activité	Chiffre d'affaire global	Contribution au chiffre d'affaire	Contribution du secteur formelles	Proportion des entreprises formelles
Commerce	3 419,0	46,5	89,9	6,1
Activités financières et Assurances	515,1	7,0	91,5	12,7
Extraction de minerais d'or	569,2	7,7	100,0	100,0
Activités de soutien aux industries extractives	336,9	4,6	100,0	100,0
Construction	339,5	4,6	99,0	64,7
Information et communication	354,4	4,8	99,1	31,9
Transport et entreposage	377,4	5,1	98,9	79,6
ND	96,5	1,3	99,6	68,7
Energie et gestion des déchets	169,5	2,3	99,9	39,3
Fabrication de boissons et tabacs	157,9	2,1	99,6	11,7
Autres services	104,6	1,4	80,9	11,5
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux	155,4	2,1	91,7	3,2
Fabrication de ciment, chaux et plâtre	117,1	1,6	100,0	100,0
Egrenage de coton	68,4	0,9	100,0	100,0
Fabrication de produits alimentaires	129,7	1,8	98,2	18,2
Hébergement et restauration	98,2	1,3	46,2	2,8
Organisation de jeux de hasard et d'argent	73,9	1,0	94,8	2,8
Architecture, Ingénierie, Contrôle & analyses techniques	51,2	0,7	100,0	97,4
Fabrication de produits chimiques	30,2	0,4	99,7	68,0
Autres activités manufacturières	30,4	0,4	73,0	3,5
Fabrication de textiles et d'articles d'habillements	26,8	0,4	20,9	0,3
Education	34,1	0,5	80,2	58,8
Santé	19,1	0,3	87,3	65,3
Travail du caoutchouc et du plastique	14,5	0,2	99,7	30,0
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	15,4	0,2	97,0	50,6
Activités Immobilières	14,1	0,2	98,2	56,5
Enquêtes et sécurité	13,4	0,2	98,7	84,2
Autres activités extractives	8,5	0,1	99,6	75,0
Travail du bois	3,1	0,0	80,2	17,4
Agriculture, sylviculture et pêche	2,5	0,0	99,3	66,7
Elevage	0,6	0,0	79,7	20,0
Travail du cuir	0,3	0,0	73,6	6,8
Fabrication de produits pharmaceutiques	0,1	0,0	83,5	33,3
Chasse et activités de service connexes	0,1	0,0	100,0	100,0
Ensemble	7 346,9	100	92,8	9,1

Annexe 21 : Chiffre d'affaire (en milliard) par branche d'activités

Branche d'activité	Chiffre d'affaire global	Contribution au chiffre d'affaire	Contribution du secteur formelle	Proportion des entreprises formelles
Commerce	3 419,0	46,5	89,9	6,1
Extraction et activités de soutien à l'extraction	914,6	12,4	100,0	98,3
Fabrication et transformation (y.c. Egrenage de coton)	749,2	10,2	93,8	3,7
Activités financières et d'assurances	515,1	7,0	91,5	12,7
Autres services	408,6	5,6	78,9	10,7
BTP	339,5	4,6	99,0	64,7
Information et communication	354,4	4,8	99,1	31,9
Transport et entreposage	377,4	5,1	98,9	79,6
ND	96,5	1,3	99,6	68,7
Energie	169,5	2,3	99,9	39,3
Agriculture, sylviculture et pêche	2,5	0,0	99,3	66,7
Elevage	0,6	0,0	79,7	20,0
Sylviculture, pêche et chasse	0,1	0,0	100,0	100,0
Ensemble	7 346,9	100,0	92,8	9,1

Annexe 22 : Chiffre d'affaire (en milliard) par branche d'activités

Branche d'activité	Chiffre d'affaire global	Contribution au chiffre d'affaire	Contribution du secteur formelle	Proportion des entreprises formelles
Commerce	3 419,0	46,5	89,9	6,1
Industrie	2 172,9	29,6	97,7	10,7
Services	1 655,5	22,5	91,7	12,8
ND	96,5	1,3	99,6	68,7
Agriculture	3,1	0,04	95,8	41,7
Ensemble	7 346,9	100,0	92,8	9,1

Annexe 23 : Chiffre d'affaire (en milliard) par branche d'activités

Branche d'activité	Chiffre d'affaire global	Contribution au chiffre d'affaire	Contribution du secteur formelle	Proportion des entreprises formelles
Commerce	3 419,0	46,5	89,9	6,1
Services	1 655,5	22,5	91,7	12,8
Fabrication, transformation et énergie	918,8	12,5	94,9	3,8
Extraction et activités de soutien à l'extraction	914,6	12,4	100,0	98,3
BTP	339,5	4,6	99,0	64,7
ND	96,5	1,3	99,6	68,7
Agriculture, élevage, Sylviculture, pêche et chasse	3,1	0,0	95,8	41,7
Ensemble	7 346,9	100,0	92,8	9,1

Annexe 24 : Chiffre d'affaire (en milliard) par forme juridique

Statut juridique	Total chiffre d'affaire	Contribution dans le chiffre d'affaire
Personne morale	5 781,1	78,7
Personne physique	1 050,2	14,3
ND	515,6	7,0
Ensemble	7346,9	100

Annexe 24 : Chiffre d'affaire (en milliard) par localité

Localité	Somme (milliard)	Médiane (F CFA)	Contribution dans le chiffre d'affaire	Proportion d'entreprises de la localité
Ouagadougou	5 107,6	3 360 000	69,5	51,2
Bobo-Dioulasso	481,4	2 000 000	6,6	16,8
Autres villes	1 757,8	3 000 000	23,9	32,0
Ensemble	7 346,9	3 000 000	100	100

Annexe 25 : Chiffre d'affaire (en milliard) par région

Colonne1	Somme (en milliard)	Médiane (F CFA)	Contribution dans le chiffre d'affaire	Proportion d'entreprises de la localité
Boucle du Mouhoun	24,4	2 350 000,0	0,3	3,1
Cascades	59,9	2 400 000,0	0,8	2,7
Centre	6 362,3	3 600 000,0	86,6	55,4
Centre-Est	41,7	4 562 500,0	0,6	3,3
Centre-Nord	20,3	1 426 666,5	0,3	2,1
Centre-Ouest	50,5	2 000 000,0	0,7	4,7
Centre-Sud	11,6	4 173 125,0	0,2	1,2
Est	63,3	1 350 000,0	0,9	2,0
Haut-Bassins	630,7	2 088 000,0	8,6	18,1
Nord	27,6	2 800 000,0	0,4	2,4
Plateau-Central	18,2	3 600 000,0	0,2	1,4
Sahel	15,1	4 005 714,0	0,2	1,2
Sud-Ouest	21,5	1 872 857,0	0,3	2,2
Ensemble	7 346,9	3 000 000	100	100

Annexe 26 : Structure du capital sociale par nationalité

Classe capital	Public Burkinabè	Privé Burkinabè	Etrangers	
nd		11,1	5,9	7,4
0 à 1 million		0,0	69,9	30,0
0à 5millions		0,0	19,6	35,5
5 à10millions		0,0	2,0	4,8
10 à 50million		14,8	1,8	12,2
50 millions et +		74,1	0,7	10,1

Annexe 27 : Structure du capital sociale par branches d'activités

Branche d'activités	nd	0-1 million	0-5 millions	5-10 millions	10-50 millions	50 millions et +	total
Agriculture, élevage, Sylviculture, pêche et chasse	4,2	25,0	37,5	4,2	29,2	0,0	100,1
Extraction et activités de soutien à l'extraction	2,3	2,3	69,9	5,8	15,0	4,6	99,9
Fabrication, transformation et énergie	5,9	78,3	13,7	0,9	0,7	0,5	100,0
BTP	5,7	28,7	44,9	6,1	9,3	5,2	99,9
Commerce	6,3	68,0	21,3	2,3	1,7	0,5	100,1
Services	7,5	68,9	17,7	2,0	2,5	1,3	99,9
ND	34,2	5,1	37,3	5,7	9,4	8,3	100,0
Ensemble	6,6	68,9	19,6	2,1	2,0	0,9	100,0

Annexe 28 : Structure du capital social selon la localité

Localité	nd	0-1 M	1-5M	5-10M	10-50M	50 et plus	TOTAL
Ouagadougou	8,1	68,6	18,8	1,9	1,7	0,8	100
Bobo-Dioulasso	3,9	75,6	17,2	1,6	1,2	0,5	100
Autres villes	5,7	65,8	22,2	2,6	2,7	1,1	100
Ensemble	6,6	68,9	19,6	2,1	2,0	0,9	100

Annexe 29 : Structure du capital social à la création selon la forme juridique

Forme juridique	nd	0-1 M	1-5M	5-10M	10-50M	50 et plus	TOTAL
Personne physique	6,4	74,4	16,6	1,5	1,0	0,2	100
Personne morale	7,3	5,1	57,5	6,2	13,3	10,6	100
ND	12,8	12,8	48,1	9,2	11,9	5,3	100
Ensemble	6,6	68,9	19,6	2,1	2,0	0,9	100

Annexe 30 : Structure du capital social à la création selon la formalité

Formalité	nd	0-1 M	1-5M	5-10M	10-50M	50 et plus	TOTAL
Formelles	7,3	5,1	57,5	6,2	13,3	10,6	100
Informelles	12,8	12,8	48,1	9,2	11,9	5,3	100
Ensemble	6,6	68,9	19,6	2,1	2,0	0,9	100

Annexe 31 : Structure du capital social selon la branche d'activité

Branches d'activité	nd	0-1 million	0-5 millions	5-10 millions	10-50 millions	50 millions et +	Total
Agriculture, sylviculture et pêche	16,7	0,0	50,0	0,0	33,3	0,0	100,0
Egrenage de coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Elevage	0,0	40,0	40,0	6,7	13,3	0,0	100,0
Chasse et activités de service connexes	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	100,0
Sylviculture et exploitation forestière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche et aquaculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction de minerais d'or	4,3	6,4	57,4	4,3	21,3	6,4	100,0
Autres activités extractives	0,0	8,3	58,3	8,3	25,0	0,0	100,0
Activités de soutien aux industries extractives	1,8	0,0	76,3	6,1	11,4	4,4	100,0
Fabrication de produits alimentaires	9,7	37,0	43,8	2,2	3,9	3,5	100,0
Fabrication de boissons et tabacs	3,3	81,9	10,5	0,5	2,3	1,5	100,0
Fabrication de textiles et d'articles d'habillements	5,2	87,4	6,9	0,3	0,2	0,0	100,0
Travail du cuir	9,1	77,3	11,4	0,0	2,3	0,0	100,0
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	6,4	27,1	53,0	4,4	5,2	4,0	100,0
Fabrication de produits chimiques	12,0	16,0	32,0	16,0	12,0	12,0	100,0
Fabrication de produits pharmaceutiques	0,0	66,7	0,0	0,0	0,0	33,3	100,0
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux	6,2	68,4	23,5	1,2	0,5	0,3	100,0
Travail du bois	7,2	44,9	29,0	7,2	5,8	5,8	100,0
Travail du caoutchouc et du plastique	6,7	60,0	3,3	3,3	10,0	16,7	100,0
Fabrication de ciment, chaux et plâtre	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0	80,0	100,0
Autres activités manufacturières	6,4	81,8	9,6	1,2	0,5	0,4	100,0
Energie et gestion des déchets	14,3	35,7	17,9	7,1	10,7	14,3	100,0
Construction	5,7	28,7	44,9	6,1	9,3	5,2	100,0
Commerce	6,3	68,0	21,3	2,3	1,7	0,5	100,0
Transport et entreposage	7,1	9,0	37,1	9,4	24,2	13,3	100,0
Hébergement et restauration	7,2	76,0	14,3	1,2	1,1	0,3	100,0
Information et communication	8,5	46,2	35,6	4,1	3,6	2,0	100,0
Activités financières et Assurances	11,1	46,6	34,6	2,6	1,6	3,4	100,0
Activités Immobilières	8,9	21,0	46,8	3,2	8,9	11,3	100,0
Education	19,5	14,7	26,8	10,2	17,0	11,7	100,0
Santé	13,7	22,9	35,9	7,3	13,0	7,3	100,0
Architecture, Ingénierie, Contrôle & analyses techniques	4,6	7,2	60,1	9,2	13,7	5,2	100,0
Enquêtes et sécurité	7,5	10,3	67,1	2,7	8,2	4,1	100,0
Organisation de jeux de hasard et d'argent	7,7	60,6	27,5	2,1	0,7	1,4	100,0
Autres services	6,4	76,0	14,7	1,3	1,3	0,4	100,0
ND	34,2	5,1	37,3	5,7	9,4	8,3	100,0
Ensemble	6,6	68,9	19,6	2,1	2,0	0,9	100,0

Annexe 32 : Structure du capital social selon la branche d'activité

Branches d'activité	nd	0-1 million	0-5 million s	5-10 million s	10-50 million s	50 million s et +	total
Agriculture, sylviculture et pêche	16,7	0,0	50,0	0,0	33,3	0,0	100,0
Egrenage de coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Elevage	0,0	40,0	40,0	6,7	13,3	0,0	100,0
Sylviculture, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	100,0
Extraction et activités de soutien à l'extraction	2,3	2,3	69,9	5,8	15,0	4,6	100,0
Fabrication et transformation (y.c. Egrenage de coton)	5,9	78,3	13,7	0,9	0,7	0,5	100,0
Energie	14,3	35,7	17,9	7,1	10,7	14,3	100,0
BTP	5,7	28,7	44,9	6,1	9,3	5,2	100,0
Commerce	6,3	68,0	21,3	2,3	1,7	0,5	100,0
Transport et entreposage	7,1	9,0	37,1	9,4	24,2	13,3	100,0
Information et communication	8,5	46,2	35,6	4,1	3,6	2,0	100,0
Activités financières et d'assurances	11,1	46,6	34,6	2,6	1,6	3,4	100,0
Autres services	7,4	71,9	16,0	1,7	2,1	1,0	100,0
ND	34,2	5,1	37,3	5,7	9,4	8,3	100,0
Ensemble	6,6	68,9	19,6	2,1	2,0	,9	100

Annexe 33 : Structure du capital social selon la branche d'activité

Branches d'activité	nd	0-1 million	0-5 million s	5-10 million s	10-50 million s	50 million s et +	total
Agriculture	4,2	25,0	37,5	4,2	29,2	0,0	100,0
Industrie	5,8	72,6	17,3	1,5	1,7	1,1	100,0
Commerce	6,3	68,0	21,3	2,3	1,7	0,5	100,0
Services	7,5	68,9	17,7	2,0	2,5	1,3	100,0
ND	34,2	5,1	37,3	5,7	9,4	8,3	100,0
Ensemble	6,6	68,9	19,6	2,1	2,0	,9	100

Annexe 34 : Structure du capital social selon la branche d'activité

Branches d'activité	nd	0-1 million	0-5 million s	5-10 million s	10-50 million s	50 million s et +	total
Agriculture, élevage, Sylviculture, pêche et chasse	0,0	25,0	37,5	4,2	29,2	0,0	95,8
Extraction et activités de soutien à l'extraction	nd	72,6	17,3	1,5	1,7	1,1	94,2
Fabrication, transformation et énergie	4,2	68,0	21,3	2,3	1,7	0,5	97,9
BTP	5,8	68,9	17,7	2,0	2,5	1,3	98,3
Commerce	6,3	5,1	37,3	5,7	9,4	8,3	72,1
Services	7,5	25,0	37,5	4,2	29,2	0,0	103,4
ND	34,2	2,3	69,9	5,8	15,0	4,6	131,9
Ensemble	6,6	68,9	19,6	2,1	2,0	0,9	100

Annexe 35 : Nombre d'emplois selon la branche d'activité et le genre

Branches d'activité	Hommes		Femmes		Total
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Agriculture, sylviculture et pêche	42	100,0	0	0,0	42
Égrenage de coton	1211	97,3	33	2,7	1244
Élevage	63	82,9	13	17,1	76
Chasse et activités de service connexes	0	0,0	1	100,0	1
Sylviculture et exploitation forestière					
Pêche et aquaculture					
Extraction de minerais d'or	3611	92,7	284	7,3	3895
Autres activités extractives	40	100,0	0	0,0	40
Activités de soutien aux industries extractives	1817	94,7	101	5,3	1918
Fabrication de produits alimentaires	5031	73,5	1813	26,5	6844
Fabrication de boissons et tabacs	977	56,2	760	43,8	1737
Fabrication de textiles et d'articles d'habillements	12103	60,9	7773	39,1	19876
Travail du cuir	154	94,5	9	5,5	163
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	1036	86,3	165	13,7	1201
Fabrication de produits chimiques	218	19,2	920	80,8	1138
Fabrication de produits pharmaceutiques	7	53,8	6	46,2	13
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux	11195	97,3	308	2,7	11503
Travail du bois	237	93,3	17	6,7	254
Travail du caoutchouc et du plastique	931	96,9	30	3,1	961
Fabrication de ciment, chaux et plâtre	288	91,4	27	8,6	315
Autres activités manufacturières	7521	95,6	346	4,4	7867
Énergie et gestion des déchets	2558	82,1	556	17,9	3114
Construction	13654	73,0	5049	27,0	18703
Commerce	79871	82,3	17160	17,7	97031
Transport et entreposage	8306	83,0	1699	17,0	10005
Hébergement et restauration	12658	48,0	13729	52,0	26387
Information et communication	1845	67,0	910	33,0	2755
Activités financières et Assurances	976	59,3	670	40,7	1646
Activités Immobilières	326	69,4	144	30,6	470
Éducation	5730	71,8	2253	28,2	7983
Santé	740	51,7	690	48,3	1430
Architecture, Ingénierie, Contrôle & analyses techniques	778	81,9	172	18,1	950
Enquêtes et sécurité	1626	84,0	309	16,0	1935
Organisation de jeux de hasard et d'argent	116	45,1	141	54,9	257
Autres services	14407	62,4	8695	37,6	23102
ND	797	75,8	255	24,2	1052
Ensemble	190870	74,6	65038	25,4	255908

Annexe 36 : Nombre d'emplois selon la branche d'activité et la stabilité de l'emploi

Branches d'activité	Permanent		Temporaire		Total
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Agriculture, sylviculture et pêche	28	66,7	14	33,3	42
Égrenage de coton	335	26,9	909	73,1	1244
Élevage	75	98,7	1	1,3	76
Chasse et activités de service connexes	1	100,0	0	0,0	1
Sylviculture et exploitation forestière	0		0		0
Pêche et aquaculture	0		0		0
Extraction de minerais d'or	3859	99,1	36	0,9	3895
Autres activités extractives	40	100,0	0	0,0	40
Activités de soutien aux industries extractives	1806	94,2	112	5,8	1918
Fabrication de produits alimentaires	4167	60,9	2677	39,1	6844
Fabrication de boissons et tabacs	1531	88,1	206	11,9	1737
Fabrication de textiles et d'articles d'habillements	17516	88,1	2360	11,9	19876
Travail du cuir	143	87,7	20	12,3	163
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	1059	88,2	142	11,8	1201
Fabrication de produits chimiques	1070	94,0	68	6,0	1138
Fabrication de produits pharmaceutiques	13	100,0	0	0,0	13
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux	10020	87,1	1483	12,9	11503
Travail du bois	223	87,8	31	12,2	254
Travail du caoutchouc et du plastique	720	74,9	241	25,1	961
Fabrication de ciment, chaux et plâtre	278	88,3	37	11,7	315
Autres activités manufacturières	6843	87,0	1024	13,0	7867
Énergie et gestion des déchets	2708	87,0	406	13,0	3114
Construction	11668	62,4	7035	37,6	18703
Commerce	88651	91,4	8380	8,6	97031
Transport et entreposage	9639	96,3	366	3,7	10005
Hébergement et restauration	23948	90,8	2439	9,2	26387
Information et communication	2390	86,8	365	13,2	2755
Activités financières et Assurances	1566	95,1	80	4,9	1646
Activités Immobilières	368	78,3	102	21,7	470
Éducation	4662	58,4	3321	41,6	7983
Santé	1215	85,0	215	15,0	1430
Architecture, Ingénierie, Contrôle & analyses techniques	853	89,8	97	10,2	950
Enquêtes et sécurité	1453	75,1	482	24,9	1935
Organisation de jeux de hasard et d'argent	243	94,6	14	5,4	257
Autres services	18749	81,2	4353	18,8	23102
ND	1009	95,9	43	4,1	1052
Ensemble	218849	85,5	37059	14,5	255908

Annexe 37 : Nombre d'emplois selon la branche d'activité et la nationalité des employés

Branches d'activité	Nationaux		Non nationaux		Total
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Agriculture, sylviculture et pêche	41	97,6	1	2,4	42
Égrenage de coton	1242	99,8	2	0,2	1244
Élevage	75	98,7	1	1,3	76
Chasse et activités de service connexes	1	100,0	0	0,0	1
Sylviculture et exploitation forestière	0		0		0
Pêche et aquaculture	0		0		0
Extraction de minerais d'or	3685	94,6	210	5,4	3895
Autres activités extractives	39	97,5	1	2,5	40
Activités de soutien aux industries extractives	1794	93,5	124	6,5	1918
Fabrication de produits alimentaires	6791	99,2	53	0,8	6844
Fabrication de boissons et tabacs	1712	98,6	25	1,4	1737
Fabrication de textiles et d'articles d'habillements	19744	99,3	132	0,7	19876
Travail du cuir	163	100,0	0	0,0	163
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	1184	98,6	17	1,4	1201
Fabrication de produits chimiques	1132	99,5	6	0,5	1138
Fabrication de produits pharmaceutiques	13	100,0	0	0,0	13
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux	11430	99,4	73	0,6	11503
Travail du bois	254	100,0	0	0,0	254
Travail du caoutchouc et du plastique	960	99,9	1	0,1	961
Fabrication de ciment, chaux et plâtre	302	95,9	13	4,1	315
Autres activités manufacturières	7827	99,5	40	0,5	7867
Énergie et gestion des déchets	3082	99,0	32	1,0	3114
Construction	14438	77,2	4265	22,8	18703
Commerce	96215	99,2	816	0,8	97031
Transport et entreposage	8673	86,7	1332	13,3	10005
Hébergement et restauration	25973	98,4	414	1,6	26387
Information et communication	2712	98,4	43	1,6	2755
Activités financières et Assurances	1639	99,6	7	0,4	1646
Activités Immobilières	470	100,0	0	0,0	470
Éducation	7879	98,7	104	1,3	7983
Santé	1418	99,2	12	0,8	1430
Architecture, Ingénierie, Contrôle & analyses techniques	924	97,3	26	2,7	950
Enquêtes et sécurité	1921	99,3	14	0,7	1935
Organisation de jeux de hasard et d'argent	250	97,3	7	2,7	257
Autres services	22942	99,3	160	0,7	23102
ND	1009	95,9	43	4,1	1052
Ensemble	247934	96,9	7974	3,1	255908

Annexe 38 : Proportion des entreprises utilisant les TICS selon la Commune regroupée

	Boite postale	Téléphone	Fax	Email	Site Web	Ordinateur	Internet
Bobo-Dioulasso	7,9	96,5	0,6	2,6	0,6	7,2	3,3
Ouagadougou	15,2	93,6	0,8	3,5	0,7	13,0	6,3
Autres communes	4,2	97,2	0,2	1,4	0,2	4,9	1,9
Total	10,9	95,1	0,6	2,8	0,6	9,8	4,5

Annexe 39 : Proportion des entreprises utilisant les TICS selon la région

Région	Boite postale	Téléphone	Fax	Email	Site Web	Ordinateur	Internet
Boucle du Mouhoun	4,4	97,7	0,1	1,7	0,2	4,6	1,7
Cascades	3,2	96,9	0,4	1,3	0,3	4,5	2,0
Centre	15,2	93,6	0,8	3,5	0,7	13,0	6,3
Centre-Est	5,0	95,8	0,1	1,2	0,3	5,7	2,1
Centre-Nord	4,7	97,9	0,1	1,4	0,1	5,1	2,1
Centre-Ouest	3,7	97,1	0,2	1,2	0,2	4,4	1,4
Centre-Sud	3,8	96,3	0,0	2,4	0,3	6,4	2,3
Est	5,0	96,4	0,3	1,1	0,2	5,2	2,0
Haut-Bassins	7,8	96,5	0,6	2,6	0,5	7,2	3,2
Nord	3,8	98,8	0,0	1,4	0,2	4,7	2,1
Plateau-Central	5,4	96,5	0,0	0,8	0,4	5,2	1,9
Sahel	5,0	97,2	0,3	2,0	0,1	5,2	2,1
Sud-Ouest	2,8	98,1	0,1	1,3	0,3	3,8	1,2
Total	10,9	95,1	0,6	2,8	0,6	9,8	4,5

Annexe 40 : Proportion des entreprises utilisant les TICS selon la formalité de l'entreprise

Formalité	Boite postale	Téléphone	Fax	Email	Site Web	Ordinateur	Internet
Formelle	87,4	60,3	5,3	11,1	5,5	68,3	49,4
Informelle	3,3	98,5	0,1	1,9	0,2	4,1	1,7
Total	10,9	95,1	0,6	2,8	0,6	9,8	4,5

Annexe 41 : Proportion des entreprises utilisant les TICS selon l'ouverture de l'entreprise vers l'extérieur

	Boite postale	Téléphone	Fax	Email	Site Web	Ordinateur	Internet
Non	7,1	97,6	0,1	1,8	0,2	5,8	3,5
Oui	68,6	58,0	7,1	16,4	8,8	68,7	33,9
ND	3,9	96,8	0,3	3,1	1,0	4,6	1,7
Total	10,9	95,1	0,6	2,8	0,6	9,8	4,5

Annexe 42 : Proportion des entreprises utilisant les TICS selon la branche d'activités

Branches d'activité	Boîte postale	Téléphone	Fax	Email	Site Web	Ordinateur	Internet
Agriculture	58,3	66,7	4,2	16,7	0,0	52,2	15,4
Industrie	12,2	94,5	0,8	2,5	0,4	9,1	3,9
Commerce	8,3	96,3	0,4	2,3	0,4	6,5	2,3
Services	14,5	93,6	0,8	4,0	1,1	15,6	9,0
ND	74,4	32,8	2,9	7,0	6,3	92,2	13,0
Total	11,0	95,0	0,6	2,8	0,6	9,8	4,5

Annexe 43 : Proportion des entreprises utilisant les TICS selon la branche d'activité

Branches d'activité	Boîte postale	Téléphone	Fax	Email	Site Web	Ordinateur	Internet
Agriculture, élevage, Sylviculture, pêche et chasse	56,5	65,2	4,3	13,0	0,0	52,2	15,4
Extraction et activités de soutien à l'extraction	92,5	34,7	14,7	3,5	9,3	97,1	89,8
Fabrication, transformation et énergie	5,5	97,5	0,4	1,7	0,2	4,2	2,0
BTP	64,9	73,2	3,3	9,1	3,1	45,0	23,7
Commerce	8,3	96,4	0,4	2,3	0,4	6,5	2,3
Services	14,3	93,7	0,7	3,9	1,0	15,6	9,1
ND	91,2	15,5	2,8	2,0	16,7	94,4	17,6
Total	10,9	95,1	0,6	2,8	0,6	9,8	4,5

Annexe 44 : Proportion des entreprises utilisant les TICS selon la branche d'activité

Branches d'activité	Boîte postale	Téléphone	Fax	Email	Site Web	Ordinateur	Internet
Agriculture, sylviculture et pêche	100,0	40,0	0,0	20,0	0,0	100,0	100,0
Egrenage de coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Elevage	33,3	86,7	6,7	13,3	0,0	26,7	8,3
Sylviculture, pêche et chasse	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Extraction et activités de soutien à l'extraction	92,5	34,7	14,7	3,5	9,3	97,1	89,8
Fabrication et transformation (y.c. Egrenage de coton)	5,4	97,6	0,3	1,7	0,2	4,1	1,9
Energie	48,1	81,5	3,8	11,5	5,0	42,3	27,3
BTP	64,9	73,2	3,3	9,1	3,1	45,0	23,7
Commerce	8,3	96,4	0,4	2,3	0,4	6,5	2,3
Transport et entreposage	80,4	57,3	7,4	9,9	6,7	60,3	29,4
Information et communication	37,3	88,7	2,4	17,0	5,1	53,9	42,7
Activités financières et d'assurances	15,6	93,6	1,4	10,3	3,0	24,8	18,5
Autres services	12,0	94,7	0,5	3,1	0,7	12,9	7,3
ND	91,2	15,5	2,8	2,0	16,7	94,4	17,6
Total	10,9	95,1	0,6	2,8	0,6	9,8	4,5

Annexe 45 : Proportion des entreprises utilisant les TICS selon la branche d'activité

Branches d'activité	Boîte postale	Téléphone	Fax	Email	Site Web	Ordinateur	Internet
Agriculture, sylviculture et pêche	100,0	40,0	0,0	20,0	0,0	100,0	100,0
Egrenage de coton	100,0	50,0	100,0	100,0	0,0	100,0	100,0
Elevage	33,3	86,7	6,7	13,3	0,0	26,7	8,3
Chasse et activités de service connexes	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Sylviculture et exploitation forestière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche et aquaculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction de minerais d'or	91,5	51,1	18,2	4,5	6,3	100,0	100,0
Autres activités extractives	66,7	41,7	8,3	0,0	0,0	58,3	0,0
Activités de soutien aux industries extractives	95,6	27,2	14,0	3,5	13,6	100,0	100,0
Fabrication de produits alimentaires	18,4	91,9	1,0	2,8	1,0	13,3	4,7
Fabrication de boissons et tabacs	11,3	93,1	0,8	0,8	0,0	5,4	1,1
Fabrication de textiles et d'articles d'habillements	1,1	99,1	0,1	0,9	0,0	0,7	0,4
Travail du cuir	9,3	93,2	0,0	0,0	0,0	4,5	0,0
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	57,8	79,1	3,6	20,1	1,4	75,5	55,6
Fabrication de produits chimiques	75,0	70,8	21,7	30,4	13,3	62,5	37,5
Fabrication de produits pharmaceutiques	33,3	66,7	33,3	0,0	0,0	33,3	0,0
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux	6,6	98,0	0,3	1,7	0,1	3,5	1,4
Travail du bois	14,9	91,2	1,5	1,5	1,6	7,4	1,6
Travail du caoutchouc et du plastique	31,0	86,2	6,9	6,9	4,5	31,0	9,1
Fabrication de ciment, chaux et plâtre	100,0	40,0	20,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Autres activités manufacturières	5,6	97,3	0,2	2,2	0,1	4,7	2,2
Energie et gestion des déchets	48,1	81,5	3,8	11,5	5,0	42,3	27,3
Construction	64,9	73,2	3,3	9,1	3,1	45,0	23,7
Commerce	8,3	96,4	0,4	2,3	0,4	6,5	2,3
Transport et entreposage	80,4	57,3	7,4	9,9	6,7	60,3	29,4
Hébergement et restauration	3,5	96,4	0,2	1,3	0,4	2,7	1,2
Information et communication	37,3	88,7	2,4	17,0	5,1	53,9	42,7
Activités financières et Assurances	15,6	93,6	1,4	10,3	3,0	24,8	18,5
Activités Immobilières	62,1	74,2	1,6	15,3	4,7	68,5	42,5
Education	69,2	81,1	1,5	16,1	5,0	40,9	19,8
Santé	72,3	84,3	2,8	15,3	3,3	74,6	64,6
Architecture, Ingénierie, Contrôle & analyses techniques	92,0	45,3	9,4	12,0	12,9	100,0	97,2
Enquêtes et sécurité	85,4	70,8	1,4	11,8	1,8	40,6	20,2
Organisation de jeux de hasard et d'argent	2,2	95,7	0,0	1,4	1,4	11,5	12,9
Autres services	13,0	95,3	0,6	3,4	0,7	18,6	11,1
ND	91,2	15,5	2,8	2,0	16,7	94,4	17,6
Total	10,9	95,1	0,6	2,8	0,6	9,8	4,5

Annexe 46 : Proportion des entreprises utilisant les TICS selon le statut juridique

Forme juridique	Boite postale	Téléphone	Fax	Email	Site Web	Ordinateur	Internet
Entreprise individuelle	4,1	98,4	0,2	2,3	0,4	4,8	2,1
Association de personnes	52,1	63,3	3,6	4,1	5,1	52,7	11,5
Sociétés à responsabilités limitées (SARL)	93,0	53,9	6,6	12,6	5,9	80,2	64,0
Sociétés Anonymes (SA)	86,9	35,7	22,5	19,3	37,4	97,8	92,0
GIE et coopératives	55,9	88,2	5,9	23,5	16,7	52,9	33,3
Autres	83,8	40,2	5,5	7,1	14,3	88,1	24,2
Non déclaré	87,8	64,8	1,1	1,3	0,8	51,8	39,6
Total	10,9	95,1	0,6	2,8	0,6	9,8	4,5

Annexe 47 : Proportion des entreprises utilisant les TICS selon la nationalité de l'actionnaire principal

Nationalité	Boite postale	Téléphone	Fax	Email	Site Web	Ordinateur	Internet
Public burkinabè	85,2	22,2	39,1	33,3	75,0	100,0	100,0
Privé burkinabè	10,2	95,6	0,5	2,6	0,5	9,1	4,4
Etrangers	63,0	51,1	6,4	7,3	7,9	64,2	18,1
nd	39,2	90,2	6,5	24,1	12,8	10,8	8,3
Total	10,9	95,1	0,6	2,8	0,6	9,8	4,5

Annexe 48 : Proportion des entreprises utilisant les TICS selon la Commune

Commune	Boite postale	Téléphone	Fax	Email	Site Web	Ordinateur	Internet
KONGOUSSE	3,8	95,7	0,2	1,4	0,0	5,6	2,1
KOMBISSIRI	3,4	95,4	0,0	1,2	0,0	4,4	1,0
DIEBOUGOU	3,9	99,0	0,0	2,4	0,2	3,4	2,2
TENKODOGO	7,0	93,2	0,2	1,9	0,6	7,0	3,1
BITTOU	1,8	98,6	0,0	1,8	0,0	6,0	1,1
GARANGO	3,8	97,5	0,4	2,5	0,0	5,9	1,7
KOUDOUGOU	4,1	97,5	0,2	1,1	0,2	4,9	1,6
BANFORA	3,7	96,7	0,4	1,4	0,3	4,3	2,1
NIAGOLOKO	1,5	97,8	0,6	0,9	0,0	5,2	1,9
ZORGHO	2,1	98,6	0,0	0,9	0,7	2,8	1,6
BOGANDE	3,2	97,9	0,0	1,6	0,0	5,9	1,1
FADA N_GOURMA	6,2	95,5	0,4	1,3	0,2	5,8	2,4
Bobo	7,9	96,5	0,6	2,6	0,6	7,2	3,3
Ouaga	15,2	93,6	0,8	3,5	0,7	13,0	6,3
ORODARA	5,5	96,4	2,1	0,9	0,3	8,0	3,4
NOUNA	2,7	94,6	0,0	1,6	0,0	3,6	1,4
KOUPELA	8,3	96,9	0,2	1,5	0,4	6,9	2,5
POUYTENGA	3,5	96,3	0,0	0,3	0,0	4,8	1,6
DEDOUGOU	6,1	98,2	0,1	2,7	0,3	6,2	2,3
PO	3,5	97,0	0,0	2,8	0,8	6,1	2,3
BOULSA	5,2	99,0	0,0	1,3	0,7	4,9	3,0
ZINIARE	8,9	94,7	0,0	0,7	0,2	7,7	2,1
GOROM GOROM	2,1	97,9	0,7	2,7	0,0	4,9	2,1
YAKO	3,6	98,5	0,2	0,4	0,0	5,7	1,9
GAOUA	2,7	98,1	0,2	1,0	0,5	3,5	1,1
REO	4,3	95,3	0,3	1,3	0,0	3,3	1,7
KAYA	5,0	98,7	0,2	1,3	0,1	5,1	1,9
DORI	10,3	96,9	0,7	3,6	0,2	7,9	3,9
LEO	1,9	95,9	0,2	1,6	0,5	3,0	0,8
DJIBO	1,9	97,1	0,0	0,9	0,0	3,4	1,0
TOUGAN	5,1	98,1	0,0	1,6	0,3	6,0	2,7
DIAPAGA	7,0	96,9	0,4	1,3	0,5	6,6	1,8
Ouahigouya	3,9	99,2	0,0	1,8	0,1	4,5	2,2
MANGA	5,0	96,4	0,0	3,4	0,0	9,2	3,7
BOROMO	2,8	99,2	0,3	0,3	0,0	2,0	0,8
SOLENZO	1,4	97,7	0,0	1,0	0,2	2,3	0,8
DANO	2,5	98,7	0,0	1,9	0,0	5,8	0,6
GAYERI	0,5	99,5	0,0	0,0	0,0	2,1	0,5
PAMA	0,0	94,6	0,0	0,0	0,0	1,1	1,1
Ouargaye	1,2	95,8	0,0	0,6	0,6	0,6	0,0
BOUSSE	3,4	96,1	0,0	0,6	0,0	3,9	1,7

Annexe 48 : Proportion des entreprises utilisant les TICS selon la Commune (suite)

Commune	Boite postale	Téléphone	Fax	Email	Site Web	Ordinateur	Internet
SINDOU	2,6	96,5	0,0	1,7	0,9	5,3	2,7
TITAO	1,8	98,2	0,0	0,0	0,0	3,0	1,2
TOMA	7,3	98,1	0,0	0,5	0,0	5,0	1,0
BATIE	0,8	97,2	0,0	0,4	0,0	2,8	0,8
HOUNDE	2,4	98,9	0,2	1,1	0,0	4,5	1,6
SEBBA	3,1	98,5	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0
SAPOUY	2,9	96,1	0,0	0,7	0,3	3,0	0,7
GOURCY	4,5	98,2	0,0	2,3	0,9	5,5	2,8
Total	10,9	95,1	0,6	2,8	0,6	9,8	4,5

Annexe 48 : Branche d'activité niveau 1A

Code Branche d'activité niveau 1A	Branches d'activité niveau 1A
A0	AGRICULTURE
B0	INDUSTRIE
C0	COMMERCE
D0	SERVICE

Source : INSD, RIC VII

Annexe 49 : Branche d'activité niveau 1B

Code Branche d'activité niveau 1B	Branches d'activité niveau 1B
A1	Agriculture, élevage, Sylviculture, pêche et chasse
B1	Extraction et activités de soutien à l'extraction
C1	Fabrication, transformation et énergie
D1	BTP
E1	Commerce
F1	Services

Source : INSD, RIC VII

Annexe 50 : Branche d'activité niveau 2

Code Branche d'activité niveau 2	Branche d'activité niveau 2	Branche d'activité niveau 1A	Branche d'activité niveau 1B
01	Agriculture, sylviculture et pêche	A0	A1
02	Egrenage de coton	B0	C1
03	Elevage	A0	A1
04	Sylviculture, pêche et chasse	A0	A1
05	Extraction et activités de soutien à l'extraction	B0	B1
06	Fabrication et transformation (y.c. Egrenage de coton)	B0	C1
07	Energie	B0	C1
08	BTP	B0	D1
09	Commerce	C0	E1
10	Transport et entreposage	D0	F1
11	Information et communication	D0	F1

12	Activités financières et d'assurances	D0	F1
13	Autres services	D0	F1

Annexe 51 : Branche d'activité niveau 3

Branche d'activité niveau 3	Code Branche d'activité niveau 2
Agriculture, sylviculture et pêche.	01
Egrenage de coton.	02
Elevage.	03
Chasse et activités de service connexes.	04
Sylviculture et exploitation forestière.	04
Pêche et aquaculture.	04
Extraction de minerais d'or.	05
Autres activités extractives.	05
Activités de soutien aux industries extractives.	05
Fabrication de produits alimentaires.	06
Fabrication de boissons et tabacs.	06
Fabrication de textiles et d'articles d'habillements.	06
Travail du cuir.	06
Imprimerie et reproduction d'enregistrement.	06
Fabrication de produits chimiques.	06
Fabrication de produits pharmaceutiques.	06
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux.	06
Travail du bois.	06
Travail du caoutchouc et du plastique.	06
Fabrication de ciment, chaux et plâtre.	06
Autres activités manufacturières.	06
Energie et gestion des déchets.	07
Construction.	08
Commerce.	09
Transport et entreposage.	10
Hébergement et restauration.	13
Information et communication.	11
Activités financières et Assurances.	12
Activités Immobilières.	13
Education.	13
Santé.	13
Architecture, Ingénierie, Contrôle & analyses techniques.	13
Enquêtes et sécurité.	13
Organisation de jeux de hasard et d'argent.	13
Autres services.	13

DSSE/SSEC/2019/001
Octobre 2018

Institut national de la statistique et de la démographie (INSD)
Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga2000
01B.P : 374Ouagadougou01–Burkina Faso

Tél: (00226)25 49 85 02- Fax: (00226) 25 49 85 03
Site internet : www.insd.bf- Email : insd@insd.bf ou insbf@yahoo.fr